

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

L'ENGAGEMENT THÉÂTRAL

DES INCAPABLES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

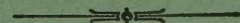
Le jeudi 6 mars 1913, à 1 heure 1/2

PAR

Jules PARRY

Président : M. PIÉDELIÈVRE, professeur.

Suffragants { *MM. BARTIN, professeur.*
AMBROISE COLIN, professeur.



LIBRAIRIE

DE LA SOCIÉTÉ DU

RECUEIL SIREY

22, rue Soufflot, PARIS-5^e

L. LAROSE & L. TENIN, Directeurs

1913

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les
thèses ; ces opinions doivent être considérées
comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

L'ENGAGEMENT THÉÂTRAL DES INCAPABLES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le jeudi 6 mars 1913, à 1 heure 1/2



PAR

Jules PARRY

Président : M. PIÉDELIÈVRE, professeur.

Suffragants } MM. BARTIN, professeur.
 } • AMBROISE COLIN, professeur.

LIBRAIRIE

DE LA SOCIÉTÉ DU

RECUEIL SIREY

22, rue Soufflot, PARIS-5°

L. LAROSE & L. TENIN, Directeurs

—
1913

BIBLIOGRAPHIE

- AGNEL. — Code manuel des artistes dramatiques.
- ASTRUC. — Droit privé du théâtre.
- BERTIN. — Chambre du Conseil.
- BORNAY. — De l'engagement théâtral. Thèse 1906.
- BUREAU. — Le Théâtre et sa législation.
- CARPENTIER. — Traité du Divorce.
- CARREY. — De l'Engagement théâtral. Thèse 1903.
- COLIN (Ambroise). — Note au recueil de Dalloz sous l'arrêt de rejet du 11 novembre 1907.
- CONSTANT. — Code des théâtres.
- COULON. — Traité du Divorce.
- COULON ET FAIVRE. — Manuel formulaire du divorce.
- DAVRAY. — Tribulations de Thespis chez Thémis.
- DESEURE. — Le Droit et le théâtre.
- DUBOSC ET GOUJON. — L'engagement théâtral.
- FALGUECRETES. — Essai sur l'engagement théâtral. Thèse 1905.
- De GUALY. — Le blanc seing. Thèse 1911.
- GUICHARD. — Conférences sur le Code civil.
- HESSE. — Code pratique du théâtre.
- HITIER. — Note au recueil de Dalloz sous jugement du Tribunal de la Seine du 5 novembre 1896.
- LACAN ET PAULMIER. — Traité de la législation et de la jurisprudence des théâtres.
- LANSAC. — L'engagement théâtral de la femme mariée. Thèse 1906.

LEMIRE. — Rapport fait au nom de la Commission du travail sur la proposition de M. de Monzie.

LE SENNE. — Code du théâtre.

MONZIE (de). — Exposé des motifs de la proposition de loi sur la suppression du paragraphe 8 de l'article 2 de la loi du 2 novembre 1892.

POULLE. — Le Divorce.

SAUTON. — L'Engagement théâtral. Thèse 1901.

SOURDAT. — Traité général de la Responsabilité et de l'action en dommages-intérêts.

VILLEQUEZ. — Article dans *Revue historique*, 1861.

VIVIEN et BLANC. — Traité de la législation des théâtres.

VRAIE et GODDE. — Le Divorce et la Séparation de corps.

VULPIAN et GAUTHIER. — Code des théâtres.

L'ENGAGEMENT THÉÂTRAL

DES INCAPABLES

INTRODUCTION

1. — Il n'est pas besoin d'être un censeur bien sévère ou un pessimiste endurci pour reconnaître que de toutes les carrières qui s'ouvrent à l'activité humaine et flattent les intelligences sujettes à se froiser des humbles réalités de la vie, la carrière théâtrale n'est pas la moins périlleuse.

En admettant — ce qui peut sembler un paradoxe à une génération aussi avertie que la nôtre — que le théâtre est un instrument de moralisation, nous ne sommes pas bien sûr que les enseignements de la scène profitent beaucoup à leurs interprètes, et que les vertus dont le parfum s'épand de la rampe aux dernières stalles du parterre, monte des fauteuils d'orchestre aux sommets du paradis, soient en pleine floraison derrière le manteau d'Arlequin.

Certes nous ne sommes plus au temps où les comédiens étaient, sans exception, mis au ban de la société,

où le lieutenant de police, pour une peccadille, envoyait les « premiers sujets » coucher au Fort l'Évêque, avec aussi peu de cérémonie que les représentants officiels de la morale en mettent aujourd'hui à infliger aux prostituées de la rue un séjour au dépôt ou à Saint-Lazare, où l'on refusait à Molière la sépulture ecclésiastique. On ne fait plus de difficulté d'avouer que non seulement les sentiments les plus élevés, les plus généreux sont à l'ordre du jour dans le personnel théâtral, mais qu'ils s'y développent souvent avec une intensité qui procède à la fois de l'affinage intellectuel sans lequel il n'existe point de véritable artiste, et d'une sorte de protestation contre un ostracisme injuste, au moins dans sa généralité.

Nombreux, on l'avoue encore, sont les ménages d'acteurs qui, au point de vue de la dignité de la vie, ne redoutent aucune comparaison, nombreuses même les jeunes actrices qui méritent le respect, alors que leur profession leur rend si difficile de l'imposer.

2. — Qui oserait dire cependant que la carrière théâtrale est une carrière comme toutes les autres ? Quel est le mari qui laissera sans appréhension sa femme s'aventurer sur les planches ? Quel est surtout le père de famille, fût-il « enfant de la balle », pour nous servir d'une expression consacrée, qui ne sentira pas quelque angoisse à la pensée que sa fille veut affronter les feux de la rampe ?

La femme qui monte sur la scène, obligée par une

nécessité professionnelle inéluctable de livrer au public quelque chose de sa jeunesse et de sa beauté, a plus de peine à défendre le reste.

M. Constant a écrit avant nous : « La carrière théâtrale peut certainement être dignement suivie, mais on ne peut se dissimuler qu'elle présente pour une jeune femme bien des dangers, et surtout qu'elle appelle sur ses fautes et même seulement sur ses imprudences une publicité et un éclat tout particuliers »(1).

3. — Et que dire des mineurs ? que dire des enfants surtout ? Le cœur se serre lorsque l'on voit sur certaines scènes des fillettes ou des petits garçons de dix ou onze ans, mêlés à des femmes demi-nues, ou écoutant dans les coulisses des propos qui ne sont certes pas faits pour leurs oreilles...

N'insistons pas davantage. Il y a des vérités tellement évidentes que l'on ne saurait s'attacher à les démontrer sans tomber dans le ridicule.

4. — Les considérations que nous venons de rappeler en quelques mots sont à la base de toutes les doctrines et de toutes les jurisprudences sur l'engagement théâtral des incapables.

Cet engagement soulève d'ailleurs d'autres problèmes qui sont moins du domaine du moraliste que de celui du jurisconsulte, bien qu'ils aient la plupart du temps avec les premiers une connexité plus ou moins

1. Constant. *Code des Théâtres*, p. 34 (Ce sont les propres termes de l'arrêt de Paris du 3 janv. 1868 [D. 68.2.287].)

apparente : telle la question des autorisations nécessaires aux incapables pour embrasser la carrière scénique, l'attribution des émoluments des actrices mariées, l'usufruit légal des parents des artistes mineurs, etc., etc...

5. — Nous avons cédé au désir de réunir dans une étude d'ensemble ces problèmes qui, depuis si longtemps, sollicitent l'attention des auteurs et des tribunaux et qui mettent en jeu les ressorts les plus complexes de l'âme humaine, la vanité, l'ambition, l'intérêt pécuniaire aux prises avec l'affection, l'autorité domestique, le respect de la jeunesse et même de l'enfance, la dignité du foyer. Nous nous proposons d'examiner les solutions transactionnelles à l'aide desquelles la jurisprudence a essayé de concilier la protection nécessaire de l'inexpérience et la défense de la famille avec l'indépendance de l'individu.

6. — Et puisque nous avons prononcé ce mot — dont on a tant abusé — d'indépendance de l'individu, hâtons-nous de dire que cette indépendance n'est pas seulement menacée par des maris jaloux, des tuteurs tyranniques ou des parents ennemis des beaux-arts.

Les questions juridiques se sont, de notre temps, compliquées de questions sociales qui n'avaient point été aperçues de nos pères et qui passent aujourd'hui au premier plan.

Lorsque l'on parle de l'engagement théâtral, il ne faut point songer exclusivement à l'engagement des premiers sujets, qui peuvent traiter sur un pied d'égalité avec les directeurs des grandes scènes. Il y a un prolétariat artistique dont la condition fait surgir toutes les difficultés qui hérissent le contrat de travail. Or les « Jeunes » auxquels cette étude est en grande partie consacrée, à l'exception des lauréats des concours dont les débuts sont assurés, font partie de ce prolétariat, et subissent, comme les autres salariés, l'omnipotence des employeurs.

7. — Ajoutons que la profession théâtrale n'ignore point le fléau des intermédiaires, et que les agences de placements d'artistes dramatiques n'échappent point aux accusations formulées au cours de récentes campagnes contre les bureaux de placement, accusations qui se font même d'autant plus graves que la jeunesse, la séduction des artistes constituent un élément important de l'objet du contrat. Sans rien exagérer, on peut dire que le recrutement du personnel des petits théâtres, des théâtres de province et des cafés-concerts donne lieu à de lamentables marchandages et à de graves abus.

8. — Et s'il n'y avait encore que les intermédiaires réguliers, patentés, j'ai failli dire « officiels » !

« Mais on sait, dit un auteur, que certains marchands d'artistes guettent les ouvrières sans travail pour les envoyer dans les cafés-concerts de province en

prélevant sur leur paie des honoraires élevés et des retenues pour fournitures de toutes sortes (1).» Ces recruteurs sans scrupules s'adressent volontiers aux mineures et trouvent souvent dans les parents de celles-ci des complices plutôt que des protecteurs.

Il arrive qu'une fois sur mille une de ces pauvres jeunes filles, qui a du talent... et de la chance, se révèle étoile et finit par gagner cent mille francs par an et même davantage, de la façon la plus honorable du monde. Mais combien clairsemées sont celles qui s'élèvent ainsi à l'aristocratie artistique et pour quelle multitude de « sujets ainsi recrutés, le petit théâtre ou le music hall, ne sont-ils que le vestibule du mauvais lieu » !

9. — On essaye aujourd'hui de réagir contre les abus trop criants de la vie théâtrale par la création de syndicats professionnels. L'étude de ces associations d'artistes destinées à protéger les individus capables aussi bien que les incapables, est presque en dehors de notre matière, sans que l'on puisse dire qu'elle y soit tout à fait étrangère. La protection des syndicats aura bien souvent, en effet, l'occasion de s'interposer en faveur de ceux des artistes qui par leur âge, leur rôle effacé, sont mis plus complètement à la discrétion des directeurs et des intermédiaires.

Ainsi, l'aspect des problèmes se transforme. Les

1. Davray. *Tribulations de Thespis chez Thémis*, p. 34.

questions, comme nous l'avons dit tout à l'heure, cessent d'être purement juridiques pour devenir économiques et sociales.

10. — Sans exclure systématiquement ces données nouvelles, nous entendons nous limiter autant que possible à la partie juridique de la matière, une exploration plus générale du microcosme théâtral devant nous entraîner beaucoup trop loin.

Nous traiterons dans notre première partie de l'engagement scénique des femmes mariées. Nous consacrerons la seconde aux engagements des mineurs émancipés ou non émancipés et des autres incapables.

PREMIÈRE PARTIE

L'ENGAGEMENT THÉÂTRAL DES FEMMES MARIÉES

CHAPITRE PREMIER

De la nécessité de l'autorisation maritale et des conséquences du défaut d'autorisation

SECTION I

Considérations générales. — Aperçu de la jurisprudence. — Droit d'opposition du mari

11. — Il tombe sous le sens que la femme mariée ne peut, en principe, contracter un engagement théâtral sans l'autorisation de son mari. Ce serait, au besoin, l'application du droit commun qui déclare nulle toute obligation contractée par la femme sans l'autorisation maritale ; mais, ce droit commun ne fût-il pas inscrit dans notre Code civil, la simple raison enseignerait que la femme mariée ne saurait imposer à

son époux le partage avec le public d'un bien qu'il a le droit de se réserver exclusivement. Lors même que la femme mariée ne serait pas frappée à titre général de l'incapacité édictée par l'article 217 du Code, il ne s'en suivrait pas qu'elle eût le droit d'embrasser malgré son mari une carrière dont les périls peuvent alarmer l'affection conjugale.

12. — Et il n'y a pas là, bien entendu, une question de régime. Quel que soit le régime matrimonial adopté par les époux, la règle qui exige l'approbation du mari est une règle absolue. Le mari peut, dans tous les cas, s'opposer à ce que sa femme contracte un engagement. Il peut faire défense au directeur de la laisser paraître sur la scène : « il peut l'actionner devant les tribunaux pour faire reconnaître ses droits et sanctionner sa défense par une condamnation à des dommages-intérêts, basée sur les infractions commises et sur chaque infraction ultérieure (1). »

13. — Cette doctrine a été consacrée à diverses reprises par les tribunaux et notamment par un jugement du tribunal de la Seine du 17 juillet 1901, intervenu entre le directeur du Casino d'Aix-les-Bains et un certain Le Docte dont la femme, sous son nom

1. Lacan et Paulmier. *Traité de la législation et de la jurisprudence des théâtres*, t. I, p. 285, n° 257. Trib. civ. de la Seine, 12 juillet 1888. Trib. civ. Toulouse, 14 déc. 1901. *Gaz. des Trib.*, 01.2.175.

de théâtre « Jane Merey » s'était produite sur la scène malgré le refus d'autorisation du mari (1).

Le Directeur interjeta appel de cette décision ; mais le jugement de première instance fut confirmé par la Cour de Paris le 4 mars 1903 (2). Il est admis et même constant en jurisprudence que le mari peut réclamer une réparation pécuniaire aux directeurs qui, malgré sa défense formelle, continueraient à exploiter le renom attaché au talent artistique de sa femme (3).

14. — Les directeurs de théâtre ont parfois essayé de se soustraire aux actions de ce genre par une clause de garantie insérée dans l'engagement, clause par laquelle la femme mariée s'oblige à relever le directeur de toutes condamnations qui pourraient être prononcées au profit du mari. Il suffit d'un instant de réflexion pour se rendre compte que c'est là une précaution absolument illusoire. La clause de garantie ne saurait avoir plus de valeur que l'engagement dont elle fait partie.

C'est ce qu'a décidé avec raison la Cour de Paris dans l'arrêt précité du 4 mars 1903 : « Un tel engagement est nul comme pris par une femme mariée sans l'autorisation de son mari ; et ce dernier est en droit

1. Trib. Seine, 17 juillet 1901 (D. 1902.2.109).

2. Paris, 4 mars 1903 [D. 1903.2.144], V. André Hesse. *Code pratique du théâtre*, p. 144. Comp. Tr. civ. de Pau, 20 juin 1903 [*La Loi*, 8 juil. 1903]

3. André Hesse, *op. et loc. cit.*

d'opposer cette nullité. » Dans l'espèce l'engagement de garantie pris par la dame Le Docte était verbal, mais eût-il été écrit, cela n'eût rien changé à la solution donnée par la Cour. Car l'obligation de la femme était irrémédiablement viciée dans ses détails comme dans son principe par le défaut d'autorisation maritale. Bien plus, le mari eût pu « s'appuyer sur un principe plus général et d'ordre public : celui d'après lequel les tribunaux doivent annuler toute convention ayant pour but de s'exonérer directement ou indirectement de sa propre faute (1) ».

15. — Nous pouvons encore retenir de l'arrêt précité qu'il n'est point nécessaire, pour qu'un engagement passé entre un directeur de théâtre et une femme mariée, sans l'autorisation du mari de cette dernière, donne lieu à des dommages-intérêts au profit du mari que cet engagement soit écrit : un simple contrat verbal suffit pour constituer le directeur en faute (2).

16. — Mais est-ce bien le fait d'avoir contracté avec une femme mariée sans l'autorisation du mari qui constitue la faute imputable au directeur ? La responsabilité du directeur est-elle réellement d'ordre contractuel ? C'est une question que nous examine-

1. Em. Bernay. *De l'engagement théâtral*, Thèse 1906, p. 53. *Sic Trib. civ. de Pau* 20 juin 1903. *Gaz. Trib.*, 29 octobre 1903.

2. Dubosc et Goujon. *L'engagement théâtral*, p. 44.

rons tout à l'heure. Pour le moment, nous nous contentons de poursuivre l'examen de la jurisprudence.

17. — Celle-ci nous fournit, quant à présent, deux données précises :

1° L'engagement scénique contracté par une femme mariée sans l'autorisation de son mari est frappé de nullité aussi bien dans son pacte principal que dans ses clauses accessoires ;

2° L'entrepreneur de spectacles qui, au mépris de la volonté du mari, fait monter ou laisse monter la femme mariée sur les planches, est passible de dommages-intérêts.

18. — Ces principes sont constants. Doivent-ils subir une dérogation lorsque la femme mariée vit, en fait, dans un état d'indépendance absolue vis-à-vis de son mari, et qu'elle a contracté de nombreux engagements sans l'intervention de celui-ci ?

L'affirmative avait été admise par un arrêt de la Cour de Paris du 23 août 1851, aux termes duquel le mari qui, laissant à sa femme la liberté la plus complète, a pris l'habitude de ne jamais intervenir dans les engagements scéniques qu'elle peut contracter, n'a plus la possibilité, pour faire tomber un engagement, d'exciper de l'absence d'autorisation maritale (1).

1. André Hesse. *Code pratique de théâtre*, p. 139.

Il ne faut voir là qu'un arrêt d'espèce, rendu dans un cas tout à fait exceptionnel. On ne saurait justifier la décision de la Cour par l'article 220 du Code civil : il n'y a rien de commun entre l'autorisation de faire le commerce qui peut être tacite, et l'autorisation de contracter un engagement théâtral. Il n'est pas difficile d'apercevoir que ce dernier contrat met en jeu des questions de moralité, de sentiment, de dignité que ne soulève point le simple fait pour une femme de se livrer au commerce au vu et au su de son mari.

C'est ce qu'a parfaitement exprimé un autre arrêt de la Cour de Paris du 4 mai 1852 qui déclare l'article 220 du Code civil inapplicable au fait d'une femme mariée venant contracter un engagement personnel à l'égard d'une administration théâtrale (1).

19 — Le tribunal de la Seine, par un jugement du 13 février 1902 a même déclaré nul l'engagement conclu par une femme sans l'autorisation de son mari, alors que, depuis plusieurs années, elle vivait, en fait séparée de celui-ci (2). Décision absolument juridique puisque la solution contraire ne tendrait à rien moins qu'à permettre à la femme de s'affranchir de l'autorité du mari par une désertion prolongée du domicile conjugal.

1. *Ibid.*

2. Trib. de la Seine 13 fév. 1902. Cité par Dubosc et Goujon. *L'engagement théâtral*, p. 44.



20. — Nous avons jusqu'ici suivi pas à pas et presque sans les commenter, les décisions de la jurisprudence. Lorsqu'on enveloppe ces décisions d'un coup d'œil général, on constate, non sans un certain étonnement que, si elles ont suffi aux besoins de la pratique, la théorie d'ensemble qu'elles impliquent est encore à édifier.

Les jugements et arrêts se sont contentés de jalonner le terrain de la discussion. Nous allons essayer de construire une doctrine en nous guidant d'après leurs indications.

Un point reconnu et proclamé par la jurisprudence c'est que la femme, sous tous les régimes, ne peut contracter un engagement théâtral sans l'autorisation de son mari.

Mais ce n'est pas là, quoique l'on puisse se méprendre au langage de quelques décisions des tribunaux, une simple application de l'incapacité contractuelle de la femme mariée (1).

Si c'était une application de cette incapacité, lorsque le mari aurait donné son consentement au con-

1. Un jugement du tribunal civil de Nîmes du 8 août 1901, base sa décision « sur les dispositions formelles des art. 215 et 217 du Code civil ». [*Recueil de la Gaz. des Tribunaux*, table quinquennale de 1901 à 1905, v° *Théâtre*, n° 39.]

trat, il ne pourrait plus s'opposer à son exécution ; tandis que nous démontrerons tout à l'heure qu'il est en droit de retirer une autorisation accordée.

D'autre part, dans le cas où la femme s'est engagée sans son autorisation, il devrait, avant de s'opposer à ce qu'elle montât sur les planches, faire prononcer par les tribunaux la nullité du contrat ; tout au moins serait-il dans la nécessité, pour interdire à sa femme l'accès de la scène, d'obtenir contre l'entrepreneur de spectacles une ordonnance de référé, tandis qu'il semble bien établi en jurisprudence, qu'avant toute rupture du contrat par les tribunaux, le mari a le droit d'interdire à un directeur d'exhiber sa femme sur le théâtre, et que le directeur qui désobéit à cette injonction, s'expose à des dommages-intérêts.

Le tribunal civil de Toulouse a même décidé que la défense du mari pouvait résulter d'une simple lettre missive (1).

Fût-on plus exigeant on n'hésiterait pas à admettre que le directeur engage sa responsabilité pécuniaire s'il résiste à une sommation d'huissier.

21. — Remarquons cependant qu'un jugement de Pau a déclaré que le tribunal ne pouvait pas faire défense au directeur de faire jouer la femme qu'il avait engagée (2). Cette décision nous paraît singu-

1. Trib. civ. de Toulouse, 14 déc. 1901. Droit du 7 juin 1902.

2. Trib. de Pau, 20 juin 1903. *Gaz. des Trib.*, 29 octobre 1903,

lière. Nous ne sommes pas à Rome et au temps où le juge Romain ne pouvait faire ni injonctions, ni défenses, et où la mission du tribunal se bornait à condamner le perdant à des dommages-intérêts. L'exécution *in ipsam rem* est familière à notre procédure ; nos magistrats n'hésitent point à prononcer des ordres ou des inhibitions dont ils assurent le respect par la méthode discutable mais acceptée des astreintes. On ne s'explique donc pas les scrupules du tribunal de Pau. Dès l'instant qu'il reconnaissait le droit du mari, comment ne s'attribuait-il pas le pouvoir d'ordonner que ce droit fût respecté ? La décision du tribunal de Pau équivalait à une véritable expropriation de l'autorité conjugale moyennant indemnité.

22. — Pour nous, l'engagement théâtral de la femme sans l'autorisation et contre la volonté du mari fait naître deux questions parallèles : celle de la nullité du contrat, et celle de la protection due à l'autorité maritale telle qu'elle résulte de l'article 214 du Code civil.

Le mari a le droit absolu d'empêcher sa femme de paraître sur la scène d'un théâtre : et, ce droit, il peut l'exercer avant toute décision prononçant la nullité de l'engagement. Seulement, en pratique, comment l'exercera-t-il ? Pourra-t-il *de plano* envoyer un huissier, assisté au besoin par la force publique, pour interdire à sa femme l'entrée du théâtre ou la

sortie de sa loge ? Pourra-t-il même procéder ainsi après s'être préalablement muni d'une ordonnance de référé ? Pourra-t-il même obtenir une ordonnance de cette nature ? Il faut bien reconnaître que la jurisprudence contemporaine se montre de plus en plus hostile aux coercitions brutales.

Et nous ne devons pas, d'autre part, perdre de vue que le Président du tribunal n'a pas le pouvoir, lorsqu'il statue en référé, de prononcer des astreintes.

23. — La situation ne sera pas sans issue lorsque le mari, prévenu à temps de l'existence du contrat qui méconnaît son autorité, aura pu saisir d'une demande en nullité le tribunal compétent, c'est-à-dire le tribunal du domicile de l'entrepreneur de spectacles.

Rien ne s'oppose, en pareil cas, nous ne partageons pas sur ce point l'avis du tribunal de Pau, à ce que le jugement fasse défense à l'impresario de produire sur la scène la femme mariée avec laquelle il a contracté, et ce sous peine d'une somme fixée d'avance de dommages-intérêts pour chaque contravention (1).

Si l'on nous objectait que, la nullité de l'engagement étant prononcée, la défense au directeur de faire jouer la femme mariée n'a plus de raison d'être, il nous serait facile de répondre qu'il faut prévoir la possibilité d'un appel, et que l'exécution provisoire

1. Conf. trib. Seine du 12 juillet 1883 et Toulouse 14 décembre 1901.

du jugement pourrait être demandée par le mari et ne devrait pas lui être refusée.

24. — Le problème deviendra plus difficile à résoudre si le mari n'est avisé du contrat qu'au moment de son exécution, peut-être même par cette exécution. Le mari n'aura d'autre ressource que de réserver par une interdiction signifiée au directeur, son droit à des dommages-intérêts. Le directeur se conformera à cette interdiction ou y contreviendra à ses risques et périls.

25. — C'est ici le lieu d'examiner la question réservée plus haut, du caractère de la faute du directeur et des dommages-intérêts qui en découlent.

Cette faute est-elle constituée par le seul fait d'avoir engagé la femme mariée, ou l'est-elle seulement par le fait de l'avoir fait jouer après la notification de la défense du mari ?

Un jugement du tribunal de Nîmes que nous avons eu déjà l'occasion de citer semble présenter la responsabilité du directeur comme une conséquence du fait que celui-ci s'est associé à la résistance opposée par la femme à l'autorité conjugale (1).

Ce jugement reconnaît au mari le droit de réclamer une réparation pécuniaire à tous directeurs de théâtres ou organisateurs de spectacles publics qui,

1. Jugement du 8 août 1901 [précité]. V. Dubosc et Goujon, *op. cit.*, p. 45.

dans un intérêt de lucre, s'associent à la rébellion de la femme mariée.

La question est serrée de plus près dans un jugement du tribunal civil de Toulouse du 14 décembre 1901 (1).

D'après ce jugement « lorsqu'un entrepreneur de spectacles publics auquel un mari a fait défense de confier un rôle à sa femme a été assigné par le mari en dommages-intérêts pour avoir engagé la femme de celui-ci, si, postérieurement à l'assignation, le directeur de théâtre a résilié l'engagement, et si, par suite la femme n'a pas paru en scène, le directeur de théâtre ne doit aucuns dommages-intérêts, le mari n'ayant subi aucun préjudice, mais le directeur de théâtre doit être condamné aux dépens. »

On pourrait aller plus loin et, par l'application des mêmes principes, décider que le directeur qui, averti de l'opposition du mari, aurait résilié l'engagement de la femme sans attendre l'assignation, ne pourrait encourir aucune condamnation.

26. — Ne pourrait-on inférer de là que la responsabilité de l'entrepreneur de spectacles publics procède non de l'engagement de la femme mariée, mais de sa production sur la scène, qu'elle présente, par conséquent, un caractère quasi délictuel et non un caractère contractuel ?

1, Précité. Voyez *supra*, n° 23.

Ce serait sans doute aller trop loin. Supposons, en effet, que le mari n'ait eu connaissance de l'engagement de sa femme que par les représentations auxquelles elle a pris part, qu'il ait notifié au directeur sa défense et qu'à partir de cette défense, le directeur ait cessé de faire paraître la femme sur le théâtre, il faudrait décider qu'aucuns dommages-intérêts ne seraient dus au mari à raison des représentations auxquelles la femme a été associée avant la notification de l'interdiction (1).

Or telle n'est pas, à ce qu'il semble, la solution de la jurisprudence, et telle ne saurait être non plus la solution de la doctrine. L'impresario qui traite avec une femme n'ignorant pas qu'elle est en puissance de mari, et qui ne se préoccupe pas d'obtenir l'adhésion du mari au contrat est dès à présent en faute, et passible de dommages-intérêts. Que cette faute soit contractuelle ou quasi délictuelle cela importe peu ; et nous sommes précisément en présence d'un de ces cas où la distinction traditionnelle des deux fautes est sans portée.

Seulement, comme la faute, quelle qu'elle soit, n'oblige qu'à la réparation du préjudice causé, si ce préjudice ne se produit pas, il n'y aura pas matière à dommages-intérêts. Ce n'est pas par suite de l'absence

1. Conf. Trib. civ. Seine, 7 mars 1904. *Recueil Gaz. des tribunaux*, 1904, 2.375.

de faute, c'est par suite de l'absence de préjudice que le directeur échappera à la condamnation.

27. — Le directeur poursuivi pourrait-il exciper de sa bonne foi ? Oui s'il avait été trompé sur la condition de la femme avec laquelle il traitait (1), non s'il avait eu l'imprudence de ne pas se renseigner. Il va sans dire toutefois que les tribunaux jouiraient, pour tenir compte du plus ou moins de gravité de cette imprudence, d'un large pouvoir d'appréciation.

28. — Dans tous les cas le directeur ne serait pas fondé à exciper de ce que l'engagement aurait été fait non par lui mais par une agence (2). Tout ce qu'il pourrait faire, ce serait de recourir contre l'intermédiaire qui l'a induit en erreur.

SECTION II

Droit du mari de révoquer une autorisation donnée

29. — D'ordinaire, lorsqu'un incapable s'engage avec le concours d'un tiers dont l'autorisation est nécessaire pour l'habiliter à contracter, son obligation est tout aussi valable, tout aussi irrévocable que celle d'une personne capable; et le contrat passé ne peut être rompu ni par l'intéressé, ni par le protecteur légal qui lui a prêté son assistance.

1. V. *infra*, n° 99 et s.

2. V. Jugement de Nîmes du 8 avril 1901 [précité].

Ce principe est-il applicable à l'engagement théâtral contracté par une femme mariée avec l'autorisation de son mari ?

Non. Ou tout au moins son application n'est pas intégrale. Cela nous donne l'occasion de constater combien la convention que nous étudions diffère de tous les autres pactes qui pourraient être consentis par la femme mariée, et nous démontre que l'article 217 du Code civil ne suffit pas à régir la matière.

Il est couramment admis en doctrine que le mari peut toujours révoquer l'autorisation qu'il a donnée à sa femme de contracter un engagement théâtral (1).

« L'autorisation, dit Demolombe, même donnée par contrat de mariage, est toujours révocable. Je ne crois pas en effet que même par contrat de mariage, le mari puisse jamais abdiquer son droit d'autorisation, et, par suite, de révocation pour tous les cas où la loi soumet la femme à cette condition pendant le mariage (2). »

L'observation a d'autant plus de portée que les actrices qui se marient avec des hommes étrangers à la scène — le cas, comme on le sait, n'est point rare — auront toujours une tendance à stipuler dans leur contrat de mariage qu'elles ne seront point arrachées aux triomphes dont elles sont habituées à s'enivrer.

1. Bureau. *Le théâtre et sa législation*, p. 317.

2. Demolombe, t. IV, n° 324.

Toute clause de cette nature serait réputée inopérante comme portant atteinte soit à la puissance maritale, soit aux droits qui appartiennent au mari comme chef (art. 1388 C. civ.) (1).

30. — Mais il importe ici de ne pas prendre le change : ce qui vient d'être dit de la profession théâtrale n'est-il pas vrai de toutes les professions ? Et le mari n'a-t-il pas toujours le droit d'interdire à sa femme un métier qui lui déplaît ? De l'empêcher par exemple de rester dans l'administration des postes, dans le barreau ou dans l'enseignement ?

Si, en effet, la doctrine des auteurs ne visait que le droit du mari de forcer sa femme à changer de profession, mais sans porter atteinte aux obligations contractées par elle, il n'y aurait pas lieu d'établir une distinction entre la carrière dramatique et toute autre carrière que la femme aurait embrassée, mais la doctrine a été plus loin. Des auteurs admettent que le mari peut s'opposer à ce que la femme tienne les engagements qu'elle avait régulièrement contractés (2).

Un mari ne pourrait empêcher sa femme commerçante de payer ses échéances ou de livrer les commandes qu'elle aurait acceptées tandis que l'on admet

1. Lansac, *L'engagement théâtral de la femme mariée*. Thèse 1906, p. 52.

2. Trib. civil de la Seine, 20 nov. 1903. *Gaz. des Trib.*, 24 janvier 1904.

qu'il peut interdire à sa femme actrice de monter sur la scène pour remplir les rôles de son emploi.

« Le mari a certainement le droit de révoquer l'autorisation qu'il a lui-même accordée. Cette autorisation n'est pas un contrat, mais un acte d'autorité et de surveillance, et il se peut que de nouveaux motifs lui paraissent déterminants pour la retirer (1). »

Et par application de ces principes, le tribunal de la Seine, dans le jugement précité du 20 novembre 1903, proclame que c'est un droit légitime pour le mari d'interdire à sa femme actrice l'exécution des contrats passés par elle avant son mariage (2).

31. — C'est d'ailleurs une vieille jurisprudence. Dès 1832, le tribunal de la Seine, en présence d'un engagement conclu par une femme mariée pour trois années consécutives commencées au 1^{er} avril 1831, décide que l'engagement auquel s'opposait le mari ne recevrait son exécution que jusqu'au 1^{er} avril 1832 (3).

Un jugement du tribunal civil de Nîmes proclame que la question de la validité du retrait de l'autorisation donné par le mari à sa femme ne se pose même pas (4).

1. Demolombe, t. IV, n° 322.

2. Dubosc et Goujon, *op. cit.*, p. 62.

3. *Gaz. des Tribunaux* des 16 et 17 janvier 1832.

4. Nîmes, 8 août 1901. *Recueil de la Gaz. des Trib.*, 1901, 2^e semestre, n° 2227.

32. — Cette conception du droit de révocation du mari est-elle unanimement acceptée ? Et d'autre part est-elle exacte ?

Eh bien ! non ! Cette conception du droit de révocation du mari n'est acceptée ni par tous les auteurs, ni par tous les arrêts. Ainsi : il a été jugé que, lorsque le mari a consenti un premier engagement, et que cet engagement n'est pas terminé, le mari peut s'opposer à ce qu'il soit renouvelé, mais il ne peut arrêter ses effets en cours d'exécution (1).

Et dans un procès récent, qui a fait quelque bruit à raison de la notoriété des parties en cause, la Cour de Paris, confirmant par adoption de motifs un jugement du tribunal de la Seine a posé en principe que la révocation de l'autorisation maritale est inopérante en ce qui concerne les engagements de la femme antérieurs à sa signification (2).

Les parties en cause étaient M. Porel directeur du Vaudeville, Réjane (M^{me} Porel), Hertz et Coquelin concessionnaires des frères Isola pour l'exploitation du théâtre de la Gaîté après l'expiration de la saison lyrique.

M^{me} Réjane avait été habilitée par son mari (M. Porel) à contracter des engagements dramatiques par

1. Trib. de la Seine, 7 janvier 1832 (Godard).

2. Trib. de la Seine, 7 mars 1904 ; Cour de Paris (arrêt confirmatif), 24 janvier 1906 ; Cass. rejet. 11 nov. 1907 [D. 1908.1.25].

une autorisation du 15 août 1898, conçue dans les termes suivants : « J'autorise M^{me} Réjane, ma femme, à contracter tel engagement théâtral qu'il lui plaira, m'en rapportant à elle, à sa délicatesse, pour que cet engagement ne puisse ni léser mes intérêts, ni atteindre ma dignité. »

M^{me} Réjane avait traité avec Coquelin et Hertz pour jouer au théâtre de la Gaité la Montansier de Flers et Cailhabet.

Le 10 décembre 1903 Porel fit signifier à sa femme un acte extrajudiciaire dans lequel il déclarait révoquer l'autorisation du 15 août 1898.

Le tribunal de la Seine, admettant en fait que le contrat entre M^{me} Réjane et les directeurs de la Gaité (Coquelin et Hertz) était intervenu le 4 décembre 1903, c'est-à-dire antérieurement à la signification de la révocation de l'autorisation maritale, déclara valables les conventions passées et condamna M. Porel aux dépens.

Ce jugement fut confirmé par la Cour de Paris le 24 janvier 1906 ; et un pourvoi formé contre l'arrêt de la Cour fut rejeté par la Chambre des requêtes, par un arrêt en date du 11 novembre 1907.

33. — Il est facile de reconnaître, en lisant les motifs du jugement de première instance adoptés par la Cour, que, dans ce procès Porel-Réjane, l'intérêt directorial de M. Porel jouait un rôle beaucoup plus important que ses sentiments de mari. Quoi qu'il en

soit, ce n'est point un arrêt d'espèce qui a été rendu. C'est un principe qui a été posé et ce principe c'est celui de l'inefficacité de la révocation de l'autorisation maritale sur les engagements conclus antérieurement à la signification de cette révocation.

Que devient en présence de cette jurisprudence le système aux termes duquel le mari pourrait révoquer un engagement théâtral valable en cours d'exécution (1) ?

Ce serait perdre son temps que de tenter une conciliation. L'évolution qui se produit en faveur de l'émancipation de la femme, l'esprit d'une législation énervante de la discipline conjugale, explique la mentalité actuelle des tribunaux.

34. — Reste à savoir si le point de vue actuel de la jurisprudence est bien conforme aux idées dont s'est inspiré le Code civil (2).

Or nous n'en croyons rien. Le droit de révocation du mari, conséquence de l'article 243, serait complètement illusoire s'il devait attendre pour s'exercer l'expiration d'un engagement contracté par la femme. Ce serait faire appel aux pompiers quand l'édifice a fini de brûler !

Comment, d'ailleurs, entend-on concilier cette ju-

1. Jugement de la Seine du 20 novembre 1903 (précité).

2. Il n'y a pas lieu de faire intervenir dans la discussion la loi du 13 juillet 1907; le jugement Porel-Réjane est de mars 1904.

risprudence nouvelle avec celle dont les nombreux monuments consacrent, au profit du directeur, le droit de demander des dommages-intérêts au mari pour la rupture de l'engagement de sa femme (1).

De deux choses l'une : ou cet engagement était expiré, ou il ne l'était pas. Si l'engagement était expiré, et si la révocation de l'autorisation du mari n'avait d'autre effet que d'en empêcher le renouvellement, le directeur ne pourrait prétendre à une indemnité. Or tout le monde admet, et les tribunaux déclarent que la rupture d'un engagement de la femme par la volonté du mari expose ce dernier à une condamnation à des dommages-intérêts. C'est donc que la rupture est possible. Et que l'on ne dise pas alors que la révocation du mari est inopérante à l'égard d'un engagement en cours, puisque seule l'inexécution du contrat peut servir de base à la réclamation d'une indemnité.

Nous croyons pour notre part que le mari peut parfaitement, par la révocation de son autorisation, faire tomber un contrat qu'il a autorisé, sauf à se voir condamner à la réparation du préjudice causé par ce retrait d'autorisation (2).

35. — La loi du 13 juillet 1907 n'a-t-elle pas mo-

1. V. *infra*, n°s 50 et suiv.

2. Sic Bureau. *Le théâtre et sa législation*, p. 317. Paris, arrêt du 24 mai 1855 (cité par Constant, *op. cit.*, p. 223). Dubosc et Goujon, *op. cit.*, p. 62. *Pandectes françaises. Répertoire*, v° Acteur, p. 159.

diffié cette situation? Nous n'en croyons rien. D'une manière générale — et c'est peut-être une lacune (1) — il n'est pas interdit au mari de forcer sa femme à renoncer à la carrière qu'elle avait embrassée; — mais lors même que l'on admettrait que, depuis la loi de 1907, le mari ne pourrait empêcher sa femme de rester employée d'administration, avocat, médecin, commerçante, etc., une réserve devrait être faite au regard de la carrière dramatique dont les écueils menacent plus directement l'honneur du mari et la bonne harmonie du ménage.

*
* *

36. — Nous avons enseigné, avec une jurisprudence qui tend à fléchir mais que nous considérons comme la seule conforme aux principes, que le mari jouit pleinement du droit de révoquer l'autorisation qu'il a donnée à sa femme de contracter un engagement dramatique.

Mais pourrait-il révoquer l'autorisation accordée à sa femme non par lui mais par la justice?

Demolombe résout un peu sommairement la question. Le mari, d'après lui, ne peut incontestablement, en aucun cas, révoquer l'autorisation de justice obtenue par sa femme, car l'autorisation judiciaire

1. C'est ce que pense M. Ambroise Colin; note sous l'arrêt de rejet du 11 nov. 1907 (précité).

est un jugement. Admettre la validité d'une telle révocation serait donner à l'autorité maritale un pouvoir supérieur à l'autorité judiciaire (1).

37. — La solution de la question appelle des distinctions qui n'ont point échappé à MM. Aubry et Rau.

L'autorisation de justice intervient au profit de la femme dans deux ordres d'hypothèses très différents. Elle est sollicitée par la femme tantôt parce que le mari ne peut pas donner la sienne, — c'est ce qui arrivera lorsque le mari est absent ou incapable, — tantôt parce que le mari ne veut pas donner son autorisation.

Dans le premier cas (celui où il n'existe aucune contradiction entre le mari et la femme), l'autorisation de la justice est purement supplétive. Cette autorisation supplétive, que les féministes contemporains attaquent comme inutile et injurieuse pour la femme et qu'ils voudraient faire disparaître de notre législation, est essentiellement un acte de juridiction gracieuse destiné à mettre la femme dans la même situation que si elle était majeure et non mariée. Nul doute que le mari puisse révoquer cette autorisation aussi bien que celle qu'il a lui-même donnée (2).

La situation nous paraît identique à celle qui se présente lorsque le mari s'oppose à l'exécution d'un

1. Demolombe, t. IV, n° 325.

2. Aubry et Rau, t. V, p. 158, § 472.

engagement théâtral que la femme aurait contracté avant son mariage.

38. — Lorsqu'au contraire le tribunal a eu à intervenir à raison d'un désaccord entre les époux, pour autoriser la femme à contracter un engagement théâtral (1), on doit admettre avec Demolombe que le mari n'a pas la faculté de révocation (2).

C'est aussi le sentiment d'Aubry et Rau : « Le mari n'est pas admis à révoquer l'autorisation donnée par la justice sur son refus (3). »

39. — Etant admis que : 1° le mari peut révoquer l'autorisation supplétive donnée par le tribunal lorsqu'il se trouvait empêché de donner la sienne ; 2° qu'il ne peut révoquer l'autorisation donnée par la justice alors qu'il refusait la sienne, deux questions se posent :

1° En quelle forme le mari doit-il révoquer l'autorisation de justice dans le cas où la révocation lui est permise ?

2° Comment peut-il se pourvoir contre la décision du tribunal qui a, malgré son opposition, autorisé sa femme à contracter un engagement théâtral ?

1. C'est une question controversée de savoir si la justice peut autoriser la femme à contracter un engagement théâtral, malgré le mari. L'affirmative qui a été proclamée (platoniquement d'ailleurs) dans l'affaire Grémieux soulève beaucoup d'objections. V. *Infra* n° 58 et suiv.

2. Demolombe, *loc. cit.*, ; Aubry et Rau, *loc. cit.*,

3. Aubry et Rau, t. V, p. 159, § 472..

40. — A) En quelle forme le mari doit-il révoquer l'autorisation de justice dans le cas où la révocation lui est permise ?

Les auteurs ne s'accordent pas sur ce point.

D'après Aubry et Rau la révocation pourrait avoir lieu par un simple acte extrajudiciaire (1).

Demolombe enseigne au contraire que le mari aurait, en ce cas, à faire rétracter, dans les formes indiquées aux articles 861 et suivants du Code de procédure civile, le jugement qui a autorisé la femme.

Demolombe n'admet pas, même dans notre hypothèse, que le mari puisse lui-même et de sa seule autorité révoquer l'autorisation donnée par la justice à son défaut : « En droit, dit-il, il y a là un jugement, un acte de l'autorité judiciaire que l'autorité maritale, si respectable qu'elle soit, ne saurait annuler, et, en fait, il serait fort à craindre que le mari ne pût ainsi rendre illusoire l'autorisation de justice. »

41 — C'est, croyons-nous, donner à la décision du tribunal une portée plus grande que celle que les juges eux-mêmes ont entendu y attacher et que la loi lui attribue.

Le jugement du tribunal est un acte de juridiction gracieuse dont l'effet ne peut dépasser, ni en durée, ni en étendue, le besoin qui a motivé l'intervention de la justice.

1. Aubry et Rau, t. V, § 472, note 88.

Prétendrait-on qu'un héritier bénéficiaire qui a sollicité et obtenu du tribunal un jugement l'autorisant à vendre aux enchères les immeubles de la succession, ne pourrait s'il venait, avant l'adjudication, à accepter la succession purement et simplement, vendre ces immeubles à l'amiable ?

Déciderait-on, après le décès d'une femme mariée sous le régime dotal, que ses héritiers ne pourraient aliéner les immeubles dotaux comme ils l'entendraient ou que la femme elle-même, si elle venait à perdre son mari, ne pourrait pas mettre dans sa poche le jugement d'autorisation de vente qu'elle aurait obtenu pour disposer de sa dot immobilière comme elle l'entendrait ?

Est-il constant que si le mari présent et capable avait autorisé en personne l'engagement théâtral de sa femme, il pourrait revenir sur sa décision et révoquer l'autorisation donnée ?

Et n'est-il pas évident que le tribunal qui intervient pour suppléer le mari ne peut avoir des facultés plus étendues que celles qui appartiendraient à celui-ci ? Or, le mari ne peut pas se lier pour l'avenir. La liberté qui résulte à son profit de l'article 214, et qu'il fera valoir à ses risques et périls (1) est d'ordre public.

Il faut bien se pénétrer du caractère purement

1. V. *infra*, n° 50.

intérimaire et supplétif de l'intervention du tribunal. Aussi n'hésitons-nous pas à nous prononcer en faveur du système de MM. Aubry et Rau.

42. — B) Comment le mari peut-il se pourvoir contre un jugement qui a, malgré son opposition, autorisé sa femme à contracter un engagement théâtral ?

D'après Demolombe le mari devrait, encore dans ce cas, se pourvoir suivant les formes des articles 861 et suivants du Code de procédure devant le tribunal qui a autorisé la femme.

« Je pense, dit Demolombe, que le mari devrait suivre à son tour, pour faire révoquer l'autorisation judiciaire, les mêmes formes que la loi a organisé lorsqu'il s'agit de l'obtenir (1). »

Le mari aurait donc à présenter requête au président du tribunal, et celui-ci rendrait ordonnance portant permission de citer la femme, à jour indiqué, à la Chambre du conseil pour entendre déduire les causes de révocation alléguées.

43. — A notre avis, ce n'est pas encore dans ce cas, c'est seulement dans ce cas que le mari ne pourrait *de plano* et à lui seul révoquer l'autorisation donnée par la justice à sa femme.

La situation est bien différente de celle que nous avons précédemment envisagée : nous ne sommes plus en présence d'un acte de juridiction gracieuse,

1. Demolombe, t. IV, n° 325.

mais en présence d'une décision d'ordre contentieux. La nécessité d'une intervention judiciaire s'impose.

44. — Il reste à déterminer quel est le tribunal qui doit intervenir. Ce serait, d'après Demolombe, le tribunal qui a accordé l'autorisation.

Cette doctrine est combattue par Aubry et Rau : « Ce mode de procéder, disent Aubry et Rau, ne nous paraît pas régulier. Le tribunal en autorisant la femme malgré le refus du mari, a statué sur une véritable contestation, et il serait contraire à tous les principes qu'il pût lui-même rétracter son jugement (1). »

Quelle serait donc la ressource réservée au mari ? L'appel du jugement qui a accordé à la femme l'autorisation.

Aubry et Rau se contentent d'ailleurs de donner leur solution sans y consacrer aucun développement et nous n'avons pu découvrir aucune décision de jurisprudence qui se soit prononcée entre les deux systèmes.

45. — La théorie d'Aubry et Rau ne nous paraît pas inexacte, mais nous la croyons incomplète. Nous ne faisons aucune difficulté de l'appliquer dans l'hypothèse d'un conflit actuel existant entre le mari et la femme à l'occasion d'un engagement auquel le mari refuse son autorisation, et pour lequel la femme sollicite et obtient l'autorisation du tribunal de première instance.

1. Aubry et Rau, t. V. § 472, note 89.

Mais supposons que l'engagement autorisé par la justice soit déjà ancien, qu'il soit, par exemple, en cours d'exécution depuis un an. Des circonstances surviennent par suite desquelles le mari ne croit pas pouvoir laisser sa femme dans le milieu où elle s'est introduite malgré lui.

Il n'est pas possible que le contrat soit maintenu au mépris de l'article 214. Le mari ne peut en demander la nullité puisque la femme, autorisée par justice, a contracté dans des conditions légales. Il ne peut plus être question d'un appel, car la décision du tribunal a acquis l'autorité de la chose jugée.

A qui le mari s'adressera-t-il pour faire tomber un engagement qu'on ne lui reconnaît pas le droit de rompre de sa propre autorité ? A la cour d'appel ? mais si l'on considère le débat comme introduit par le premier désaccord, il n'est plus temps de le porter devant la juridiction supérieure, et si l'on considère le désaccord comme un nouveau litige domestique, il ne peut pas être porté devant la cour d'appel sans avoir passé par l'épreuve de la première instance !

46. — Le mari est-il donc enfermé dans une impasse ? Nous ne le pensons point pour notre part. Nous considérons les jugements de la Chambre du conseil qui autorisent une femme à contracter malgré son mari comme des décisions provisoires qui peuvent toujours être remplacées, si les circonstances

changent, par des décisions différentes de la même juridiction.

Les décisions de ce genre ne sont pas rares, et nous pourrions citer à titre d'exemple celles qui, en matière de séparation de corps ou de divorce, statuent sur la garde des enfants ou sur le chiffre d'une pension alimentaire. Il n'y a pas là une voie de rétractation ; il y a tout simplement l'introduction d'une nouvelle instance destinée à provoquer une solution appropriée à des circonstances nouvelles. Le tribunal auquel on s'adresse est bien celui qui avait déjà statué, et il n'est point empêché de solutionner le litige par ce fait qu'il en a déjà connu en d'autres temps et dans des conditions différentes.

47. — Si l'on adoptait notre manière de voir, le système de Demolombe et celui d'Aubry et Rau auraient chacun leur sphère d'application. Le mari se pourvoirait par voie d'appel au tribunal supérieur lorsqu'il s'agit d'empêcher la décision des juges de première instance de recevoir son exécution initiale ; il introduirait une demande devant le tribunal de première instance qui a déjà statué lorsqu'un contrat en cours d'exécution présenterait des inconvénients ou des dangers qui n'avaient pas apparus d'abord. Le tribunal ne se déjugerait pas. Il ne rétracterait rien : il ne mettrait pas à néant sa décision ; à des périls imprévus, il apporterait le remède approprié.

On pourrait même dire qu'il retirerait moins son autorisation, qu'il ne rendrait au mari la liberté d'accorder ou de refuser la sienne.

Nous n'apercevons rien qui s'oppose à ce que les griefs du mari soient portés devant le tribunal précédemment saisi. Nous ne voyons pas au contraire devant quel autre tribunal ils pourraient être portés.

48. — Seulement on peut se demander s'il y a bien lieu de procéder en pareil cas conformément aux articles 861 et suivants du Code de procédure. Nous croyons pour notre part qu'il y a lieu d'adopter l'affirmative. Si les articles 861 et suivants du Code de procédure n'ont envisagé que l'hypothèse de la femme qui se pourvoit pour obtenir du tribunal l'autorisation refusée par son mari, c'est qu'ils ont statué sur le *plerumque fit*. Mais nous considérons qu'en thèse générale l'arbitre des litiges entre époux est la juridiction de la Chambre du Conseil, et nous voyons d'autre part que lorsque cette juridiction est mise en mouvement, c'est toujours par une requête adressée au président du tribunal. La juridiction est implicitement établie par la loi, et cette juridiction appelle la procédure qui lui est propre.

Il est de toute évidence que, dans la dernière hypothèse qui vient d'être examinée, la femme serait admise à discuter devant le tribunal réuni en Chambre du conseil la légitimité de la révocation sollicitée par le mari.

49. — Mais faut-il aller plus loin et décider que, dans la première hypothèse envisagée (cas où le mari peut révoquer à son gré l'autorisation supplétive accordée par le tribunal), la femme aurait le droit de se pourvoir devant les tribunaux pour faire juger que la révocation est arbitraire et pour la faire déclarer sans effet ?

Demolombe et Aubry et Rau se trouvent cette fois d'accord pour adopter l'affirmative (1).

Cette solution nous paraît fondée. Si le mari refusait son autorisation à un engagement théâtral à consentir, nul doute que la femme pourrait saisir la justice du désaccord existant entre elle et son mari : *a fortiori* peut-elle porter devant la juridiction compétente (la chambre du conseil) le différend qui surgit à l'occasion d'un engagement en cours d'exécution (2).

*
* *

50. — Le mari n'exerce son droit de révocation qu'à ses risques et périls. Tous les arrêts, tous les jugements, proclament qu'il doit supporter les conséquences de la rupture, c'est-à-dire les dommages-

1. Aubry et Rau, p. 158, § 472 ; Demolombe, t. IV, n° 324. — *Pandectes françaises*, v° *Acteur*, n° 160.

2. Solution implicite dans arrêt de Paris du 24 mai 1855 (cité par Constant. *Code des théâtres*, p. 223).

intérêts qui représentent le préjudice souffert et le bénéfice manqué du directeur (1).

51. — C'est là un principe très général qui doit être appliquée non seulement lorsque le mari révoque l'autorisation qu'il avait donnée lui-même, mais lorsqu'il révoque l'autorisation donnée par la justice dans le cas où il était empêché de donner la sienne.

52. — Il y aurait même lieu d'assimiler à la révocation de l'autorisation l'interdiction du mari de laisser sa femme continuer l'exécution des engagements qu'elle avait régulièrement contractés avant son mariage. De ce que cette interdiction est pour le mari l'exercice d'un droit légitime, il ne s'ensuit pas que le directeur soit privé de recours contre l'artiste qui manque ainsi à ses obligations (2). Le mariage ne peut être considéré comme un cas de force majeure qui détermine la rupture des contrats sans indemnité (3).

On ne saurait en effet trouver dans l'obligation faite à la femme mariée de se soumettre à la décision par laquelle son mari lui interdit de continuer l'engagement dramatique qu'elle a contracté comme un de ces faits que l'on ne pouvait ni prévoir, ni empêcher, qui permettent de résister à la demande de domma-

1. Jugement du tribunal de la Seine 4 mai 1855, et arrêt du 24 mai 1855 [précité] — Seine 2) nov. 1903. *Gaz. Tribun.*, 24 janvier 1904.

2. Trib. Seine, 20 mai 1903 (précité).

3. Dubosc et Goujon, *op. cit.*, ; p. 62.

ges-intérêts fondée sur l'inexécution d'un contrat, C'est de son libre consentement que la femme a contracté mariage, et qu'elle a accepté toutes les obligations de l'état conjugal parmi lesquelles figure le devoir d'obéissance (art 213, C. civ.) (1).

53. — Seulement, dans cette hypothèse, ce n'est pas contre le mari, étranger à l'engagement, que les dommages-intérêts seraient poursuivis ; c'est contre la femme elle-même.

Ainsi la condamnation à une indemnité peut atteindre, soit l'un, soit l'autre des époux, soit tous les deux ensemble : elle serait prononcée contre le mari dans le cas où la révocation de son autorisation serait arbitraire et inspirée par un pur caprice. Elle pourrait être prononcée contre les deux époux s'il était établi qu'il y avait collusion entre eux. Enfin la condamnation pourrait être prononcée contre la femme seule soit dans le cas où l'engagement aurait été contracté par elle avant son mariage, soit si un fait imputable à la femme pouvait justifier la détermination du mari (2).

54. — On peut même concevoir telle hypothèse dans laquelle toute demande d'indemnité du directeur serait repoussée par le tribunal ; supposer, par exemple, que le directeur d'une scène où l'on fait du

1. Rivière. *Pandectes françaises*. Supplément.

2. *Pandectes françaises* v^o Acteur, n^o 159.

« nu esthétique » un élément de succès ait entendu imposer à sa pensionnaire quelque exhibition que le mari considérerait à bon droit comme incompatible avec la pudeur de sa femme.

On objectera peut-être que, dans ce cas, les époux ou le mari agissant en sa qualité de chef du ménage pourraient demander la résiliation de l'engagement. La réponse est facile : les époux peuvent trouver plus avantageux le rôle de défenseurs et ne pas vouloir assumer l'initiative du procès.

..

53. — Avant d'abandonner cette partie de notre matière, il nous reste à examiner une dernière question. Le mari peut-il refuser à la femme l'autorisation de contracter un engagement théâtral déterminé, sans lui retirer pour cela l'autorisation générale de se livrer à la carrière dramatique ?

M. Ambroise Colin, dans une note publiée au recueil de Dalloz, a examiné cette question précisément à l'occasion du procès Porel-Réjane, dont nous avons exposé plus haut le sujet.

« Si, dit M. Colin, l'autorisation de faire le commerce ou d'exercer toute autre profession doit être générale, général doit être aussi le retrait de cette autorisation. On ne le concevrait même pas autrement, Le mari peut bien décider qu'il ne lui plaît plus que

sa femme continue à être actrice, ou employée, ou professeur, ou commerçante. Mais ce qu'il ne peut pas, c'est, tout en lui continuant son autorisation générale de poursuivre la profession embrassée, lui en retirer le bénéfice pour telle ou telle application, pour un engagement ou pour un acte de commerce déterminé. Pas de révocation partielle ou spéciale : en un mot « tout ou rien ». Qui ne voit à quels dangers, à quelles fraudes une solution contraire exposerait et les tiers et la femme elle-même, et à quels abus de la puissance maritale elle pourrait donner lieu ? (1) »

Si, à un point de vue général, nous adhérons à la doctrine de M. Colin, nous regrettons de ne pas partager son opinion en tant qu'il s'agit de l'appliquer à la carrière dramatique. Celle-ci revêt des aspects trop divers, trop inégalement alarmants pour le mari pour que l'on puisse dire, comme le savant professeur : « Tout ou rien ! » L'autorisation de faire le commerce, elle-même, n'habilite pas la femme mariée à faire n'importe quel commerce. Tel mari qui ne voit pas d'inconvénient à ce que sa femme ait une maison de lingerie, pourrait ne pas l'autoriser à tenir un cabaret. Que le mari qui a autorisé sa femme à exercer un commerce déterminé n'ait pas le droit de lui interdire telle ou telle opération dépendant de ce commerce, cela est évident. Mais il nous paraît excès-

1. Dalloz, 1908.1.25.

sif de prétendre que le mari ne peut interdire à sa femme un commerce qui lui déplaît qu'en l'empêchant de faire n'importe quel commerce.

Le métier du théâtre comporte des emplois très variés depuis le premier sujet de la Comédie française jusqu'à la « diseuse » de music hall. Nous accepterions difficilement qu'un mari ne put empêcher sa femme de contracter un engagement avec un directeur de café-concert qu'à la condition de ne pas la laisser chanter sur la scène de l'Opéra si le directeur de notre Académie nationale de musique découvrait en elle une nouvelle Marie Sass (1).

Quelle serait d'ailleurs la sanction pratique de cette théorie ? Supposons qu'un mari se soit refusé à laisser sa femme renouveler son engagement avec un établissement scénique d'ordre infime. Peu de temps après, presque immédiatement après, si l'on veut, un emploi est offert à la femme dans un théâtre important. La femme accepte, et son acceptation est autorisée par le mari. Qui pourra attaquer ce contrat ? Ce ne sera pas l'ancien directeur de la femme puisque, par hypothèse, l'engagement de celle-ci était expiré. Et en admettant que le mari ait rompu l'engagement de sa femme en cours d'exécution, ce que nous persistons à croire possible, ce ne serait qu'une

1. On sait que la célèbre cantatrice avait débuté dans un petit café-concert.

question de dommages-intérêts à allouer, au directeur du théâtre abandonné sans justes motifs.

Sans doute, cette solution pourrait prêter à des fraudes ; mais si ces fraudes venaient à se produire, les tribunaux en feraient justice.

56. — Il y a un abus plus grand que ceux qui préoccupent M. Colin. C'est celui qui empêcherait la femme mariée de gagner sa vie, avec l'autorisation de son mari, dans une carrière à laquelle la volonté du chef de famille l'avait momentanément arrachée.

57. — Nos observations trouvent un appui dans un jugement du tribunal de la Seine du 22 janvier 1879 aux termes duquel le mari dont la femme a contracté sans autorisation un engagement théâtral, qui d'ailleurs n'a pas été ratifié, peut en demander la nullité, même lorsqu'il autorise sa femme à jouer sur une scène rivale à des conditions plus avantageuses.

Le droit du mari, dit le tribunal, étant absolu, il n'y a pas lieu d'examiner les motifs qui le font agir (1).

Ce n'est pas là le « tout ou rien » du système de M. Colin. Le mari dans l'espèce s'oppose à ce que sa femme joue sur une scène déterminée, et il ne l'empêche pas de se produire sur une autre. Il ne semble pas, dans l'espèce de l'arrêt cité, que les motifs, qui font agir le mari, soient d'ordre bien élevé. Le

1. Trib. Seine, 22 janvier 1879. (*Ann. propr. ind.*, 1879, p. 388)

mari autorise certainement sa femme à exercer la profession dramatique, puisqu'elle est engagée dans un autre théâtre de son consentement, et cette autorisation générique spéciale (pour nous servir d'un mot employé en cette matière par la jurisprudence) ne fait pas naître une exception au profit du directeur, dont la scène a été désertée ; elle ne lui permet pas de dire au mari ce qui serait l'expression de la doctrine de M. Colin : « Vous ne pouvez empêcher votre femme de jouer chez moi qu'à la condition que vous ne la laisserez jouer nulle part. »

SECTION III

De la possibilité de l'autorisation de justice.

58 — Nous avons raisonné, aux sections précédentes, en partant de l'idée acceptée par la jurisprudence que la femme peut être valablement autorisée par la justice à contracter un engagement dramatique.

Cette idée est cependant très discutée en doctrine et de nombreux auteurs enseignent que seul le mari peut autoriser sa femme à se produire sur la scène.

« Telle est à nos yeux, disent Lacan et Paulmier, la puissance des motifs sur lesquels est fondée la nécessité du consentement du mari que nous ne reconnaissons pas aux tribunaux le pouvoir de suppléer au refus de ce dernier.

« Un mari peut avoir, pour résister aux désirs de

sa femme, des motifs des plus sages et des plus respectables qui échappent par leur nature aux investigations judiciaires...

« Tous les éléments d'appréciation, les éléments essentiels font défaut aux tribunaux ; ils n'existent que dans la conscience du mari, le mari doit donc en rester souverain arbitre... (1)

« C'est au mari, comme au père de famille, lorsqu'il s'agit d'un enfant mineur, écrit un autre auteur spécialiste, qu'il importe d'examiner avec soin s'il convient de laisser sa femme s'engager au théâtre... (2)

« Il est certain que les tribunaux ne peuvent accorder l'autorisation que le mari a refusée, lorsque celui-ci a bien apprécié, dans son refus, ce qu'exigeaient le soin de sa dignité de mari et l'intérêt bien entendu de sa famille et de sa femme... (3) »

(Remarquons d'ailleurs que le langage de l'auteur est fort dangereux pour sa thèse, car il implique un droit de révision du tribunal) (4).

Les auteurs de traités généraux admettent également, pour la plupart que l'exécution d'un engagement théâtral étant de nature à porter atteinte à la

1. Lacan et Paulmier. *Traité de la législation et de la jurisprudence des théâtres*, t. I, n° 258.

2. Constant. *Code des théâtres*, p. 34.

3. *Ibid.*

4. Dans le même sens : Astruc. *Droit privé du théâtre*, p. 194 ; Bureau. *Le théâtre et sa législation*, p. 315 ; Vivien et Blanc. *Traité de la législation des théâtres*, n° 312.

dignité du foyer conjugal et à l'honneur du mari, l'autorisation de justice ne peut suppléer au défaut d'autorisation maritale (1).

Aux arguments de discipline et de dignité conjugale, qui perdent nécessairement de leur force dans une société en marche vers l'union libre, Laurent a ajouté une considération pratique : « Quel serait, demande-t-il, l'effet d'un jugement brisant la volonté du mari ? Celui-ci n'aurait-il plus le droit de changer de résidence et de contraindre sa femme à le suivre suivant l'article 214 du Code civil ? (2) »

59. — Le système contraire peut invoquer à son profit des arguments très sérieux en tête desquels se place un argument tiré du droit positif.

L'article 219 qui confère aux tribunaux le pouvoir d'autoriser la femme à défaut du mari est un texte général et absolu : il pose en principe que, sur le refus du mari, la justice peut autoriser la femme. La généralité de ce principe résulte tant des termes mêmes de l'article que de l'exposé des motifs présenté par Portalis lors de la discussion du Code.

« Il n'y a, disait Portalis, aucun pouvoir qui ne soit soumis à la puissance publique, et le magistrat peut intervenir pour réprimer les refus injustes du mari

1. Demolombe, t. V, n° 248 ; Guillouard, *Contrat de louage*, t. II, n° 702 ; Ruben de Couder, v° *Acte de Commerce*, n° 151 ; Baudry-Lacantinerie, t. I, n° 641.

2. Laurent. *Principes*, t. III, n° 135.

et pour rétablir toutes choses dans leur état légitime. Donc, en l'absence d'un autre texte positif en sens contraire, on doit appliquer le principe que pose l'article 219. Des considérations morales quelque graves et sérieuses qu'elles soient, ne peuvent modifier un texte précis de loi, et la compétence du juge ne saurait dépendre de la difficulté, de la délicatesse de la matière » (1).

On ne saurait d'ailleurs considérer comme étant de nature à atteindre la dignité du mari un engagement contracté par une femme mariée alors que la scène sur laquelle elle doit se produire est une scène d'ordre élevé, et qu'elle doit y paraître à côté d'artistes en renom qui honorent la carrière dramatique (2).

Il est possible d'ailleurs que le mari refuse son autorisation par pur caprice, peut-être même dans une mauvaise intention. Pourquoi priver la femme de l'exercice d'une profession honorable et qui lui procurerait des ressources peut-être nécessaires? (3).

Enfin M. Planiol, examinant l'objection pratique élevée par Laurent, se demande si l'on ne pourrait pas répondre que le mari qui changerait de résidence pour forcer sa femme à rompre un engagement théâ-

1. *Discours sur le Code civil*, p. 205 et 206.

2. *Répertoire général du droit français*, v^o *Théâtres et spectacles*, n^o 137.

3. Bureau, *op. cit.*, p. 314.

tral autorisé par justice commettrait un abus de la puissance maritale qui pourrait être réprimé par les tribunaux et qui autoriserait la femme à demander le divorce ou la séparation de corps (1).

On n'a même pas reculé devant l'argument fondé sur les droits supérieurs de l'art ! « L'art a ses exigences et il ne faut pas que le caprice d'un seul porte préjudice à tous en privant le public d'une grande artiste ! (2) »

60. — Une opinion qui se présente comme intermédiaire, tout en déniaut en principe aux tribunaux le pouvoir d'autoriser la femme, au refus de son mari, à contracter un engagement théâtral, admet que, lorsqu'une femme mariée a été précédemment autorisée par son mari à exercer la profession d'artiste dramatique, les tribunaux peuvent l'autoriser à renouveler un engagement expiré ou à traiter avec un autre théâtre (3).

Ce serait surtout lorsque la femme a jusque-là constamment suivi la carrière dramatique que les tribunaux pourraient examiner si le refus du mari d'autoriser sa femme à contracter un engagement est justifié (4).

61. — Au fond cette doctrine se confond très sen-

1. Planiol. *Traité élémentaire de droit civil*, t. I, n° 369.

2. Dubosc et Goujon, *op. cit.*, p. 60.

3. Lacan et Paulmier, *op. cit.*, t. I. n°s 258, 263 et s.

4. André Hesse. *Code prat. des Théâtres*, p. 144.

siblement avec le second système. Personne n'a jamais prétendu que le tribunal dut autoriser la femme « les yeux fermés » : et l'on est d'accord sur ce point que le tribunal ne peut passer outre quand le refus du mari semble justifié par les circonstances (1).

La caractéristique de la doctrine intermédiaire consiste en ce que les tribunaux ne pourraient, au refus du mari, autoriser les débuts d'une femme mariée qui n'est pas encore montée sur les planches.

62. — La jurisprudence a été pendant longtemps assez incertaine et elle a commencé par hésiter à admettre que l'autorisation de justice put, en pareille matière, suppléer au défaut d'autorisation maritale. Et on trouve, dans des décisions relativement récentes, la trace de ces scrupules (2).

Mais elle a évolué et il n'est pas très difficile de suivre la genèse de cette évolution.

L'émancipation de la jurisprudence a commencé par des décisions d'espèces. Ainsi, en 1842, le tribunal de la Seine autorisa à renouveler un engagement qui venait à terme, ou à contracter de nouveaux engagements dramatiques soit à Paris soit dans les départements, aux conditions qu'elle jugerait les plus avan-

1. Trib. de la Seine, 30 juin 1387. Cité par Hesse, *op. et loc. cit.* (V. note précédente.)

2. Trib. de la Seine, 12 juillet 1838 (héritiers Ballande). *Gaz Pal.* 88, 2. 155.

tageuses une femme qui plaidait en séparation de corps avec son mari (1).

L'espèce était favorable et la Cour pouvait avec raison se fonder sur ce que le mari, plaidant en séparation avec sa femme, lui eut très probablement refusé l'autorisation, et sur ce que la femme n'avait de ressources que dans sa profession. Néanmoins, on trouva alors excessif l'espèce de blanc-seing que la justice donna à la femme en lui permettant de contracter là où elle voudrait, aux conditions qu'elle trouverait le plus avantageuses.

C'est peut-être, en effet, une interprétation un peu large de l'article 249. Cet article suppose un intérêt né, une convention à réaliser, mais non une autorisation illimitée et indéfinie s'appliquant à des actes futurs (2).

∴

63. — Il existait d'ailleurs toute une série de cas dans lesquels l'admission de l'intervention des tribunaux semblait s'imposer par sa nécessité. Nous voulons parler des hypothèses dans lesquelles le mari se trouve dans l'impossibilité matérielle (absence) ou dans l'impuissance juridique (minorité, interdiction légale ou judiciaire) d'autoriser sa femme.

1. Paris 1^{re} Chambre 30 août 1842. *Gaz des trib.*, 31 août 1842.

2. Dalloz. *Répert.*, v^o *Théâtres et spectacles*, n^o 182. Conf. Lacan et Paulmier, *op. cit.*, t. 1, n^o 264.

La jurisprudence pouvait s'appuyer sur un texte formel, l'article 222 du Code civil : « Si le mari est interdit ou absent, le juge peut, en connaissance de cause, autoriser la femme soit pour ester en jugement, soit pour contracter. »

Cette disposition a été appliquée à l'engagement théâtral par un jugement du tribunal de la Seine du 9 octobre 1867 (1). Il ne semble pas cependant que la jurisprudence en ait fait un usage fréquent en notre matière : les décisions citées par les auteurs spécialistes ont un caractère général et dénotent une tendance de plus en plus caractérisée des tribunaux à se reconnaître le droit de suppléer à l'autorisation du mari, mais elles visent presque toujours la profession commerciale et non la carrière dramatique. Il ne faut pas, malgré cela, les considérer comme des étapes négligeables, car elles révèlent la formation d'une nouvelle mentalité des tribunaux.

64. — Le grand pas à franchir, c'était l'admission au profit des tribunaux du droit d'accorder une autorisation refusée par le mari. Ce droit fut proclamé en 1868 par un arrêt de la Cour de Paris qui fit, à l'époque, un certain bruit.

La belle-fille de Crémieux, l'éminent avocat qui occupa pendant si longtemps une large place, non seulement au barreau de Paris, mais dans l'histoire politique de notre pays, s'était proposé de contracter

1. Cité par Constant, *op. cit.*, p. 262.

sous le nom de M^{me} Monbelli un engagement dramatique malgré la volonté de son mari dont elle était séparée de corps. Le différend fut porté par M^{me} Crémieux devant la Chambre du Conseil du tribunal de la Seine.

Le 9 octobre 1867, la Chambre du Conseil donna gain de cause à la demanderesse par un jugement dans lequel figure en tête cet attendu : « Attendu que l'autorisation de contracter un engagement théâtral, peut, comme toutes les autorisations, être accordée par le tribunal en Chambre du Conseil, à défaut du consentement du mari. »

Sur l'appel de M. Crémieux, la Cour, en fait, refusa d'autoriser l'engagement en se fondant sur ce que l'intimée « avait des moyens d'existence suffisants pour la vie modeste et retirée qui convenait à la situation qu'elle s'était faite » mais, en droit, elle rejeta expressément la fin de non recevoir, basée par le mari sur l'inapplicabilité de l'article 219 à l'engagement théâtral de sa femme.

« Considérant, dit la Cour, que la disposition de « l'article 219 du Code Napoléon est générale, qu'elle « n'admet point d'exception et ne pouvait en admettre ; qu'il était en effet impossible de reconnaître « au mari le droit absolu d'empêcher sa femme d'exercer honnêtement une profession qui serait son unique ressource (1). »

1. Paris, 3 janvier 1868 [D. 68.2.28]

65. — Le principe est posé nettement, avec d'autant plus d'autorité que la Cour donne en fait raison au mari en déclarant que « dans les circonstances où il « se trouve placé, l'appelant a bien apprécié ce qu'exi-
« geait le soin de sa dignité et l'intérêt bien entendu
« de sa famille et de sa femme, en refusant à celle-
« ci, l'autorisation de contracter un engagement au
« théâtre ».

L'arrêt du 3 janvier 1868 marque une date importante dans l'évolution de la jurisprudence : il jalonne « un tournant » pour nous servir d'une image consacrée par l'usage.

66. — La jurisprudence semble aujourd'hui formée dans ce sens que les tribunaux peuvent accorder à la femme l'autorisation que lui refuse son mari (1).

Les auteurs se rallient à cette théorie ou ne protestent que pour la forme (2).

A fortiori doit-on considérer comme acquise au profit de l'autorisation supplétive de justice, dans le cas où le mari est physiquement ou juridiquement empêché d'habiliter sa femme à contracter un engagement

1. Trib. de la Seine, 18 avril 1891 ; 16 mai 1891. [*Pand. françaises* 94,256].

2. Aubry et Rau, t. V, p. 144 (ils ont dès le début enseigné cette doctrine). Baudry-Lacantinerie et Wahl. *Contrat de louage*, n° 229 ; Guichard, *Conf. sur le Code civil*, p. 150 ; Dubosc et Goujon, *op. cit.*, p. 41, Agnel. *Code manuel des artistes dramatiques*, n° 77. Deseure. *Le droit et le théâtre*, p. 27.

théâtral, l'évolution générale qui s'est faite en faveur du droit des tribunaux.

Non seulement le tribunal pourra intervenir quand le mari est absent, mineur ou interdit judiciaire, mais il interviendra aussi lorsque le mari est frappé d'une peine afflictive et infamante: hypothèse prévue par l'article 221 du Code civil. La femme doit, en pareil cas, requérir l'autorisation de la justice, mais, si elle ne le fait pas, le directeur devra la provoquer lui-même (1). Nous pensons d'ailleurs que l'impuissance du mari ne survit pas à l'expiration de sa peine, et que, celle-ci une fois subie, il recouvrera le droit d'autoriser sa femme indépendamment de toute réhabilitation (2).

67. — Quelques difficultés se sont élevées en ce qui concerne la situation de la femme dont le mari est interné dans un asile d'aliénés, mais non interdit. Ces difficultés nécessairement retentiraient sur la matière spéciale qui nous occupe et seraient soulevées à l'occasion de l'engagement théâtral de la femme mariée comme à l'égard de tout autre contrat qu'elle aurait à passer. Les tribunaux, après quelque hésitation, ont admis l'extension à l'hypothèse de l'aliéné interné de l'application des articles 219 et 222 du Code civil.

1. ¹ Lansac, *op. cit.*, p. 53.

2. Aubry et Rau, t. V, p. 147, note 42; Demolombe, t. IV, n° 216
Duranton, t. II, n° 507.

Nous ne nous expliquerions pas la solution contraire : aux termes de l'article 39 de la loi du 30 juin 1838, les actes de l'aliéné peuvent être attaqués, pour cause de démence. Et les tribunaux appréhenderaient de se passer d'une autorisation qui serait, si elle était donnée, menacée d'une nullité certaine ?

68. — L'intervention du tribunal, en cette matière, deux occasions de se produire : lorsque le mari consent, — parce qu'il est incapable de donner un consentement valable, — et lorsqu'il refuse son consentement — parce que ce refus n'est pas conscient. On pourrait dire que, dans le cas où le mari est aliéné, il n'y a pas à proprement parler de refus. Il ne serait pas nécessaire, dans cette hypothèse, d'appeler le mari en Chambre du conseil, on procéderait comme lorsqu'il est matériellement ou juridiquement incapable de donner son consentement (1).

*
* *

69. — Résumons-nous :

Nous pouvons considérer comme aujourd'hui acquise la jurisprudence d'après laquelle, en matière d'engagement théâtral, comme en matière de tout

1. Bureau, *op. cit.*, p. 314; Guillouard, *Contrat de louage*, t. II, n° 702; Trib. de Lyon, 5 mars 1908 [*Le Droit* du 3 avril 1908]; Trib. de Périgueux, 1^{er} août 1907. *Rép. gén.*, 1907, n° 637; *Contra* Gand, 29 déc. 1871 [D. 74.2.153].

autre contrat passé par la femme mariée, l'autorisation du mari peut être suppléée par l'autorisation de justice.

Cette autorisation interviendra :

a) D'une part : 1° Lorsque le mari sera matériellement dans l'impossibilité de manifester sa volonté — c'est-à-dire en cas d'absence — ou en cas de non présence : l'article 222 doit être considéré comme visant les deux hypothèses (1) lorsque le mari a perdu la raison (on pourrait faire rentrer dans ce cas celui de l'internement du mari dans une maison de fous).

2° Lorsque le mari sera juridiquement incapable de donner son autorisation (cas de minorité, d'interdiction judiciaire, d'interdiction légale). En ce qui concerne le mari pourvu d'un Conseil judiciaire, de vives controverses se sont élevées sur la question de savoir s'il pouvait autoriser sa femme à contracter un engagement théâtral, ou si sa demi-incapacité nécessitait l'intervention de la justice. Nous nous réservons d'examiner cette question quand nous traiterons des conditions et des formes de l'autorisation maritale (2).

1. C'est ce qui résulte de la discussion au Conseil d'État. Le Premier Consul demanda si l'article visait aussi bien « le mari absent du lieu où se trouve la femme » que le mari « déclaré absent » Berlier répondit qu'il fallait entendre que l'article visait les deux : et Tronchet ajouta : « Il est possible que, quoiqu'un mari ne soit pas éloigné, il y ait cependant tellement urgence que la femme n'ait pas le temps de prendre son autorisation. » Locré. *Procès-verbaux du Conseil d'État*.

2. V. *infra*, n° 81 et s.

b) D'autre part : lorsque le mari refusant arbitrairement son autorisation, la femme croit devoir saisir du désaccord la juridiction de la Chambre du Conseil.

Est-il nécessaire d'ajouter que les tribunaux ne doivent user du pouvoir qu'ils s'attribuent qu'avec une extrême réserve? Tout ce qui pourrait être dit sur ce point a été répété à satiété par les auteurs et par les décisions de justice elles-mêmes. L'idée qui doit dominer toute cette matière, c'est que la justice est appelée par la nécessité à faire une œuvre qui, au fond, excède ses attributions normales : les tribunaux doivent considérer la volonté du mari comme souveraine toutes les fois qu'elle n'est pas paralysée par l'incapacité, ou inspirée par le caprice ou la malveillance.

70. — Remarquons, avant de terminer ce chapitre, que la loi du 6 février 1893 a profondément modifié la situation qui faisait naître le plus de litiges et créait le plus de difficultés : la femme séparée de corps est aujourd'hui, en vertu du nouvel article 311 du Code civil, pleinement capable de s'obliger. Elle peut donc contracter un engagement théâtral sans autorisation de son mari ni de justice (1).

1. La doctrine et la jurisprudence sur l'engagement théâtral de la femme mariée séparée de corps n'ont plus qu'un intérêt de souvenir.

Le mari avait le droit incontestable, même après une séparation de corps, d'empêcher sa femme d'embrasser la carrière dramatique. Mais il n'était pas rare que, pour autoriser la femme à passer outre au refus du

SECTION IV

L'autorisation maritale

71. — Des explications données dans les trois précédentes sections, il résulte que malgré les tempéraments apportés par la jurisprudence à son application,

mari, en invoquant l'article 1449 qui cependant est d'une application douteuse. (Lansac, *op. cit.*, p. 64).

Nous avons vu que, pendant l'instance en séparation de corps, il avait été admis par un jugement du tribunal de la Seine du 26 août 1842, que la femme pouvait se pourvoir devant les tribunaux à l'effet d'obtenir l'autorisation, et que le tribunal n'avait même pas refusé une autorisation générale (V. *supra*, n° 62). Ce qui soulevait les protestations de la doctrine.

La jurisprudence était devenue unanime à valider ces autorisations générales accordées par les tribunaux aux femmes séparées de corps, c'est-à-dire à reconnaître aux tribunaux une faculté exorbitante que le mari n'avait pas lui-même (Le Senne, *Code des Théâtres*, p. 191).

Survint le dépôt, en 1886, d'un projet de loi qui est devenu la loi du 6 février 1893. Des femmes qui étaient en instance de séparation de corps au moment du projet crurent pouvoir contracter des engagements sans autorisation. Un de ces contrats a été annulé par un jugement du tribunal de la Seine du 28 juillet 1893.

Toutes ces complications ont aujourd'hui pris fin ; et l'on ne s'explique pas que la question ait encore été portée devant les tribunaux et que les auteurs aient besoin de la discuter (trib. comm. de Mirecourt, 13 août 1902; Bureau, *op. cit.*, p. 304; Dubosc et Goujon, *op. cit.*, p. 63). Aux termes de l'article 311 actuel, la femme séparée de corps reprend sa pleine capacité. Il est donc bien inutile de discuter le caractère de l'engagement théâtral; qu'il soit ou non un acte d'administration, la femme séparée de corps est libre de le contracter comme bon lui semble.

le principe est que le mari seul a qualité pour autoriser sa femme à contracter un engagement théâtral. Ce principe est non seulement défendu par la presque unanimité des auteurs, mais il est proclamé explicitement, on pourrait dire solennellement, dans l'arrêt même (arrêt du 3 janvier 1868) que l'on peut considérer comme l'assise fondamentale du droit d'intervention des tribunaux.

« Considérant, dit la Cour de Paris, que, si la carrière théâtrale peut être dignement suivie, on ne peut se dissimuler, qu'elle présente bien des dangers...

« Qu'il est dès lors du devoir du mari comme du père de famille d'examiner avec soin s'il convient de laisser sa femme ou sa fille s'engager dans une telle voie. »

Le droit du mari est incontestable, supérieur, sauf à la justice à remplacer le chef de la famille quand il est absent, ou privé de sa raison, à le compléter quand il est incapable, à le contrôler avec prudence quand l'exercice de son pouvoir peut dégénérer en abus.

72. — Cette doctrine toujours vivante cesse depuis la loi du 6 février 1893, de s'appliquer dans le cas où il est intervenu entre les époux un jugement de séparation de corps (1).

Mais les pouvoirs du mari sont-ils effacés ou diminués par une séparation de fait ?

1. V. *supra*, n° 70.

Il faut bien se pénétrer de la portée pratique de la question : il s'agit tout simplement de savoir si la femme qui vit loin de son mari, soit qu'elle ait été abandonnée par celui-ci, soit qu'elle ait déserté le domicile conjugal, doit provoquer une autorisation de justice si elle veut contracter un engagement dramatique valable, un engagement qui ne puisse être attaqué ni par elle-même au cas où elle aurait avec son directeur un de ces froissements si communs dans la vie théâtrale, ni par le mari qui pourrait être tenté de profiter de l'irrégularité de la situation pour « faire chanter » le directeur ou l'artiste elle-même.

Il n'y a pas lieu de s'attendrir sur l'infortune de l'épouse abandonnée qui serait empêchée de « gagner son pain » (1). Cette situation douloureuse pouvant être facilement et promptement dénouée par l'intervention du tribunal. La question, beaucoup moins tragique, est celle de savoir si le directeur n'a pas besoin de prendre ses précautions contre un caprice de sa pensionnaire, ou si cette dernière ne doit pas se mettre à l'abri d'une tentative de chantage de son mari.

1. « Ne serait-il pas odieux que le mari qui a abandonné sa femme, put encore, par un refus arbitraire, la mettre dans l'impossibilité de gagner sa vie ou celle des siens ? » (Davray, *Tribulations de Thespis chez Thémis*, p. 42.)

Deux solutions peuvent se concevoir : l'une qui nous paraît beaucoup plus juridique et qui consiste à exiger l'autorisation du tribunal, l'autre vers laquelle incline très sensiblement la jurisprudence et qui repose sur cette idée que l'éloignement du mari, son indifférence, son abstention de toute ingérence dans la vie de sa femme implique au profit de celle-ci autorisation tacite de gérer ses intérêts et de pourvoir à ses besoins comme elle l'entend. Comme cette question n'est qu'un aspect de la question plus générale de l'autorisation tacite, nous nous réservons d'examiner le problème dans son ensemble dans la suite de ce chapitre (1).

73. — Nous devons, pour éviter toute confusion, examiner dans deux paragraphes distincts : 1° quelle capacité est nécessaire au mari pour autoriser valablement sa femme à contracter un engagement théâtral ; 2° à quel moment et en quelle forme doit être donnée l'autorisation maritale.

§ I. — CAPACITÉ NÉCESSAIRE AU MARI POUR DONNER
A SA FEMME UNE AUTORISATION VALABLE.

74. — Nous ne nous arrêterons pas au cas d'absence du mari (auquel la jurisprudence assimile sa non présence), ni au cas où le mari est, soit interdit

1. V. *infra*, n° 86.

légalement, soit interdit judiciairement, soit interné dans un asile d'aliénés.

Ce sont autant de cas dans lesquels le mari est, soit matériellement, soit juridiquement empêché de donner son autorisation. Cette autorisation est impossible : il n'y a donc pas à se demander si elle est inopérante. Il faut s'incliner devant la nécessité.

75. — Il est au contraire nécessaire de rechercher ce qui est possible au mari mineur ou pourvu d'un conseil judiciaire.

En ce qui concerne le mari mineur, la solution nous est fournie par un texte positif, l'article 224 du Code civil. Dans cette hypothèse, l'autorisation supplétive de justice, doit forcément être demandée. Bien qu'émancipé, le mari, d'après certains auteurs, n'aurait pas lui-même (nous le verrons dans notre seconde partie) (1), la capacité de contracter un engagement théâtral ; il ne peut donc habilitier sa femme à traiter avec un directeur (2). Néanmoins, et c'est ici qu'éclate la prérogative du mari, dans les cas mêmes où elle ne suffit pas à lui permettre de diriger seul la gestion des intérêts de sa femme, on reconnaît que le juge devra le consulter : il a en effet la puissance maritale sur la personne de sa femme, et l'autorisation judiciaire n'a pour but que de suppléer

1. V. *Infra* n° 238.

2. Dubosc et Goujon, *op. cit.*

à la capacité qui lui manque. Il y a dans l'espèce une véritable collaboration du tribunal et du mari (1).

76. — La question est beaucoup plus épineuse lorsqu'il s'agit d'un mari pourvu d'un conseil judiciaire.

Trois systèmes ont été produits :

77. — *Premier système.* — Le mari, quoique pourvu d'un conseil judiciaire, peut autoriser sa femme pour toute espèce d'acte et, par suite, pour contracter un engagement théâtral. L'article 222, en effet, ne parle pas du mari pourvu d'un conseil judiciaire (2).

Cette doctrine pourrait s'appuyer également sur le caractère limitatif des articles 499 et 513 du Code civil.

Ajoutons que des auteurs très justement en crédit ne refusent pas à l'individu pourvu d'un conseil judiciaire le droit de contracter un engagement dramatique pour son compte ; ce qui répond par avance à une objection qui va être formulée tout à l'heure (3).

La Cour de Bordeaux a jugé que, la nomination d'un conseil judiciaire n'entraînant que des incapacités limitativement déterminées et ne portant pas atteinte à la puissance maritale, ne peut rendre le

1. Aubry et Rau, t. V, p. 148, note 44 ; Toullier, t. I, n° 653 ; Lansac, *op. cit.*, p. 54.

2. Duranton. *Cours de droit français*, t. II, n° 506.

3. Demolombe. *Minorité*, t. II, n° 749 ; Toullier. *Droit civil*, t. II, n° 1378 ; Laurent. *Principes*, t. V, n° 369 ; Aubry et Rau, t. I, p. 572, § 140 ; Lacan et Paulmier, *op. cit.*, t. I, n° 255 ; Dubosc et Goujon, *op. cit.*, p. 65.

mari incapable d'autoriser sa femme tacitement ou par écrit à faire le commerce (alors surtout que les époux sont mariés sous le régime de la séparation de biens (1).

Ce que la Cour de Bordeaux décide pour l'autorisation de faire le commerce, elle l'eût évidemment décidé de même et peut-être *a fortiori* en matière d'engagement théâtral.

78. — *Deuxième système.* — Un second système enseigne que, lorsque le mari est pourvu d'un conseil judiciaire, la femme doit se faire autoriser par le conseil judiciaire de son mari. Il nous paraîtrait plus exact de dire, qu'elle doit se faire autoriser par son mari assisté de son conseil judiciaire.

Les auteurs qui professent cette doctrine repoussent l'intervention du tribunal. Les tribunaux, disent-ils, n'ont le droit d'autoriser la femme que dans les cas où la loi leur donne formellement ce pouvoir ; car l'intervention du juge diminue la puissance maritale ; or cette puissance est d'ordre public, et le juge ne peut pas la supprimer ou la modifier (2). Ce système a été adopté par quelques arrêts (3).

1. Bordeaux, 2 juin 1902. *Recueil des arrêts de la Cour de Bordeaux*, 1902.1.305.

2. En ce sens : Laurent, *Principes*, t. III, n° 132 ; Magnin, *Minorité*, t. I, n° 909.

3. Paris, 27 août 1833 [S. 33.2.562] ; Paris 13 nov. 1866 [S. 67.2.324].

79. — *Troisième système.* — Un troisième système, préjugant une question sur laquelle les auteurs et les arrêts sont loin d'être d'accord, part de l'idée que le mari ne peut autoriser sa femme à faire un acte pour lequel il aurait lui-même besoin de l'assistance de son conseil, car il n'est pas admis par tout le monde que l'individu pourvu d'un conseil judiciaire a besoin de l'assistance de son conseil pour contracter un engagement théâtral !

Mais la conclusion que les partisans du troisième système tirent de leurs prémisses, c'est que la femme doit se faire autoriser par la justice.

Cette solution a été adoptée par de nombreux arrêts et semble prévaloir en jurisprudence (1) soit en la matière spéciale qui fait l'objet de notre étude, soit au point de vue général des engagements de la femme (v. p. ex. Seine, 24 nov. 1900).

Elle s'appuie sur l'exposé des motifs fait par Portalis, dans la séance du Corps législatif du 16 ventose an XI. Si le Code n'a pas, dans l'article 222, mentionné le mari pourvu d'un conseil judiciaire entre l'interdit et l'absent, c'est parce qu'il le considérait comme implicitement visé dans la loi.

1. Cass., 11 août 1840 [S. 40.1.858] Rennes, 7 déc. 1840, [S. 41.2.423] Bordeaux, 16 juin 1869 [S. 69.2.316] ; Cass., 6 déc. 1876 [S. 77.1.67] ; Trib. civ., Seine, 22 juin 1882 [Gaz. Pal., 82.2.109] ; Amiens, 22 août 1883 [Gaz. Pal., 84.1.26] ; Trib. civ. Seine, 24 nov. 1900 [Le Droit, 9 janvier 1901].

Portalis disait en effet : « Les droits du mari ne sont suspendus que par son interdiction, son absence, ou toute autre cause qui peut le mettre dans l'impossibilité actuelle de les exercer. » Reste à savoir si le mari est mis dans l'impossibilité actuelle d'exercer son autorité par ce fait qu'il est pourvu d'un conseil judiciaire.

Portalis disait encore — mais c'était en parlant du mineur : « Comment celui-ci pourrait-il autoriser les autres qui a lui-même besoin d'autorisation ? » Mais cette considération ne fait point avancer la solution du problème, si l'on admet avec Demolombe, Toullier, Duranton, Aubry et Rau, que l'individu pourvu d'un conseil judiciaire n'a pas besoin pour contracter un engagement théâtral de l'assistance de son conseil.

Il ne faut pas compter sur les textes pour élucider la question. Au point de vue rationnel, la collaboration du mari et du tribunal semble assez indiquée, car il est bien entendu que le mari sera appelé à prendre part à l'instruction de l'affaire par les magistrats.

Ce dernier système a rallié les suffrages d'un grand nombre d'auteurs, parmi lesquels — cela est à retenir — figurent même ceux qui admettent que le mari peut contracter pour son compte personnel avec un directeur de théâtre, sans avoir à faire intervenir son conseil judiciaire (1).

1. Demolombe, t. IV, n° 226 ; Aubry et Rau, t. V, p. 148, 472, note 44 Carré. *Lois de la Proc. civ.* question 2925,

80. — La base de ces divers systèmes est assez fragile. Ils seront probablement emportés tôt ou tard par le mouvement féministe et individualiste qui menace l'existence même de la famille. Un jour viendra — probablement peu éloigné — où l'on refusera au mari le droit d'exercer une autorité quelconque sur la profession de sa femme et les premiers chefs de famille atteints seront ceux qui ne jouissent pas d'une capacité complète ; il est logique de refuser le rôle de protecteur à celui qui a lui-même besoin d'être protégé.

Que pèsera dans la balance la question morale qui est certainement en jeu ? Il est difficile de le dire.

§ II. — CONDITIONS ET FORMES DE L'AUTORISATION MARITALE

81. — Il est bon, au début de cette partie de notre étude, de rappeler les principes fondamentaux posés par notre législation en matière d'autorisation maritale. Cela nous permettra de mesurer d'un coup d'œil les libertés prises par la jurisprudence vis-à-vis des dispositions les plus précises et les plus incontestées.

82. — Points certains :

1° L'autorisation du mari doit être expresse, écrite, ou résulter du concours du mari à l'acte fait par la

femme. L'existence de ce concours laissant d'ailleurs une certaine latitude à l'appréciation des tribunaux, mais devant toujours se traduire par un fait positif qui implique d'une manière non équivoque la participation du mari à l'acte et sa volonté de l'approuver (1).

2° L'autorisation du mari doit être spéciale, donnée séparément pour chaque acte juridique. Une autorisation générale donnée par le contrat de mariage serait prohibée par l'article 1388 et n'aurait d'efficacité que quant à l'administration des biens personnels de la femme (article 223).

83. — Notre législation n'admet qu'une seule exception à ces principes. L'autorisation au profit de la femme de faire le commerce est générale et peut être tacite.

84. — Un point discuté : c'est la question de savoir si un acte fait par la femme sans l'autorisation antérieure ou concomitante du mari peut être validé par un consentement postérieur de celui-ci.

D'après une opinion très accréditée en doctrine, la ratification postérieure du mari serait impuissante à couvrir la nullité de l'acte. Il est de principe, dit-on, qu'une personne à laquelle la loi accorde un droit, une action quelconque, ne peut être privée de ce droit ou de cette action sans son aveu ou par le

1. Aubry et Rau, t. V, p. 152, texte et note 58. Demolombe IV, 197.

fait d'autrui. Or la loi accorde à la femme qui a contracté sans l'autorisation maritale une action qui lui est propre, une action distincte de celle qui appartient au mari (art. 225 et 1125); donc la femme ne peut être privée par le seul fait du mari de ce droit qui lui est véritablement acquis et qui forme un bien dans son patrimoine (1).

Ce système a été adopté par un certain nombre de décisions de jurisprudence (2), et des auteurs spécialistes en font l'application à la matière de notre étude (3).

85. — Retenons les points essentiels et incontestés. Sauf l'exception admise pour l'exercice de la profession commerciale, la validité de tout acte juridique fait par la femme mariée exige l'autorisation spéciale, révélée par un fait positif du mari.

L'autorisation du mari ne peut résulter de ce qu'il n'a pas empêché l'acte de sa femme : il faut encore qu'il y ait participé. La loi ne se contente pas d'une abstention : il lui faut une collaboration qui peut être indirecte, lointaine dans certains cas, abandon-

1. Demolombe, t. IV, n° 211.

2. Besançon, 28 févr. 1900 [*Gaz. Pal.*, 1900.1.470]; Trib. d'arrond. de Diekirch, 30 juillet 1901 [*Pasicrisie Luxembourgeoise*, 1901, 566]; Bastia, 27 avril 1903 [*Recueil des arrêts de Bastia*, 1903.2.94]; Trib. civ., Seine, 13 mai 1904 [*Rec. Gaz. Trib.*, 1904, 2.436]; *Contra*, Paris, 23 août 1851 [*Gaz. Trib.*, 24 août 1851].

3. Bureau, *op. cit.*, p. 316.

nés à l'appréciation de la justice, mais qui ne saurait consister en faits purement négatifs.

86. — Demandons-nous maintenant si, en matière d'engagement théâtral de la femme mariée, la jurisprudence s'en est tenue à cette conception si nette de l'autorisation maritale.

Il n'est pas nécessaire de feuilleter bien longtemps les recueils d'arrêts pour reconnaître que, dans le cas de séparation de fait entre les époux, la jurisprudence a pris le contrepied de la doctrine.

Dès 1851, la Cour de Paris admettait qu'en cas de séparation de fait, l'autorisation du mari est « censée accordée ». Il suffit, pour valider les engagements de la femme, que celle-ci exerce sa profession librement et patemment, au vu et au su de son mari ne formant pas opposition (2).

Cette jurisprudence tend de plus en plus à s'affirmer et à s'étendre. « Le mari étant tenu de subvenir aux besoins de sa femme, les tribunaux considèrent qu'en l'abandonnant, il entend tout au moins s'acquitter de son obligation dans une certaine mesure, en lui donnant pleins pouvoirs pour passer tous contrats, pour exercer toutes professions nécessaires à sa subsistance (3). »

1. Trib. de la Seine, 5 janvier 1911. (Directeur de la Cigale contre Maupomé).

2. Paris, 23 août 1851 [S. 51.2.517]; Davray, *op. cit.*, p. 42.

3. Davray, *op. cit.*, p. 42. Rouen, 4 févr. 1878 [D. 78.2.258]; Cass.,

87. — On peut reprocher à cette jurisprudence de pêcher par un excès de généralité. Lorsqu'un mari a laissé s'écouler de longues années sans s'occuper de sa femme, qu'il soit déclaré non recevable, comme n'ayant pour ce faire aucun intérêt moral, à demander la nullité d'un contrat passé par elle sans son autorisation, alors surtout qu'elle était dans l'impossibilité de demander cette autorisation (1), cela peut s'admettre, car l'espèce est favorable.

Mais il ne manque pas dans la société et surtout dans le monde des théâtres, de ces « isolées » volontaires ou involontaires qui ont secoué le joug d'un hymen éphémère et dont la situation n'est pas toujours intéressante.

88. — Ce qui a entraîné les tribunaux dans cette voie c'est le peu de sympathie qui s'attache aux demandes de nullité dans les conditions où elles sont le plus souvent formées. C'est une femme qui a depuis des années oublié qu'elle était mariée et qui s'en souvient à temps pour essayer de faire briser un engagement dont elle n'est pas satisfaite (2). C'est un

6 août 1878 [D. 79.1.400]; Trib., Seine, 13 févr. 1902 [*Gaz. Pal.*, 0.21.763]; Paris, 5 janvier 1904 [*Pasicr. belge*, 04.4.87]; Trib. comm., Seine, 2 janvier 1906 [*Journ., Trib. comm.*, 1907, 286].

1. Tribunal de Trévoux, 1^{er} janvier 1905 [*Le Droit*, 16 février 1905].

2. Ce sont des considérations de cette nature qui paraissent avoir inspiré un jugement du Trib. de la Seine du 26 janvier 1910 confirmé par un arrêt de la Cour de Paris du 9 mai 1912 (Varlet contre Auber).

mari dont la mémoire s'était perdue et qui se révèle uniquement pour créer des embarras au directeur qui a engagé sa femme, ou à sa femme elle-même.

Ces circonstances de fait expliquent comment et pourquoi les tribunaux se sont aventurés dans une voie qui, à notre sens, les éloigne très sensiblement des principes fondamentaux.

Nous pensons qu'il eut été beaucoup plus légal et plus prudent de faire appel à l'autorisation de justice si facile à obtenir dans de pareilles conditions, et nous croyons que les directeurs avisés feraient encore bien, pour éviter le risque d'une volte face de la jurisprudence, de provoquer l'intervention du tribunal (1).

89. — De quel tribunal ? Il y a là une difficulté de détail dont il convient de débarrasser le débat. La femme sera-t-elle obligée de saisir le tribunal du domicile de son mari ? Non ; car l'application de la règle « *actor sequitur forum rei* » ne s'impose pas en la matière, parce qu'il n'y a pas à proprement parler de procès. « Le mari n'est pas un véritable défendeur, puisqu'il n'est pas obligé de comparaître : il est appelé, non pour que le tribunal décide sur la contestation entre sa femme et lui, mais simplement pour qu'il éclaire la justice. Cette solution permet d'éviter que le mari change de domicile à tout ins-

1. Lansac, *op. cit.*, p. 71.

tant, dans le seul but d'obliger sa femme à le suivre devant plusieurs tribunaux (1). »

Mais n'est-ce pas reculer la difficulté plutôt que la résoudre? La femme mariée, ayant le même domicile que son mari, ne sera pas beaucoup plus avancée si on lui permet de saisir de sa demande d'autorisation le tribunal de son « domicile personnel », que si elle devait porter cette demande, conformément à l'article 219, devant le tribunal du domicile commun. La difficulté se résoudra facilement par l'application extensive qui est donnée aux articles 863 du Code de procédure civile et 222 du Code civil. « L'article 863 du Code de procédure civile ne s'occupe que de l'absence proprement dite, mais la généralité des termes de l'article 222 du Code Napoléon permet d'en faire l'application au cas de simple éloignement (2). » La femme s'adressera donc au tribunal de sa résidence.

90. — La jurisprudence, en généralisant l'autorisation tacite (vraiment tacite, car c'est à peine si l'on peut donner ce nom au concours du mari dans l'acte visé par l'art. 217) que le Code civil n'admettait qu'au profit de la femme commerçante, s'engageait sur une pente dangereuse qui devait inévitablement la con-

1. Lansac, *op. cit.*, p. 71.

2. Bertin. Chambre du Conseil, 22, n° 878; Cass, 15 mars 1837 (P. 1837 p. 460); *adde* Agen, 31 juillet 1806 : « L'article 222 peut être appliqué au cas où le mari n'est pas actuellement dans le lieu de la résidence de sa femme. »

duire à faire bon marché du principe de la spécialité de l'autorisation maritale. Elle a imaginé une spécialité collective qui permet d'englober dans une autorisation unique toutes les opérations successives d'une profession déterminée. On pourrait prendre pour type d'autorisation spéciale collective l'autorisation plus haut reproduite de M. Porel à sa femme M^{me} Réjane (1).

91. — Si telle peut être une autorisation « spéciale » en se demande en quels termes pourrait bien être conçue une autorisation générale ? Elle se formulerait sans doute ainsi : « J'autorise ma femme à exercer telle profession qu'elle voudra. »

Et le plus simple sera encore de ne rien dire du tout ; quelle que soit la profession embrassée par la femme, elle sera autorisée par le mari ! (2)

92. — La doctrine a bien compris où allait la jurisprudence. Aussi ses représentants les plus éminents ont-ils refusé de suivre les tribunaux. Aujourd'hui encore on lit dans tous les ouvrages encyclopédiques que la femme mariée ne peut contracter un engage-

1. V. *Supra*, n° 32.

2. Pourtant un arrêt du 4 mai 1852 (Paris) décide que l'engagement de la femme contracté sans autorisation maritale est nul, alors même que la femme aurait déjà exercé, avec l'aveu de son mari, la profession dramatique (D. 53,2,95). Cet arrêt est ancien : on ne trouve pas dans les jurisprudences récentes de décision qui lui soit nettement opposée, mais il est incontestable qu'il se produit une évolution en sens contraire.

ment théâtral sans l'autorisation expresse et spéciale de son mari, et que cette autorisation ne peut même pas être remplacée par celle de la justice. Et cette affirmation est signée des noms de Demolombe, Laurent, Guillouard, Baudry-Lacantinerie, etc..., auxquels s'ajoutent ceux des spécialistes les plus en renom.

SECTION V

Conséquences du défaut d'autorisation.

93. — Lorsque la femme n'est autorisée ni généralement, ni spécialement, ni expressément, ni tacitement par son mari ou par la justice à contracter des engagements dramatiques, l'engagement qu'elle contracte est nul, ou, plus exactement, annulable.

Cette nullité est relative, c'est-à-dire qu'elle est régie par les articles 225 et 1125 du Code civil, et qu'elle ne peut être proposée que par la femme, le mari ou leurs héritiers (1).

94. — De ce que cette nullité est relative et n'intéresse point l'ordre public, il suit qu'elle ne peut être déclarée d'office par le juge, ni proposée pour la première fois devant la Cour de cassation (2).

Il est évident qu'elle ne peut être opposée par la

1. Paris, 4 mai 1852 (précité).

2. Cass., 4 avril 1853. [S. 53.1.480] ; 4 août 1856. [S. 56.1.684] ; Cass., 9 avril 1908. [S. 1908.1.49].

contre partie, c'est-à-dire par le directeur qui a traité avec la femme mariée (1).

95. — On s'est demandé, en cas de conflit sur la validité de l'engagement théâtral d'une femme mariée, à qui incombait le fardeau de la preuve : s'il incombait au directeur de prouver l'existence de l'autorisation, ou à la femme de démontrer que cette autorisation n'existait pas.

Il faut distinguer diverses hypothèses :

1° S'il est reconnu par les parties en cause que le contrat a été passé *constante matrimonio*, c'est au directeur qui soutient la validité de l'engagement à établir que la femme a été régulièrement autorisée.

On pourrait s'étonner au premier instant que dans un procès en nullité fait par la femme ou par son mari, la preuve de la nullité n'incombe pas au demandeur conformément à la règle « *actori incumbit onus probandi* ». A la réflexion on reconnaît que la nullité résulte de la qualité même de la femme mariée et de la présomption d'incapacité qui en découle. La femme mariée est incapable : voilà la règle, elle est relevée de son incapacité par l'autorisation de son mari ou de justice : voilà l'exception, et cette exception le

1. Trib. comm. Seine, 23 janv. 1894. [*Journ. trib. com.*, 95, 174]. André Hesse, *op. cit.*, p. 150 ; Lacan et Paulmier, *op. cit.*, n. 241. Deseure. *Le droit et le théâtre*, p. 29.

défendeur, c'est-à-dire le directeur a la charge de l'établir : *reus excipiendo fit actor* (1).

Nous rencontrons cependant une décision contraire dans un arrêt d'espèce de la Cour de Paris du 30 octobre 1885 (2). Mais dans l'espèce particulière de cette décision, bien que l'arrêt ait eu le tort de ne pas relever ce point, il existait antérieurement à l'engagement une autorisation écrite, et la femme seule pouvait prouver qu'au moment du contrat, cette autorisation avait été retirée.

2° Lorsque au contraire, le fait de savoir si l'engagement a été contracté pendant le mariage sera contesté, ce qui peut arriver lorsque la femme demanderesse en nullité s'est mariée peu de temps après la date prétendue de l'engagement, ou lorsque le mariage a été dissous par le décès du mari ou par un divorce peu de temps avant cette date, ce sera à la femme de prouver que le contrat a été passé alors qu'elle était incapable (3).

1. Paris, 2 janv. 1808. [S. et P. Chr]. Demolombe, t. IV, n° 336. Aubry et Rau, t. V, p. 162, § 472, note 55.

2. *Pandectes françaises*, 86.2.12. Conf. le procès Porel-Réjane dans lequel M. Porel a été débouté faute d'avoir pu prouver que la révocation de son autorisation était antérieure au contrat passé par M^{me} Réjane avec MM. Coquelin et Hertz.

3. De Gualy Saint-Romme, Le Blanc seing, thèse 1911, n° 69 et s.; Baudry-Lacantinerie et Borde. *Obligations*, t. IV, n° 79; Cass., 18 nov. 1895 [D. 95.1.267].

96. — La nullité de l'engagement théâtral de la femme mariée pour défaut d'autorisation peut-elle être poursuivie par les créanciers de la femme ou par les créanciers du mari ?

* Des divergences se sont produites sur ce point entre les tribunaux. Aux termes d'un arrêt de la Cour de Besançon, la nullité résultant du défaut d'autorisation maritale, ne pouvant aux termes de l'article 225 du Code civil être opposée que par la femme, le mari ou leurs héritiers, ne peut l'être par les créanciers de la femme, lesquels sont, en vertu de l'article 1166, sans qualité pour exercer les droits attachés exclusivement à la personne de leur débiteur (1).

97. — Nous croyons que la Cour de Besançon a exagéré la portée de l'article 225 qui a tout simplement voulu dire que la nullité des actes faits par la femme mariée sans l'autorisation de son mari ou de justice n'était qu'une nullité relative.

Cette interprétation est celle d'un arrêt de Paris de 1887, aux termes duquel le droit qui appartient à la femme de demander la nullité de ses obligations pour défaut d'autorisation maritale, n'est pas exclusivement attaché à la personne de la femme et peut, dès lors, être exercé par ses créanciers (2).

98. — Demolombe, dans sa seconde édition, ac-

1. Besançon, 8 février 1905 [*Droit*, 16 mars 1905].

2. Paris, 14 nov. 1887 [D. 88,2.225].

corde le droit de demander la nullité de l'engagement de la femme même aux créanciers du mari (1).

Nous hésitons beaucoup à aller jusque-là. L'action en nullité de la femme et celle qui appartient au mari n'ont pas le même fondement. L'intérêt sur lequel repose l'action de la femme est purement pécuniaire; l'action du mari a pour base un préjudice moral le tort fait à son autorité, et même, s'il se mêlait à cet intérêt une question d'ordre pécuniaire, elle serait dominée par l'intérêt moral dont le mari doit demeurer seul juge.

*
* *

99. — *Effets d'une fausse déclaration de la femme :* Lorsque l'engagement d'une femme mariée est, soit sur la demande de celle-ci, soit sur la demande de son mari, annulé pour défaut d'autorisation maritale, le directeur ne peut réclamer de dommages-intérêts si la femme n'a pas frauduleusement dissimulé sa qualité (2).

100. — Mais que faudrait-il décider si la femme mariée avait frauduleusement dissimulé sa qualité ?

Nous n'avons pas ici, comme pour le mineur, un texte formel. On sait qu'en ce qui concerne le mineur, l'article 1307 du Code civil, dispose que « la simple

1. Demolombe, *Du mariage*, t. II, n° 342.

2. Paris 4 mai 1852 (précité). *Sic* Dubosc et Goujon, *op. cit.*, p. 45.

déclaration de majorité faite par le mineur ne fait pas obstacle à sa restitution ».

Cette disposition doit-elle être étendue par voie d'analogie à la femme mariée qui s'est déclarée célibataire ou veuve ?

Les auteurs et les arrêts se sont divisés sur ce point. Les auteurs semblent portés à généraliser l'article 1307 et à décider que la déclaration mensongère faite par un incapable, tendant à se faire passer aux yeux de sa contre-partie comme capable, ne l'empêche pas de se prévaloir de son incapacité (1).

Appliquant cette doctrine à notre matière, on devrait décider que la fausse déclaration de la qualité de célibataire n'empêchera pas la femme mariée d'obtenir des tribunaux l'annulation de son contrat d'engagement, et le directeur ne pourra pas, même dans ce cas, alors même qu'il serait de bonne foi, réclamer à l'artiste le dédit stipulé (2).

C'est la solution donnée par un arrêt de Besançon du 5 avril 1879 (3), et par un arrêt de cassation de 1898 (4).

1. Aubry et Rau, t. V, p. 162 ; Demolombe, t. VI, n° 527 ; Lacan et Paulmier, *op. cit.*, t. I, n° 228.

2. Emile Bornay. *De l'engagement théâtral*, p. 48.

3. Cité par Lansac, *op. cit.*, p. 131.

4. Cass., 6 avril 1898 [D. 98.1.305 ; *Pand.* 99.1.47 ; *Gaz Pal.*, 98.2.397] ; Trib de la Seine, 5 janvier 1911 (La Cigale contre Maupomé) précité. Ce jugement a été confirmé par arrêt de la Cour de Paris du 9 mai 1912. Cet arrêt est sans importance au point de vue de notre matière parce

101. — Ces décisions sont basées sur le principe : « *Nemo ignarus esse debet conditionis ejus cum quo contrahit.* » Chacun doit s'assurer de la capacité de celui avec lequel il contracte. « La simple déclaration d'une femme mariée qui, dans un acte, s'est qualifiée de veuve (c'est l'espèce de l'arrêt de 1898), ne met pas obstacle à ce qu'elle poursuive ultérieurement la nullité de cet acte, à raison du défaut d'autorisation maritale, et, par une conséquence nécessaire, cette même déclaration ne saurait à elle seule exposer la femme à être condamnée à réparer, sous forme de dommages-intérêts, le préjudice résultant de l'annulation dudit acte. »

102. — Les tribunaux se sont parfois montrés plus sévères. C'est ainsi que le tribunal de commerce de Marseille, précisément en matière d'engagement théâtral, a décidé que, lorsqu'une femme se disant célibataire, a contracté, en cette qualité et sous son nom de famille un engagement, elle ne saurait en demander la nullité en excipant de ce qu'elle était en réalité sous puissance de mari au moment de l'engagement si le directeur avec qui elle a contracté n'avait alors aucun moyen de reconnaître cette situation.

« La faute qu'elle a commise en trompant le directeur sur sa véritable qualité la rend passible du dédit

qu'il se base pour repousser les prétentions du Directeur de la Cigale sur l'état de maladie de la dame Maupomé.

stipulé dans son engagement pour le cas où elle refuserait de l'exécuter (1). »

103. — La Cour de Douai, généralisant cette théorie a jugé que, lorsqu'une femme mariée, exerçant une profession séparée de son mari se présente mensongèrement comme séparée de corps, — que d'ailleurs les apparences accréditent ce mensonge — le tiers qui contracte avec elle ne peut exiger d'elle la justification légale de la profession qu'elle exerçait en dehors de son mari, et la femme est ultérieurement non recevable à se prévaloir du défaut de justification pour se soustraire à l'exécution des engagements qu'elle a souscrits (2).

La question est assez grave et assez intéressante pour mériter d'être examinée en thèse :

Il est de principe que les incapables *doli capaces* qui ne peuvent pas s'obliger par leurs contrats, s'obligent valablement par leurs délits ou leurs quasi-délits (art. 1382).

Le fait de tromper sur sa qualité la contrepartie avec laquelle on contracte est très certainement un délit ou, tout au moins, un quasi-délit. Mais quelle est la sanction de ce principe ? S'en suit-il que le contrat doive être maintenu ?

1. Trib. comm., Marseille, 24 janv. 1888 (*Rec. Marseille*, 88, 152).
Trib. civ. de la Seine, 2 décembre 1910. Alexandroff contre Lina Ruby (*Gaz. du Palais*, 20 février 1911).

2. Douai, 9 août 1909 [*Rec. des arrêts de la Cour de Douai*, 1910, 122].

Deux opinions ont été soutenues :

Dans un premier système on enseigne que, si l'incapable avait employé des manœuvres frauduleuses pour tromper sa contrepartie sur sa situation véritable, son dol devrait élever contre lui une fin de non recevoir opposable à sa demande de nullité.

On s'appuie, dans ce système, sur l'article 1310 : « Il (le mineur) n'est pas restituable contre les obligations nées de ses délits et de ses quasi-délits (1). »

L'article 1307 atténue cette rigueur en disposant que « la simple déclaration de majorité ne fait pas obstacle à la restitution. »

Mais il n'est pas sûr que cette indulgence de la loi bénéficie à d'autres incapables, et l'on pourrait soutenir que le fait d'une femme mariée de se présenter comme célibataire ou veuve constitue un quasi-délit qu'aucune disposition légale ne vient atténuer.

Il en résulterait que la femme qui a trompé la contre-partie par une fausse déclaration serait obligée d'exécuter le contrat qu'elle a passé.

D'après un second système, la nullité pourrait toujours être invoquée sauf réparation du préjudice causé (2).

Il est facile d'apercevoir l'intérêt que présente la

1. Demolombe. *Mariage*, t. II, n° 328 ; Duranton, t. II, n° 462, 494, 495.

2. Aubry et Rau, t. IV, p. 147 ; Toullier, t. II, n° 624, Paris, 6 nov. 1867 [S. 67.2.294].

question au point de vue de notre matière. Les engagements dramatiques comportent toujours des stipulations de dédits très élevés, souvent excessifs : si l'on admet le premier système, la femme qui s'est présentée comme fille ou veuve, restera obligée en vertu de son contrat, et sera obligée de payer le dédit quel qu'en soit le chiffre.

Si l'on adopte le second système, le contrat sera nul, mais la femme sera condamnée, à raison du quasi-délit qu'elle a commis à des dommages-intérêts dont le chiffre sera arbitré par le tribunal.

Nous croyons cette solution plus conforme aux principes (1).

104. — Nous admettrons cependant que, si la femme mariée avait trompé le directeur par des agissements dolosifs, par exemple en présentant une fausse autorisation de son mari, elle serait irrecevable à opposer la nullité de son contrat et devrait payer intégralement le dédit stipulé (2).

105. — La femme dans tous les cas n'engagerait que sa responsabilité personnelle et les conséquences pécuniaires de sa faute ne pourraient rejaillir sur son mari (3).

∴

1. *Sic* Bureau, *op. cit.*, p. 318.

2. Trib. Seine, 5^e supplém. 12 décembre 1910 [*Gaz. Trib.* 3 fév. 1911].

3. Trib. Seine, 13 fév. 1902, cité par André Hesse, *op. cit.*, p. 148.

106. — Nous nous sommes placés jusqu'ici dans l'hypothèse d'une demande en nullité formée par la femme. Mais il ne faut pas perdre de vue que la nullité de l'engagement peut aussi bien être demandée par le mari. Même dans le système qui enseigne que les agissements frauduleux de la femme élèvent une fin de non recevoir contre son action, l'action ne serait pas pour cela paralysée. Il y a donc, toute une catégorie de cas dans lesquels le contrat devra nécessairement être brisé sauf au tribunal à allouer au directeur tels dommages-intérêts qu'il appartiendra.

Cependant, le mari pourrait être déclaré non recevable dans sa demande de nullité s'il s'était associé à la fraude de sa femme (1).

1. Cass., 1^{re} août 1808 [S. et P. Chr.]; Agen 8 nov. 1833 [S. 33.2.563].

CHAPITRE II

L'actrice mariée

107. — L'épouse qui a contracté un engagement théâtral avec l'autorisation de son mari ou de la justice, constitue désormais un type social *sui generis* : « l'actrice mariée » type qui nous paraît moins étrange depuis que les femmes employées d'administration, les femmes médecins, les femmes avocats — en attendant l'avènement très prochain des femmes députés — nous ont familiarisé avec des profils sinon identiques du moins analogues. Il faudra bien nous habituer, avec l'accroissement continu des besoins, les charges de la vie constamment aggravées, à voir les ménages dont les ressources sont limitées tirer parti des aptitudes de tous leurs membres, et un jour viendra où l'on sera aussi étonné de voir une femme mariée n'exercer aucune profession que de rencontrer un propriétaire gèné qui ne mettrait en valeur que la moitié de son terrain !

Néanmoins, nous croyons que l'actrice mariée restera le type le plus anormal de ces professionnelles

à moins qu'elle ne soit mariée avec un acteur. Dans ce cas, en effet, la cloison qui partage en deux la vie de l'artiste, délimitant ce qui reste au mari et ce qui est la part du public, ne sera pas étanche, et une série d'idées, de préoccupations et d'habitudes communes réunira les deux époux par-dessus le « mur de séparation ».

*
* *

108. — Nous allons examiner, dans ce chapitre, les conséquences du privilège de *self government* qui résulte au profit de la femme mariée d'un engagement théâtral valablement contracté. Et nous étudierons ces conséquences au point de vue : 1° des clauses accessoires et des nécessités professionnelles qui imposent à la femme des obligations pécuniaires dérivant indirectement de l'engagement ; 2° de l'attribution des bénéfices provenant de l'exercice de la profession d'actrice ; 3° de certains droits qui découlent de la situation particulière de la femme de théâtres, et des limitations que la doctrine ou la jurisprudence ont jugé à propos d'y apporter.

SECTION I

Clauses accessoires de l'engagement, et dépenses professionnelles

§ I. — CLAUSES ACCESSOIRES DE L'ENGAGEMENT

109. — La question de la validité de ces clauses et de leur caractère obligatoire ne se pose que lorsque le mari a donné à sa femme une autorisation générale de contracter des engagements dramatiques, autorisation dont la jurisprudence se contente ainsi que nous l'avons expliqué (1), ou même lorsque le mari a autorisé sa femme à contracter un engagement déterminé, mais par un acte séparé et sans s'expliquer sur toutes les clauses du contrat. Il est évident que si le mari a apposé sa signature au bas de l'acte d'engagement avec la mention « bon pour autorisation » il est censé avoir lu l'acte (il est même probable qu'il l'a lu) et l'avoir approuvé en entier (2).

110. — Parmi ces clauses qui peuvent donner matière à contestation, les unes sont d'ordre moral et les autres d'ordre pécuniaire.

111. — En ce qui concerne les clauses d'ordre moral, le mari a des droits inaliénables et impres-

1. *Supra*, n° 32.

2. *Lansac, op. cit.*, p. 117.

criptibles qui sont des devoirs encore plus que des droits. Aussi la jurisprudence consacre-t-elle à son profit la faculté de révocation (1).

114. — En est-il de même des clauses pécuniaires ? On comprend que nous voulons parler des dédits toujours stipulés dans les contrats d'engagement et dont la validité est souvent mise en discussion.

Dans le sens de la validité de cette clause, on peut faire remarquer que tous les engagements d'actrice contiennent cette stipulation dont le but est d'assurer l'exécution loyale et complète de l'engagement (2).

Un jugement du tribunal de la Seine du 27 novembre 1882 décide que l'autorisation du mari comprenait accessoirement et nécessairement l'autorisation d'accepter la stipulation d'un dédit (3).

Le tribunal ajoutait à l'appui de sa décision cette considération de fait que le mari, étant lui-même acteur, n'ignorait point que l'engagement principal comportait des engagements accessoires, et que l'identité de profession des deux époux ne permettait pas de supposer qu'il y avait eu surprise.

Cette considération de fait qui, au point de vue de l'hypothèse, donnait une base plus solide à la déci-

1. Trib. Seine, 2^e novembre 1903 [précité] ; trib. Nîmes, 8 août 1904 [précité]. Demolombe, t. IX, n^o 322 ; Bureau, *op. cit.*, p. 317 ; Dubosc et Goujon, *op. cit.*, p. 62. V. *supra*, n^o 29 et s.

2. Lansac, *op. cit.*, p. 117.

3. Trib. Seine, 27 nov. 1883 [*La loi*, 31 oct. 1885].

sion du tribunal, serait plutôt de nature à affaiblir la solution en thèse. Nous croyons cependant que le jugement dont nous invoquons l'autorité n'est pas une décision d'espèce, et qu'il ne faut rien lui retirer de sa généralité.

113. — Ces questions de dédit seront traitées avec plus de développement quand nous étudierons l'engagement théâtral des mineurs (1) : mais nous tenons à retenir une différence capitale entre le dédit stipulé dans l'engagement d'une femme mariée, et celui qui prévoit l'inexécution des obligations souscrites par un mineur.

Les tribunaux s'attribuent le droit de réduire le dédit stipulé dans les engagements de mineurs — ce qui est d'une légalité très douteuse lorsque le mineur a contracté avec l'autorisation ou l'assistance de ses représentants légaux — ils ne se sont pas reconnu cette prérogative discutable lorsqu'il s'agit de l'engagement d'une femme mariée, quoiqu'on les ait parfois conviés à le faire (2).

Il nous paraît impossible que les tribunaux cèdent jamais à cette invitation. Ils peuvent, en effet, lorsqu'il s'agit d'un contrat passé par un mineur, s'appuyer sur l'article 1305 ; mais, en ce qui concerne la femme mariée (au moins si elle est majeure) sur quel

1. V. *infra*, n° 269 et s.

2. *Lansac, op. cit.*, p. 118.

texte s'appuieraient-ils? La rescision pour lésion est ouverte au profit des mineurs, mais seulement au profit des mineurs.

Ce n'est qu'en cas d'inexécution partielle et par application de la disposition finale de l'article 1152 du Code civil, que les tribunaux peuvent réduire les débits d'artistes, et ils ne s'en font pas faute (1).

Mais, hors ce cas, il y aurait violation formelle de la loi à réduire un dédit : « Ce n'est que dans le cas d'exécution partielle, disait Bigot-Préameneu dans l'Exposé des motifs, que le juge est autorisé à modifier la peine déterminée par la convention (2). »

114. — Quant à la question de savoir dans quelles conditions la condamnation de l'actrice au paiement du dédit stipulé affectera le patrimoine du mari, et même celui de la femme, sa solution dépend du régime sous lequel les époux sont mariés. Cette question appelant du reste les mêmes solutions que celle qui sera examinée dans le paragraphe suivant nous nous réservons de les traiter ensemble (3).

1. Trib. comm. Seine, 18 mars 1859 [*Journ. trib. comm.*, 1859, p. 317].
Trib. Seine, 25 octobre 1867 [*Journ. trib. comm.*, 1868, p. 41].

2. Fenet, t. XIII, p. 262.

3. V. *infra*, n° 119 et s.

§ II. — DÉPENSES PROFESSIONNELLES

DE L'ACTRICE MARIÉE.

115. — La femme, qui a contracté un engagement dramatique avec le consentement de son mari, est autorisée à faire toutes les dépenses, à souscrire tous les actes qui se rapportent à l'exécution de cet engagement (1). Elle reste d'ailleurs soumise, pour les obligations et dépenses qui ne rentrent pas dans l'exercice de sa profession, aux règles du droit commun.

On comprend qu'en pareil cas la principale difficulté est de discerner quels actes sont ou ne sont pas une suite directe de la profession d'actrice. Les tribunaux, dont la mission est parfois délicate, doivent tenir compte des engagements antérieurs de la femme, de la profession du mari, de la connaissance qu'ils avaient l'un et l'autre des nécessités de la carrière artistique (2).

116. — Il y a des dépenses sur la nature desquelles le doute n'est pas possible : les costumes de scène, les « claqueurs » supplémentaires que l'artiste croit devoir ajouter à ceux qui sont payés par la direction, les bouquets, palmes et couronnes qu'elle se fait

1. Trib. de Lyon, 15 mars 1845 [Droit 21 mars 1845]; Lacan et Paulmier, t. I, n° 266.

2. Paris, 3 juillet 1857 [S. 58.2.93]. Demolombe, t. IV, n° 301. Valette. *Examen sommaire*, p. 331. Demangeat sur Bravard, t. I, p. 100.

jeter aux soirs de triomphe lorsqu'elle craint que l'enthousiasme du public ne lui en épargne pas les frais, tout cela rentre bien dans la catégorie des dépenses professionnelles.

117. — Pour les costumes de ville, les bijoux dont l'acquisition peut être justifiée par la nécessité de tenir un certain rang, les tribunaux useront de leur pouvoir d'appréciation : mais la réduction des notes des fournisseurs sera toujours assez difficile à cause du mandat tacite que la femme tient de son mari en dehors de toute question de profession.

118. — La clause qui dans un contrat de mariage portant adoption d'une communauté conventionnelle, stipulerait que la femme ne pourrait s'obliger envers les tiers même avec l'autorisation de son mari serait nulle comme contraire à l'ordre public (1); à plus forte raison, lorsqu'il n'existe aucune clause de ce genre, la femme doit-elle bénéficier d'une certaine latitude qui se trouve encore élargie par la profession qu'elle a embrassée.

On conçoit donc la prudence qui s'impose aux tribunaux.

1. Trib. Seine, 3 mars 1907 [*Le Droit*, 9 oct. 1907].

§ III. — RESPONSABILITÉS ENCOURUES PAR LE MARI
A RAISON DES ENGAGEMENTS DE LA FEMME ACTRICE

119. — Cette responsabilité, avons nous dit tout à l'heure, dépend du régime sous lequel sont mariés les époux. En cas de communauté, les obligations que souscrit la femme pour l'exercice de sa profession étant réputées souscrites avec l'autorisation du mari pèsent sur le mari comme sur la femme, et l'exécution en peut être poursuivie tant sur les biens de la communauté que sur les biens personnels des deux époux (1).

Il en serait de même des condamnations auxquelles l'engagement contracté avec le directeur du théâtre pourrait donner ouverture (dédits) (2).

120. — La solution serait différente si l'engagement théâtral de la femme, sur le refus d'autorisation du mari, n'avait été contracté qu'avec l'autorisation de justice. La femme seule serait tenue et ne pourrait être poursuivie que sur la nu-propriété de ses propres.

121. — Mais la clause par laquelle le mari, tout en autorisant l'engagement de sa femme, stipulerait qu'il ne pourra être personnellement responsable de l'inobservation des engagements de sa femme serait nulle

1. Lacan et Paulmier, *op. cit.*, t. I, n° 268 ; Bureau, *op. cit.*, p. 316
Dubosc et Goujon, *op. cit.*, p. 58 ; Lansac, *op. cit.*, p. 114.

2. Auteurs cités à la note précédente.

et inopposable aux tiers. En effet, les droits et obligations du mari sont irrévocablement fixés par le contrat de mariage, par le régime adopté par les époux. Les conséquences de ce régime, soit en ce qui concerne les tiers, soit en ce qui concerne les époux eux-mêmes, ne peuvent, après la célébration du mariage, être modifiées par des conventions particulières (art. 1395, C. civ.) (1).

122. — Si les époux étaient mariés sous le régime exclusif de communauté le paiement du dédit et des dépenses professionnelles de la femme serait poursuivi, en cas d'autorisation du mari, sur la pleine propriété, et en cas d'autorisation de justice sur la nue propriété des biens de la femme.

123. — Lorsque les époux ont adopté le régime de séparation de biens ou le régime dotal, le mari, même quand il a autorisé l'engagement théâtral de sa femme, ne peut pas être poursuivi (2). L'autorisation qu'il donne, sans intérêt au point de vue pécuniaire, n'est qu'un hommage rendu à la puissance maritale et une formalité qui a pour but d'habiliter la femme sans engager le mari (3).

124. — Enfin si les époux sont mariés sous le régime dotal, il semblerait, en principe, que la femme

1. Aubry et Rau, t. I, § 503 *bis*, p. 255; Lacan et Paulmier, *op. cit.*, t. I, n° 269; Paris, 30 oct. 1885 [précité].

2. Dubosc et Goujon, *op. cit.*, p. 58.

3. Cf. Sourdat. *Traité de la responsabilité*, t. II, n° 848.

ne pourrait être poursuivie sur ses biens dotaux. En ce qui concerne les dettes professionnelles, cela est incontestable. La question serait plus délicate pour le dédit si l'on considérait l'inexécution du contrat par la femme comme présentant un caractère quasi délictuel ; nous croyons devoir donner ici la même solution que pour les dettes professionnelles, l'inexécution de l'engagement ne constituant qu'un manquement contractuel.

125. — Ce n'est que dans le cas où la femme trompant le directeur sur sa qualité, et se présentant comme célibataire, contractant par conséquent sans l'autorisation du mari, aurait commis une fraude, que la condamnation prononcée contre elle serait exécutoire sur ses biens dotaux (1).

129 — Ces principes ont ils été modifiés par la loi de 1907 ? Cette question sera examinée dans la section suivante.

SECTION II

Droit de l'actrice mariée sur les bénéfices de sa profession

127. — Les profits qu'une actrice tire de sa profession comprennent : 1° ses appointements ; 2° les gratifications qu'en termes de coulisses on appelle des feux ; 3° l'émolument des représentations à bénéfice

1. V. *Supra*, n° 99 et s.

qu'elle pourrait avoir stipulées dans son engagement.

Si l'actrice est mariée, quels sont les droits de son mari sur ces divers produits des services de sa femme ?

Nous devons, en cette matière, distinguer la période antérieure à la loi du 13 juillet 1907 et celle qui a suivi la promulgation de cette loi. La période antérieure n'a plus qu'un intérêt de souvenir. Aussi passerons-nous rapidement sur les solutions qui s'y rattachent.

§ I. — LÉGISLATION ET JURISPRUDENCE ANTÉRIEURES A LA LOI DU 13 JUILLET 1907

128. — Pendant la période antérieure à la loi relative au « libre salaire de la femme mariée », aucun doute ne pouvait s'élever sur le droit du mari de toucher les appointements et autres profits de sa femme sous le régime de communauté et sous le régime exclusif de communauté.

Sous le régime de la communauté, parce que ces profits tombaient dans la communauté ; sous le régime exclusif de communauté, parce que tous les revenus de la femme deviennent, sous ce régime, la propriété du mari (art. 1530, C. civ.).

129. — Sous le régime de séparation de biens au contraire, la femme touche elle-même tous ses revenus, sauf à en appliquer une partie aux besoins du

ménage : l'actrice mariée touchait donc elle-même les bénéfices de sa profession.

130. — Il en était ordinairement de même sous le régime dotal parce que l'émolument des services de l'actrice mariée faisait partie des biens paraphernaux. Il y avait controverse cependant dans le cas où la femme s'était constitué en dot tous ses biens présents et à venir. Cette clause, d'après l'opinion la plus générale, donnait au mari le droit de toucher les appointements et autres profits de sa femme (1).

131. — Mais, bien qu'aucun texte n'eut encore porté atteinte aux pouvoirs du mari, la tendance émancipatrice dont la loi du 13 juillet 1907 a été l'expression, s'affirmait déjà dans des décisions d'espèces qui donnaient aux tribunaux l'occasion de prendre quelque liberté vis à vis des principes du Code.

C'est ainsi qu'en 1904, la Cour de Paris a jugé que le mari qui, pendant toute la durée d'une longue absence de sa femme du foyer conjugal, n'a jamais exercé ses droits ni ses devoirs de puissance maritale et s'est ainsi désintéressé complètement des faits et gestes de sa femme, est censé lui avoir donné le mandat tacite de disposer à son gré des ressources qu'elle pourrait se procurer (2).

Et la jurisprudence de la Cour de Paris a été adop-

1. Riom, 12 mars 1881 [D. 83.2.17] ; Cass., 13 février 1884 [D. 84.1.325] ; *Contra*, Demolombe, t. IV, n° 315.

2. Paris, 5 janvier 1904 [*La Loi*, 1904, p. 247].

tée, l'année suivante, par un jugement du tribunal de paix du V^e arrondissement (1).

Ces décisions s'expliquent d'autant plus facilement que la loi du 13 juillet 1907 a été « sur le métier » pendant plusieurs années et que les idées dont elle s'inspirait étaient familières aux tribunaux bien avant qu'elle n'eut été votée.

132. — La législation antérieure à la loi de 1907 conserve toute son autorité dans le cas où le mari obtient de la justice la révocation du mandat légal d'administration des biens réservés que cette loi confère à la femme et dont elle a fait mauvais usage. C'est pour cette raison qu'il était nécessaire de consacrer un paragraphe spécial à ce régime légal qui sommeille, mais qui n'est pas mort.

133. — Ce régime d'ailleurs sera encore appliqué, dans des cas qui deviendront de plus en plus rares et auront bientôt disparu complètement, à des espèces transitoires. L'article 11 de la loi nouvelle porte bien, en effet, que « les dispositions de la loi pourront être invoquées même par les femmes mariées avant sa promulgation », mais cela doit être interprété en ce sens que les femmes mariées avant la promulgation de la loi peuvent bien invoquer le bénéfice de ses dispositions au profit des produits de leur travail personnel et des économies réalisées posté-

1, Trib. paix., Paris, V^e, 14 avril 1905 [D. 1905.2.249].

rieurement à cette promulgation, mais non au profit des produits et économies antérieurement réalisés. Ces produits continuent à être régis par la législation que nous venons d'exposer (1).

Il convient d'ajouter qu'à cette période et sous ce régime, l'incapacité judiciaire de la femme mariée non séparée de corps est complète, et que par conséquent l'actrice mariée, quelles que soient les conventions stipulées dans son contrat de mariage, ne peut ni intenter ni soutenir un procès contre son directeur ou contre les créanciers qui lui réclament le montant de dépenses professionnelles, sans l'autorisation de son mari ou de justice.

§ II. — EFFETS DE LA LOI DU 13 JUILLET 1907.

134. — La loi du 13 juillet 1907 a, comme l'on sait, créé sous le nom de « biens réservés », le « pécule » de la femme mariée.

135. — Une observation essentielle à retenir, c'est que la loi nouvelle n'a nullement modifié l'attribution des biens qui composent ce pécule. Ces biens tomberont dans la communauté ou resteront la propriété de la femme suivant la destination qui leur sera assi-

1. Trib. de Mantes, 29 juillet 1910 [P. 1911.2, 188].

2. Trib. civ. de Guelma, 4 juillet 1905 [*Journ. Trib. Alg.*, 5 avril 1896].

gnée, conformément au droit commun, par le régime matrimonial sous lequel les époux sont mariés.

136. — Seulement, tant que durera le mariage, la femme aura la libre gestion de ce patrimoine réservé. Elle en percevra elle-même tous les éléments, les emploiera comme elle l'entendra, les transformera et les aliénera à son gré, du moins à titre onéreux, et défendra devant les tribunaux les intérêts qui les concernent sans avoir besoin d'aucune autorisation ni du mari ni de justice.

137. — Telle est en quelques mots l'économie de la loi de 1907 : elle n'a pas été faite au profit de toutes les femmes, mais seulement au profit de celles qui exercent une profession lucrative distincte de celle de leur mari. Elle est donc applicable au premier chef à la femme dont nous étudions la situation, à l'actrice mariée.

138. — Que faudrait-il décider cependant, si le mari et la femme étaient acteurs l'un et l'autre et avaient signé un engagement collectif avec appointements globaux pour tous les deux ? Nous trouvons dans un auteur l'expression de cette opinion que cela ne suffirait pas pour qu'il y eut gain collectif, et que l'application de la loi de 1907 se trouvât par suite écartée. On ne se trouverait placé sous le régime antérieur à la loi de 1907 qu'autant que la nature des services des deux époux les obligerait à paraître ensemble sur la scène (comme certains acrobates ou équilibristes)

et que l'on ne puisse concevoir l'exécution divisée de l'engagement (1).

Sans condamner positivement cette solution, nous croyons qu'il est bon de faire un crédit plus large au pouvoir d'appréciation des tribunaux.

139. — Il n'entre point dans notre plan de passer en revue toutes les dispositions de la loi de 1907 applicables à notre matière ; nous nous bornerons à constater que, quel que soit le régime sous lequel elle est mariée, l'actrice touchera elle-même tous les produits de sa profession, qu'elle en aura la libre disposition qu'elle gérera en un mot ce pécule comme elle l'entendra, et aura toute qualité pour intenter les actions le concernant ou y défendre.

Sans doute elle sera obligée de contribuer aux charges du ménage. Si elle y contribue spontanément, elle ne pourra de ce chef, au cas où elle serait mariée sous le régime de la communauté prétendre aucune récompense (2). Si elle n'y contribue pas spontanément, une saisie-arrêt pourra être pratiquée par son mari sur ses appointements et autres profits, et cette saisie peut être autorisée par le juge de paix, conformément à l'article 7 de la loi du 13 juillet 1907.

Il n'y a même pas lieu de distinguer, en pareil cas, si les époux vivent ensemble ou s'ils sont séparés

1. Dubosc et Goujon, *op. cit.*, p. 56.

2. Tribunal de Lannion, février 1910 [P. 1910.2.523]. Les biens réservés ne cessent pas en effet de faire partie du patrimoine de la communauté.

de fait (1), et dans ce dernier cas, bien qu'il s'agisse moins en réalité d'une véritable contribution aux charges du ménage que d'une sorte de pension alimentaire à faire à l'époux demandeur, il n'y aura pas lieu à décision ultérieure du tribunal. Le juge de paix statuera en tenant compte de toutes les circonstances de la cause et notamment de la question de savoir si la séparation de fait n'est pas due aux torts de l'époux demandeur, et la signification du jugement du juge de paix (sauf opposition ou appel) vaudra attribution de la somme dont la saisie a été autorisée, sans autre procédure (2).

140. — Si la femme abusait du pouvoir de libre administration qu'elle doit à la loi de 1907, le mari s'adresserait au tribunal civil pour faire prononcer par jugement de la Chambre du Conseil le retrait de ce pouvoir.

La Cour de Paris a été jusqu'à admettre que lorsque la femme mariée s'est créé par son travail des ressources personnelles même en dehors de l'autorisation ou de l'assentiment de son mari, le contrat fait par la femme est valable, s'il n'y a pas de la part

1. Cass. 1^{er} févr. 1909 [*Pand. fr.*, 1909,1.209] ; Trib. de paix d'Hazebrouck, 31 juillet 1909 [*Revue nouvelle du notariat*, 1910, p. 199] ; Trib. de paix de Saint-Gille, 15 mai 1908 [*Gaz. Pal.*, 27 mai 1908].

2. *Pand. françaises*, note de M. Tissier sous Cass. 1^{er} févr. 1909 [précité].

de celle-ci usage abusif des ressources qu'elle s'est ainsi procurée (1).

C'est à notre sens attribuer à la loi de 1907 une portée qu'elle n'a pas. Si la loi du 13 juillet 1907 reconnaît à la femme mariée des pouvoirs propres sur une partie de son patrimoine, elle ne saurait être considérée comme ayant supprimé la nécessité de l'autorisation maritale nécessaire pour habiliter une femme à embrasser une profession déterminée (2).

141. — Nous ne pousserons pas plus loin ces observations qui tendent de plus en plus à prendre un caractère général, ne voulant retenir des discussions soulevées par la loi du 13 juillet 1907 que celles qui se rattachent le plus directement à notre sujet.

SECTION III

Effets divers de l'engagement théâtral contracté par la femme mariée avec l'autorisation de son mari

142. — Nous réunissons sous cette rubrique un certain nombre d'effets produits par l'engagement théâtral de la femme mariée qu'il serait difficile de ratta-

1. Paris, 24 mai 1911 [*Gaz. Pal.*, 2, 3, 4 août 1911].

2. Maurice Bernard et Julien Bonnet, *Rev. trim. de droit civil*, 1910, p. 5 et 11, 12 et s. ; Conf. Thaller. *Traité élém. de dr. commercial*, 4^e édition, n° 172 bis.

cher aux effets capitaux du contrat qui ont fait l'objet des sections précédentes.

Nous étudierons les conséquences de l'engagement de la femme au point de vue : 1° de l'obligation de la femme de résider au domicile conjugal et de recevoir son mari partout où elle se trouve ; 2° des cadeaux qui peuvent être offerts à l'artiste ; 3° des polémiques de presse dans lesquelles elle se trouverait entraînée ; 4° des noms et pseudonymes qu'elle peut prendre.

§ I. — DE LA COHABITATION

143. — La femme est obligée d'habiter avec son mari. Cette obligation est-elle interrompue ou altérée par le fait de l'engagement théâtral de la femme mariée ?

Il est de toute évidence que le mari ne saurait tout à la fois autoriser sa femme à contracter un engagement avec le directeur d'un théâtre éloigné de son domicile, et conserver la prétention de contraindre l'actrice à résider près de lui. S'il ne veut pas accepter une séparation matérielle plus ou moins prolongée, il n'a d'autre ressource que de se déplacer lui-même, et de suivre l'artiste où l'appellent les nécessités de sa profession.

Si les époux habitent dans la même résidence, soit que la femme ait contracté un engagement sur place,

soit que le mari ait accompagné sa femme dans la ville où elle a accepté de jouer, le devoir de cohabitation reste absolu pour la femme.

Dans le cas contraire, le mari doit subir les conséquences de son autorisation, et il n'y aurait point injure grave dans le fait par la femme de rester, pour les besoins de sa profession, éloignée du domicile conjugal même en dépit d'une sommation (1).

144. — D'après Dubosc et Goujon, pour que la femme impose la séparation de fait à son mari sans manquer à son devoir d'épouse, il faut que la cohabitation soit matériellement impossible, et qu'il n'y ait pas seulement intérêt de convenance et de facilité à habiter séparément (2).

Ainsi une actrice dont le mari habiterait Asnières ne serait pas fondée à réclamer le droit d'habiter auprès de la Porte Saint-Martin, sous prétexte qu'elle est engagée à ce théâtre.

145. — On peut considérer comme un aspect particulier de la même question le droit existant au profit du mari d'entrer, au théâtre, dans la loge de sa femme.

146. — Ce droit du mari est, en principe, incontestable. Cependant il peut avoir à subir des restrictions nécessaires, et la jurisprudence a eu parfois l'occasion de le proclamer.

1. Bureau, *op. cit.*, p. 316.

2. Dubosc et Goujon, *op. cit.*, p. 50

« Si, d'une manière générale, à raison du contrôle qui lui appartient sur la conduite et les actes de sa femme, et à raison aussi de l'obligation qui lui incombe de protéger sa femme et de pourvoir à sa sécurité matérielle et morale, le mari a le droit d'être partout où est sa femme, ce droit peut être limité ou restreint par le mari lui-même (C. civ., 213, 214.)

« Et le mari y renonce, au moins implicitement, lorsqu'il autorise sa femme à entrer dans une administration publique, à accepter un emploi commercial ou à contracter un engagement théâtral.

« En pareil cas, l'autorisation donnée sans réserve par le mari à la femme implique virtuellement l'adhésion du mari à la réglementation propre aux fonctions ou emplois acceptés par la femme ou gérés par elle.

« Et le mari se prévaudrait vainement des éventualités compromettantes ou périlleuses présentées par la profession que sa femme exerce, dès lors qu'il a consenti à la lui laisser adopter.

« Spécialement, au cas où un mari a autorisé sa femme à contracter un engagement théâtral, s'il est raisonnable d'admettre que le mari, en l'absence de conventions contraires, a le droit de pénétrer dans la loge de sa femme, c'est à la condition que l'usage en soit exclusivement réservé à celle-ci, et, de plus, qu'il soit possible d'accéder directement à la loge, sans passer dans les coulisses ou toute autre partie du théâ-

tre dont il est d'usage d'interdire l'accès au public, dans l'intérêt du bon ordre et des bonnes mœurs (C. civ., 213, 214).

« En conséquence, lorsqu'un contrat d'engagement, signé par une femme mariée avec l'autorisation de son mari, stipule que les artistes ne pourront faire entrer personne dans les coulisses, et qu'il est établi en outre que, pour pénétrer dans les loges des artistes, il est indispensable de passer par les coulisses, le mari ne peut se plaindre que l'accès de la loge de sa femme lui ait été interdit.

« Il en est ainsi surtout, alors que la loge mise à la disposition de la femme lui est commune avec une autre artiste.

« En pareil cas, le refus de la femme de continuer à tenir son emploi, à la suite de l'interdiction faite par le directeur au mari de pénétrer dans sa loge, étant abusif et arbitraire il y a lieu de prononcer la résiliation de l'engagement à la charge de la femme (C. civ. 1184) (1).

§ II. — DES CADEAUX

147. — On se demande sérieusement dans les traités spéciaux sur notre matière, si la femme autorisée

1. Cour de Montpellier, 7 novembre 1902, confirmant un jugement du tribunal de commerce de Cette du 9 septembre 1902 [S. 1903.2.102].

par son mari à exercer la profession théâtrale peut recevoir des cadeaux :

Voilà une de ces questions auxquelles personne ne songerait dans la vie ordinaire, et qui démontrent bien que le monde des théâtres est un microcosme d'ordre spécial !

Des cadeaux de qui ? Du public.

Qu'est-ce que le public ? S'il faut entendre par là une collectivité assez étendue pour demeurer à peu près anonyme, nous admettrons que l'artiste puisse accepter ces témoignages flatteurs de l'admiration qu'elle inspire.

Si le public veut dire M. X ou M. Y, on sera en droit de s'étonner que ces admirateurs du talent ne témoignent pas leur admiration comme tout le monde par des applaudissements, et l'on trouvera tout naturel que le mari s'oppose à ces démonstrations d'un caractère trop personnel.

Si les « cadeaux » ont une telle importance qu'ils constituent de véritables donations, le Code tient à la disposition du mari un texte tout prêt : l'article 934 qui ne permet pas à une femme d'accepter une donation sans l'autorisation de son mari. Et ce n'est pas seulement le mari qui pourra demander la nullité de la donation, ce sera le donateur lui-même, la donation ne devenant parfaite que par l'acceptation de la femme et du mari (1).

1. Dubosc et Goujon, *op. cit.*, p. 52.

Il n'y a pas lieu de s'arrêter trop longuement sur ces questions. Quand un mari ne veut pas que sa femme accepte un cadeau, il ne saisit pas la justice : il renvoie le cadeau.

§ III. — LES POLÉMIQUES DE PRESSE ET LE DROIT
DE RÉPONSE

148. — Toute personne qui s'offre au public s'expose aux critiques de la presse, depuis l'homme politique jusqu'au saltimbanque. La femme actrice n'échappe pas à la loi commune : elle serait désolée que les journaux ne dissent rien d'elle ; elle est irritée s'ils en disent du mal.

149. — La femme mariée peut-elle, sans l'autorisation spéciale de son mari, exercer le droit de réponse accordé par l'article 12 de la loi du 29 juillet 1881 à toute personne nommée ou désignée dans un article de journal ?

Lubosc et Goujon font une distinction. Attaquée au point de vue de son talent, sur le terrain purement artistique, elle n'aurait pas besoin de l'autorisation de son mari pour exercer le droit de réponse. Cette autorisation lui serait au contraire nécessaire si elle avait été attaquée sur le terrain de sa vie privée.

150. — Si l'on n'envisage que des considérations de sentiment cette distinction peut paraître fondée.

C'est la femme qui a intérêt à défendre sa situation artistique ; il est assez normal qu'elle ne soit pas désarmée, alors surtout qu'elle aura peut-être beaucoup plus de compétence en la matière que son mari.

S'il s'agit pour la femme de défendre sa vie privée : il serait assez prudent qu'elle ne put le faire qu'avec l'autorisation de son mari ; elle pourrait imprudemment aggraver le mal fait par une diffamation. Il y a des discussions dans lesquelles l'argument le plus décisif ne vaut pas le silence.

151. — Seulement, nous nous permettons de trouver qu'ainsi posée, la question est en dehors du terrain juridique : et c'est en droit que nous voudrions la résoudre.

La femme mariée est frappée de deux incapacités : l'incapacité contractuelle et l'incapacité judiciaire ; sans l'autorisation de son mari, elle ne peut faire ni contrat, ni procès.

Or de quelle incapacité s'agit-il dans l'espèce ?

Évidemment pas de son incapacité contractuelle.

En quoi son incapacité judiciaire est-elle en jeu ? En ce que si, sur sa sommation, le journal qui l'a attaquée refuse d'insérer sa réponse, elle aura le droit de lui faire un procès. Or en principe la femme mariée ne peut faire aucune espèce de procès sans l'autorisation de son mari.

Si donc, nous nous plaçons avant la loi du 13 juillet 1907, nous ne pouvons hésiter à déclarer que ce

procès est interdit à la femme, à moins que son mari ne l'autorise à l'intenter, et peu importe que, dans l'espèce, il s'agisse pour elle de défendre son talent d'artiste ou sa réputation d'honnête femme.

Et comme la question ne se posera que lorsque le journal n'aura pas inséré sa réponse, c'est-à-dire lorsqu'il faudra agir en justice, le refus d'autorisation de son mari opposera dans tous les cas un obstacle insurmontable à l'introduction de son action.

152. — Aujourd'hui, la loi du 13 juillet 1907 permet à la femme d'ester en justice sans autorisation pour défendre son pécule, ses biens réservés, pour parler comme la loi.

Son talent fait-il partie de ce pécule ? Nous ne pensons pas que les législateurs de 1907 aient jamais fait entrer cet élément immatériel dans leur conception des biens réservés. D'où cette conclusion que, même après la loi de 1907, l'introduction d'une instance lui sera aussi impossible dans un cas que dans l'autre.

153. — Quant à la sommation d'insérer sa réponse, comme elle ne constitue, à elle seule, ni un contrat, ni un procès, nous ne voyons aucune disposition légale qui l'empêche de la faire signifier, sauf à se trouver dans l'impossibilité d'en tirer parti si son adversaire lui oppose la force d'inertie.

§ IV. — NOM ET PSEUDONYMES

154. — Le mari peut exiger que sa femme porte à la scène son nom, bien qu'en somme aucun texte n'oblige la femme mariée à renoncer au nom de sa famille (1). Mais dans les ménages d'acteurs, il est bien rare que le mari d'une actrice l'oblige à échanger contre son nom d'épouse le nom d'artiste qu'elle a rendu célèbre. L'Alboni ne devint point à la scène la comtesse Pepoli, et le marquis del Grillo ne fit point disparaître des affiches le nom de M^{me} Ristori.

Dans tous les cas, l'usage constant qui veut que la femme prenne le nom de son mari ne va pas jusqu'à interdire à l'actrice d'ajouter son nom de fille à son nom de femme si, avant son mariage, elle s'était fait connaître au théâtre sous son nom patronymique. Il ne faut pas remonter bien loin dans nos fastes lyriques pour rencontrer à diverses époques les noms de M^{me} Gueymad-Lauters, de M^{me} Vandenheuvel-Dupré, et de M^{me} Miolan-Carvalho (2).

Nous serions d'ailleurs fort surpris, si, avec l'évolution qui tend à la fois à l'émancipation de la femme

1. Demolombe. *Mariage*, t. II, n° 13 ; Planiol. *Traité élémentaire de Droit civil*, n° 390 et s.

2. M^{lle} Dupré, fille du fameux ténor, mariée à M. Vandenheuvel ; M^{lle} Lauters mariée à son camarade Gueymard de l'Opéra ; M^{lle} Miolan mariée au directeur Léon Carvalho.

et à l'ébranlement du foyer conjugal, l'habitude d'échanger le nom patronymique contre le nom du mari ne tendait pas de plus en plus à s'effacer.

155. — Il peut du reste exister un intérêt sérieux à ce qu'une femme se serve de son nom seul pour les besoins de sa profession et il est juste qu'elle le conserve. C'est un point qui a été jugé par le tribunal de la Seine le 10 avril 1907 pour une femme commerçante (1). Nul doute que la même solution fut donnée par la jurisprudence en matière de profession théâtrale si l'avantage même des ménages ne dispensait les tribunaux d'avoir à juger des questions de cette nature (2).

156. — Du nom au pseudonyme, il n'y a qu'un pas. En ce qui concerne le pseudonyme, si l'engagement en faisait mention, ou portait que l'actrice pourrait en prendre un, le mari ne saurait, pendant tout le cours de l'exécution du contrat qu'il a autorisé, forcer sa femme à l'abandonner pour jouer sous son véritable nom.

Si, au contraire l'engagement était muet sur ce point, on pourrait soutenir avec toute chance de succès

1. Trib. Seine, 10 avril 1907. [*Le Droit*, 11 oct. 1907].

2. Nous disons que la question est d'ordinaire résolue par l'intérêt et le bon sens des ménages. Exemple : les deux sœurs Rose et Anna Chéri, actrices toutes les deux, mais de valeur inégale, épousèrent, l'une M. Montigny, directeur du Gymnase, et l'autre, le comédien Lesueur. Anna Chéri devint à la scène M^{me} Lesueur, M^{me} Montigny resta l'illustre Rose Chéri.

que le mari aurait le droit de forcer sa femme à reprendre son véritable nom, et en cas de refus, de faire défense au directeur de la faire jouer sous son pseudonyme. « Si le directeur passait outre, il s'exposerait à voir le mari demander aux tribunaux la résiliation du contrat comme ayant été passé sans autorisation; et le directeur en faute ne pourrait, de ce fait, réclamer au mari ni à la femme aucun dommage-intérêts (1). »

157. — Une question qui se lie étroitement à celles que nous venons d'étudier est celle de savoir si l'actrice, qui jouait sous le nom de son mari, peut, après le divorce, être forcée de renoncer à ce nom, et de reprendre le sien ou d'adopter un pseudonyme. Des débats récents ont donné à cette question un intérêt d'actualité.

Il peut arriver que le jugement de divorce contienne une disposition spéciale sur ce point : mais cette disposition n'est pas nécessaire.

« Attendu, dit un jugement, que le divorce entraîne

1. Dubosc et Goujon, *op. cit.*, p. 53. La question est d'autant plus intéressante que l'usage des pseudonymes est fréquent au théâtre. M^{lles} Chéri, dont la note précédente évoque le souvenir, s'appelaient en réalité M^{lles} Cizos. On rappelle volontiers à M^{me} Réjane qu'elle s'appelle Réju : et il ne serait pas difficile de découvrir derrière le directeur et artiste Porel l'érudit Parfouru, diplômé de l'École des Chartes et sorti de cette école la même année que MM. Camille Pelletan et Héron de Villefosse. Les destinées diverses de ces trois condisciples présentent un contraste assez piquant.

la suppression complète de tout ce qu'il y a de commun entre les époux, même du nom; — d'où il suit que la femme doit quitter le nom de son mari pour ne plus user que de son nom à elle — que c'est là une règle générale qui doit s'appliquer sans que le jugement admettant le divorce ait à statuer de ce chef pour faire défense à la femme de conserver le nom de son mari (1)... »

158. — Le tribunal de Toulouse fait une distinction qui n'avait pas attiré l'attention des juges de Lyon. La situation n'est pas la même suivant que le divorce a été prononcé contre la femme ou à sa requête : dans ce dernier cas « il serait excessif, dit le jugement, de la priver d'un nom qu'elle a toujours respecté, sous lequel elle est connue depuis de longues années et qui est celui de ses enfants ; que de plus la femme peut avoir acquis, indépendamment du mariage lui-même, au moyen de son art ou de son industrie des droits à la copropriété de ce nom, qu'il convient donc, dans le silence de la loi, de statuer en cette matière d'après les circonstances particulières de la cause » (2).

Les motifs invoqués par le tribunal de Toulouse conduiraient à autoriser l'épouse à conserver le nom de son mari dans tous les cas, si le jugement de di-

1. Tribunal de Lyon, 4 mars 1886 [S. 86.2.119].

2. Tribunal de Toulouse, 18 mai 1886 [S. 86.2.119].

vorcée ne le lui avait pas interdit par une disposition formelle, et ils sont assez généraux pour que la femme s'en empare, même lorsque le divorce a été prononcé contre elle (1).

159. — Cette jurisprudence se trouverait mise en échec par la loi de 1893 qui a modifié l'article 299 du Code civil (loi du 6 février 1893, art. 2).

De nombreuses décisions judiciaires postérieures à cette loi consacrent le principe que la femme divorcée ne peut conserver le nom de son mari sous lequel elle est connue au théâtre, et, plus généralement, le mari divorcé a toujours le droit, comme mari, de s'opposer à ce que la femme porte son nom au théâtre ou dans tout autre lieu public (2).

L'idée fondamentale sur laquelle reposent la disposition de l'article 2 de la loi du 6 février 1893 et la jurisprudence qui l'a suivie, est que le nom patronymique constitue, au profit de son titulaire, un droit exclusif de propriété qui doit être, à sa réquisition, protégé contre toute usurpation.

Le mari même non divorcé aurait le droit d'empêcher sa femme de le porter au théâtre, *a fortiori* lorsqu'il est divorcé.

1. Il suffit de lire les considérants que nous avons reproduits pour voir que telle n'est pas la pensée intime du tribunal ; mais en fondant sa décision sur le silence de la loi, et la nécessité d'une disposition du jugement de divorce, le tribunal ouvre une porte par laquelle peuvent passer aussi bien l'un que l'autre, l'époux offensé et l'époux coupable.

2. Trib. Seine, 15 déc. 1897 [D. 98.2.496] ; 19 nov. 1907 [D. 1910.2.15].

Il a été jugé que la femme ne peut conserver le nom de son mari alors même qu'elle a ajouté un trait d'union entre son prénom et le nom de son mari et qu'elle a supprimé dans ce nom une lettre qui n'en change pas d'ailleurs la consonnance (1).

L'autorisation donnée par le mari à sa femme de porter son nom à une époque où il pouvait la surveiller, contrôler ses actions, ne peut avoir aucun effet après le divorce, après que tous rapports sont rompus entre les époux (2).

160. — Le retrait du nom du mari à la femme divorcée est de droit (3). L'interdiction à la femme séparée de corps de porter le nom de son mari (art. 311 C. civ. modifié par la loi du 6 février 1893) est simplement facultative.

1. Seine, 15 déc. 1897 [précité].

2. Même arrêt, Aff. Paulette Filleaux. Il est bon d'ajouter que, dans l'espèce, la femme avait cessé pendant six ans de paraître sur la scène sous le nom de son ex-mari.

3. Le caractère obligatoire de ce retrait ne saurait faire de doute lorsqu'on se reporte à la discussion au Sénat de la loi du 6 février 1893 : un amendement fut présenté donnant aux tribunaux la possibilité d'autoriser la femme divorcée à porter le nom de son mari, lorsqu'elle aurait (c'est la reproduction des termes du jugement de Toulouse, cité plus haut) acquis par son art ou son industrie des droits à la copropriété de ce nom. Non seulement le Sénat ne prit pas cet amendement en considération, mais il a écarté toutes les modifications qui auraient pu être apportées à l'art. 2, et ce, à raison des complications auxquelles pourrait donner lieu le maintien par le tribunal du nom du mari au profit de la femme et des aventures que la femme pourrait faire courir au nom ainsi conservé.

Si c'est la femme séparée de corps qui demande à ne plus porter le nom du mari, il appartient aux tribunaux d'apprécier souverainement les conditions dans lesquelles cette demande est formée, et de l'admettre ou de la rejeter suivant les circonstances (1).

161. Ce qui vient d'être dit du nom du mari est-il applicable à son pseudonyme ? En d'autres termes, l'actrice qui a épousé un de ses camarades connu au théâtre sous un nom d'emprunt et qui a elle-même joué sous ce nom, devra-t-elle, après le divorce, renoncer à ce pseudonyme ?

(La question a, comme l'on sait, dans des circonstances récentes, préoccupé à la fois le monde du théâtre et les juristes.)

Le tribunal de Toulouse, dans son arrêt du 18 mai 1886, autorisait la femme divorcée à conserver le nom, et à plus forte raison le pseudonyme de son mari.

Depuis est intervenue la loi du 6 février 1893. N'a-t-elle pas opposé un obstacle insurmontable à la conservation du nom véritable et du nom d'emprunt de l'ancien mari par la femme divorcée ?

Pour le nom, c'est certain. Pour le pseudonyme la question est controversée en doctrine. Des auteurs soutiennent que la solution donnée par le tribunal de Toulouse doit s'appliquer encore maintenant au

1. Trib. Seine, 13 juillet 1893 [S. 94.2.516].

pseudonyme, car l'article 299 modifié par la loi de 1893 ne parle que du nom (1).

Nous ne pouvons souscrire à cette opinion. Le véritable nom d'un individu, celui qu'il a à cœur de faire respecter, c'est celui que tout le monde connaît, par lequel tout le monde l'identifie. Qui sait aujourd'hui que Jules Simon s'appelait M. Suisse ? Quel est le nom que l'on respecte et dont l'histoire se souviendra ? Le nom de Jules Simon. C'est ce nom qu'il convient de « protéger contre les aventures ».

La loi de 1893 manquerait absolument son but, si elle n'avait pour conséquence que d'empêcher une femme divorcée de porter un nom inconnu, qui n'éveille aucun souvenir, ne fait naître aucun rapprochement dans l'esprit du public, tandis que le nom d'élection de l'artiste serait jeté peut-être à tous les échos de la chronique scandaleuse.

Supposez que Talma se fût appelé Durand de son nom patronymique, et qu'il eût divorcé, il n'y aurait pas eu grand inconvénient à ce que sa femme compromît le nom de Durand, tandis qu'il y aurait eu scandale si elle avait traîné sur les planches, dans des conditions honteuses, le nom de Talma (2).

1. Dubosc et Goujon, *op. cit.*, p. 55.

2. Notre hypothèse est purement théorique et, en fait, absolument imaginaire. Talma a été séparé de sa première femme par le décès de celle-ci. Il n'a point divorcé d'avec la seconde; et cette dernière, Caroline Vanhove, actrice distinguée, portait à la scène, même après son ma-

Nous croyons donc qu'en interdisant à la femme divorcée le droit de porter le pseudonyme de son mari, nous n'ajoutons rien à l'article 299 modifié : nous ne faisons que l'appliquer dans son véritable sens. Le nom que vise l'article, est celui qui identifie le mari, et que celui-ci a intérêt à préserver de la souillure.

riage, son nom de fille. De plus Talma, de son nom patronymique, s'appelait... Talma.

DEUXIÈME PARTIE

L'ENGAGEMENT THÉÂTRAL DES MINEURS

AVANT-PROPOS

162. — Nous ne nous attarderons pas à démontrer ce fait évident que toutes les considérations que l'on invoque pour entourer de précautions l'engagement théâtral des femmes mariées, s'élèvent avec autant de force, lorsqu'il s'agit de l'engagement des mineurs. Ces considérations s'imposent d'autant plus impérieusement que les mineurs dont il s'agit sont souvent des mineures, deux fois menacées : parce qu'elles sont femmes, et parce qu'elles sont jeunes.

163. — Les mineurs d'ailleurs, quoique la loi n'ait pas encore mis au point cette distinction, se divisent en deux catégories : les mineurs adultes et les enfants,

Comme le dit très justement M. de Monzie dans l'Exposé des motifs de la proposition de loi qu'il a déposée le 5 décembre 1911 sur le bureau de la Chambre des députés : « La présence d'enfants sur les scènes de nos théâtres parisiens cause... autant de gêne que d'étonnement. » On se demande « comment il se peut que la législation républicaine se montre si peu soucieuse de protéger contre le risque des coulisses des mineurs de 13 ans, dont elle est, par ailleurs, si préoccupée d'assurer l'instruction et l'éducation » !

Certes il y a là matière à de sérieuses préoccupations législatives, car les enfants de 13 ans ont besoin d'être protégés non seulement contre les périls habituels de la scène, mais aussi et surtout contre la cupidité sans scrupules de leurs prétendus protecteurs.

164. — Si la distinction entre les mineurs adultes et les enfants, au point de vue de notre matière, n'est pas encore faite dans la loi civile, elle est amorcée par des lois prohibitives et pénales qui nous permettent d'établir dès à présent trois catégories parmi les incapables qui vont faire l'objet de cette seconde partie de notre étude : les enfants, les mineurs adultes non émancipés, les mineurs émancipés. Ces trois catégories nous fourniront la base de la division de notre matière. Nous examinerons successivement l'engagement théâtral : 1° des enfants ; 2° des mineurs

adultes non émancipés; 3° des mineurs émancipés.
Après avoir étudié les dispositions spéciales à chacune de nos trois catégories, nous envisagerons les règles qui leur sont communes.

CHAPITRE PREMIER

Engagement théâtral des enfants

165. — Une question se pose au début de ce chapitre : à quel âge un être humain cesse-t-il d'être un enfant ? La loi pénale, qui n'est pas très exigeante en fait de morale, paraît avoir fixé la fin de l'enfance à 13 ans, puisque c'est l'âge auquel la victime d'un attentat à la pudeur enlève à cet attentat le caractère criminel par le fait qu'elle y a consenti. C'est aussi l'âge visé par la loi du 2 novembre 1892 sur le travail des enfants dans les établissements industriels. Il y a là, soit dit par parenthèse, une sorte de parallélisme établi entre le développement physique et le développement moral qui n'est pas absolument conforme à la réalité des faits. L'esprit et le cœur mettent plus de temps à se former que le corps, et n'opposent aux séductions, aux tentations de la vie qu'une résistance insuffisante, alors que l'être physique est déjà capable d'affronter la fatigue et de s'endurcir au travail.

Cet âge de 13 ans n'a rien d'ailleurs d'absolu-

ment fixe et nous constaterons que des dispositions législatives ont tantôt anticipé, tantôt retardé le point de départ de l'adolescence.

166. — Trois documents législatifs doivent être retenus : le décret du 16 janvier 1864, la loi du 7 décembre 1874, et la loi du 2 novembre 1892.

..

167. — Un projet de loi soumis au Conseil d'État en 1849 et qui avait reçu l'approbation du Conseil, proclamait la liberté des théâtres mais soumettait l'emploi des enfants dans les théâtres à certaines conditions. Le décret du 6 janvier 1864 qui posait dans son article 1^{er} le principe de la liberté des théâtres, disposait dans son article 5 que : « les théâtres d'enfants continuent d'être interdits (1). »

Cette disposition n'a pas été interprétée en ce sens qu'il est impossible de confier accidentellement certains rôles à des enfants lorsque les auteurs l'estiment nécessaire (rôle de Joas dans *Athalie*, de Fanfan Benoiton dans *La famille Benoiton*, etc.) ; mais elle s'entend en ce sens qu'il est interdit d'organiser des troupes composées entièrement ou en majeure partie d'enfants comme il arrivait parfois au XVIII^e siècle (2).

1. Conf. de Monzie, Exposé des motifs, p. 1.

2. André Hesse, *op. cit.*, p. 151. Nos grands-pères se souviennent du théâtre Comte qui fit la joie de leur enfance.

168. — L'article 5 du décret de 1864 reste à peu près à l'état de lettre morte. Des enfants participèrent, après comme avant 1864, non seulement à des représentations théâtrales, mais à des exhibitions foraines (1).

De là, la proposition de M. Tallon qui devint la loi du 7 décembre 1874.

La disposition fondamentale de cette loi consiste dans la défense faite à tous acrobates, saltimbanques, montreurs d'animaux ou directeurs de cirque d'employer des mineurs de 16 ans. La proposition de M. Tallon ne visait que « les entrepreneurs de spectacles forains ». Mais la rédaction fut modifiée sur les observations de MM. Ducarre, Chevandier et Félix Voisin. On fit disparaître du texte les mots « entrepreneurs de spectacles forains ». La loi est donc applicable aux cirques sédentaires aussi bien qu'aux cirques ambulants (2).

169. — Nous pensons donc que M. le Senne l'interprète d'une façon trop exclusive lorsqu'il écrit que « la loi du 7 décembre 1874 a pris sous sa protection les enfants employés dans les professions ambulantes » (3) — les petits forains comme l'on dit couramment.

170. — De plus, les enfants âgés de moins de 16 ans

1. De Monzie, *op. cit.*, p. 2.

2. Tribunal de la Seine, 9^e Chambre, 14 février 1884 [*La loi*, 7 déc. 1884].

3. Le Senne, *Code du théâtre*. V^o *Enfants*, p. 183.

ne peuvent s'engager ou être engagés soit pour des tours de force périlleux ou des exercices de dislocation, soit par un individu pratiquant la profession d'acrobate, saltimbanque, montreur d'animaux ou directeur de cirque.

Si l'acrobate, le saltimbanque, etc., est le père des enfants, l'engagement ou l'emploi peut avoir lieu à partir de 12 ans. « Il ne faut pas, disait lors de l'élaboration de la loi de 1874, un membre de la commission, que l'on puisse disposer, pour le jeter dans une voie funeste, de la liberté de celui qui ne s'appartient pas encore : nous ne voulons pas qu'avant l'âge du discernement, on tente d'y pousser l'enfant par une immorale éducation (1). »

171. — Maintenant que faut-il entendre par « tours de force périlleux » ? C'est évidemment une question d'appréciation. La commission les définit : « tous les exercices d'une violence et d'une brutalité telles qu'ils exposent la santé et la vie même des enfants. »

Il a été jugé « que les exercices de voltige auxquels était employée la jeune Magnogo et qu'elle exécutait à une hauteur de dix mètres au-dessus du sol, constituaient par eux-mêmes des tours de force essentiellement périlleux, malgré la présence du filet qui était tendu sous elle et qui pouvait seulement diminuer le

1. Sirey, *Lois annotées*, 1875, p. 638.

danger en cas de chute de l'enfant, mais ne le faisait pas disparaître (1) ».

Dès l'instant que l'engagement doit avoir pour objet des tours de force périlleux ou des exercices de dislocation, il y a interdiction absolue, sans qu'il y ait lieu de rechercher quel est le genre habituel de spectacle du théâtre ou quelle est sa dénomination. Dans le procès terminé par le jugement précité de la neuvième chambre, la poursuite était dirigée contre le directeur des Folies Bergères, et contre le directeur du Cirque d'hiver, qui avaient l'un et l'autre, engagé dans leurs établissements respectifs, en qualité de « gymnasiarque aérien », une fillette de huit ans et demi.

172. — Mais, lorsque des mineurs de 16 ans sont engagés pour se livrer, à l'extérieur de la baraque, à de simples parades sans aucun danger pour eux, et non pour participer aux exercices (il s'agissait dans l'espèce, d'exercices de lutte) pratiqués dans les représentations, le « directeur » ne tombe pas sous le coup de l'article 1 de la loi du 7 décembre 1874 (2).

173. — Les pères et mères sont visés deux fois, et dans des conditions différentes, par la loi de 1874 :

1^o Lorsque exerçant la profession de saltimbanques, acrobates, etc., ils emploient dans leurs représentations

1. Tribunal Seine, 14 février 1884 [*La loi*, 1884, p. 154].

2. Trib. corr., Lille, 30 juillet 1904 [*Pand. fr.*, 1905.8.245].

leurs enfants âgés de moins de 12 ans. (Art. 1^{er}, 3^e alinéa de la loi ; de ce chef les pères et mères sont visés seuls.)

2° Lorsqu'ils ont livré soit gratuitement, soit à prix d'argent, leurs enfants âgés de moins de 16 ans aux individus exerçant les professions spécifiées dans l'article 1^{er} de la loi (art. 2). Cette fois la loi sévit non seulement contre les pères et mères, mais aussi contre les tuteurs ou patrons qui auraient livré à des acrobates, saltimbanques, etc., leurs pupilles ou apprentis.

174. — De là cette question embarrassante : un père de famille passe avec un directeur de spectacles un contrat de louage *sui generis*, en vertu duquel une enfant de moins de 12 ans exécute sur la scène des exercices périlleux de voltige auxquels le père préside en personne.

Ce père tombe-t-il sous l'application de l'article 1^{er} alinéa 3 de la loi, comme employant dans les représentations qu'il donne une enfant de moins de 12 ans ? ou sous l'application de l'article 2 comme ayant livré son enfant âgé de moins de 16 ans à un individu exerçant une des professions spécifiées à l'article 1^{er} de la loi ?

Le tribunal de la Seine, dans le procès poursuivi contre les directeurs des Folies-Bergères et du Cirque d'hiver, à raison des faits que nous avons relatés plus haut, mit le père hors de cause, celui-ci n'ayant

point d'une part livré à un directeur un enfant dont il avait seulement loué les services en en conservant la garde, et le jugement décidant d'autre part qu'on ne saurait le considérer comme donnant lui-même les représentations dans lesquelles il intervient pour diriger les exercices de sa fille (1).

175. — La peine prononcée à raison des infractions à la loi de 1874 est uniformément de six mois à deux ans d'emprisonnement et de 16 francs à 200 francs d'amende.

Les pères et mères peuvent, en outre, être déclarés déchus de la puissance paternelle. Cette déchéance est facultative et doit être prononcée par les tribunaux. Au contraire le tuteur condamné pour infraction à l'article 2 de la loi de 1874 serait déchu de plein droit de la tutelle (2).

176. — La loi de 1874 présentait plus d'une lacune : ainsi, pour que l'embauchage d'enfants tombât sous le coup des pénalités de la loi, il fallait : 1° qu'il eut été accompli par les pères, mères, tuteurs ou patrons ; 2° que les enfants eussent été remis directement aux acrobates ou saltimbanques. Par suite, si un tiers avait servi d'intermédiaire, les pères, mères, tuteurs ou patrons ne pouvaient être poursuivis.

« Or, dans la pratique, il y a toujours un intermé-

1. Trib. Seine, 14 février 1884 (précité).

2. Art. 2, alinéa 3. Conf. loi du 24 juillet 1889.

diaire, un raccoleur qui vient tenter les parents par des offres d'argent, et qui trouve ensuite facilement à placer les enfants dans quelque cirque ambulant.» Cette lacune de la loi n'existe plus depuis la loi du 21 avril 1898 qui a visé les intermédiaires en ajoutant aux mots « pères, mères, tuteurs ou patrons », « et généralement toute personne ayant autorité sur un enfant ou en ayant la garde (1) ».

177. — Le législateur de 1874, plein de sollicitude pour ses protégés, a cru assurer l'exécution de ses excellentes intentions, en enjoignant aux autorités municipales d'interdire toutes représentations en cas d'infraction constatée. (art. 5, al. 1).

Et même, lorsque l'infraction est commise hors de France, nos agents consulaires sont chargés de la dénoncer dans le plus bref délai aux autorités françaises ou aux autorités locales, si les lois du pays en assurent la répression. Ils doivent, en outre, prendre des mesures pour assurer le rapatriement des enfants d'origine française (art. 5, al. 3 et 4),

178. — On ne saurait mieux dire. Hélas ! la loi de 1874 n'a pas produit d'effets appréciables. Dans tous les cas, ses prohibitions se limitaient aux professions énumérées. « Aucune assimilation n'était prévue entre les directeurs de cirques et les directeurs de théâtres. Le Parlement de 1874 n'avait pas prévu les

1. Carrey. *L'engagement théâtral*, p. 27.

théâtres dirigés par les Bordenave de l'avenir, ni les dangers moraux que pouvaient courir les écolières des faubourgs détournées de leurs écoles pour de précoces figurations (1). »

Il est certain que les enfants employés dans les théâtres courent d'autres risques que celui de se donner un tour de reins, de se fêler le crâne ou de s'estropier un membre.

•
* *

179. — C'est une considération dont il a été tenu compte dans l'article 8 de la loi du 9 novembre 1892 sur le travail des enfants dans les établissements industriels.

Cet article 8, tout plein, comme la loi de 1874, de bonnes intentions est ainsi conçu :

« Les enfants des deux sexes, âgés de moins de 13 ans, ne peuvent être employés comme acteurs, figurants, etc., aux représentations données dans les théâtres et cafés-concerts sédentaires.

« Le ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts à Paris, et les préfets dans les départements, pourront exceptionnellement autoriser l'emploi d'un ou de plusieurs enfants dans les théâtres pour la représentation de pièces déterminées. »

La contravention aux dispositions de la loi de 1892

1. Exposé des motifs de la proposition de Monzie, p. 2.

rend le directeur passible de poursuites de simple police (1), à moins d'autorisation donnée par l'autorité compétente d'employer un ou plusieurs enfants pour des pièces déterminées (2).

180. — Pas d'autorisation générale, bien entendu. Retrait d'autorisation toujours possible, même arbitraire, droit pour le juge de simple police de prononcer la condamnation malgré l'autorisation accordée, si cette autorisation est irrégulière ou illégale (3). Les tribunaux sont bien armés !

181. — Pour que les dispositions de la loi fussent plus certainement prises au sérieux, les ministres ne ménagèrent point les circulaires : le ministre du Commerce en fit une, le ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts en fit deux.

Celle du ministre du Commerce (4) est adressée aux inspecteurs du travail ; elle leur rappelle qu'en vertu de la loi du 12 juin 1893 (art. 2 et 4), aussi bien qu'en vertu de l'article 8 de la loi du 12 juin 1898, ils ont le droit indiscutable d'entrer dans les théâtres, et d'y exercer la surveillance, dont ils sont chargés tant pour assurer l'application de la loi de 1892,

1. Dijon, 14 novembre 1899 [Journal *Le greffier*, 1900, p. 422.] (Tribunal de simple police).

2. *Ibid.*

3. C'est l'application du droit commun.

4. Circ. du 25 avril 1894. La matière concernerait aujourd'hui le ministère du Travail, mais en 1894 le ministère du Travail n'était pas encore créé.

que pour faire exécuter les mesures de sécurité imposées par celle du 12 juin 1893.

183. — Des deux circulaires du ministre de l'Instruction publique, toutes deux datées du 26 janvier 1893, l'une est adressée aux directeurs des théâtres de Paris et leur enjoint de faire parvenir au ministre cinq jours au moins avant la répétition générale, une liste nominative des enfants de moins de 13 ans, qu'ils se proposent d'employer. Ces enfants ne pourront paraître en représentation avant l'autorisation accordée, et cette autorisation sera visée par le commissaire de police du quartier.

La seconde est adressée aux préfets. Après avoir bien fait remarquer à ces hauts fonctionnaires que, pour les baraques, exhibitions foraines et autres spectacles non sédentaires, ainsi que pour les tours de force et exercices périlleux exécutés dans les théâtres, même sédentaires, une seule loi est applicable, la loi du 7 décembre 1874 qui ne tolère aucune autorisation exceptionnelle contraire à ses prescriptions, le ministre rappelle qu'il doit être dressé procès-verbal par le commissaire de police contre tout emploi dans les théâtres d'enfants âgés de moins de 13 ans qui n'aurait pas été autorisé par le préfet.

Les directeurs, d'après la circulaire, devront adresser aux préfets avant les représentations, une liste nominative des enfants qu'ils désireront employer avec l'indication de l'âge de chacun d'eux.

183. — En dehors des entrées de faveur qu'elle a procurées aux inspecteurs du travail, la loi de 1892 (art. 8) n'a pas produit de résultats appréciables. M. de Monzie constate que, malgré les circulaires, malgré le rapport lu par M. Jay le 15 juin 1904 à l'Association nationale française pour la protection des travailleurs, le nombre des autorisations n'a cessé de s'accroître ; il atteint :

Dès 1893, 66 autorisations pour 331 enfants ;

En 1896, 134 autorisations portant sur 644 enfants ;

En 1897, 166 autorisations pour 775 enfants ;

En 1898, il n'y a que 160 autorisations mais elles visent 902 enfants (1) !

« Il suffit de demander l'autorisation pour l'obtenir (2). » Le théâtre de l'Opéra emploie des enfants sans autorisation dans les pièces du Répertoire (3).

« La loi, dit M. l'abbé Lemire, est devenue lettre morte (4). »

184. — Courte est la proposition de Monzie :

Article unique : La loi du 2 novembre 1892 est modifiée comme suit :

« Le paragraphe 2 de l'article 8 est supprimé. »

1. Exposé des motifs de la proposition de Monzie, p. 4.

2. Rapport de M. Boulisset, inspecteur divisionnaire du travail à Paris.

3. Rapport de M. Touchais (rapports sur l'application des lois réglementant le travail en 1908, p. 3).

4. Rapport fait au nom de la Commission du travail sur la proposition de Monzie, p. 3.

Le texte proposé par la Commission ajoute simplement :

« Les dérogations accordées en vertu de ce texte cesseront de plein droit six mois après la promulgation de la loi... »

Seulement la loi n'est pas encore venue en discussion, et M. de Monzie constate avec amertume que : « La pensée n'est venue à personne que la sécurité morale des enfants devait être envisagée comme leur sécurité matérielle. Peu importe le sujet de la pièce !... Peu importent les rencontres et les contacts des coulisses..., les habitudes et le laisser aller du milieu singulier dans lequel de neuves intelligences vont recueillir de durables souvenirs ! »

Comme tout cela est vrai ! et combien il faudra en retenir même lorsqu'il s'agira de mineurs, de mineurs surtout de plus de 13 ans, qui n'ont pas beaucoup plus d'expérience que les enfants, mais qui ont bien plus de tentations et d'occasions de succomber !

CHAPITRE II

Engagement des mineurs adultes.

185. — Il semblerait que nous allons sortir du domaine des considérations morales pour entrer dans celui des discussions purement juridiques. C'est une illusion qui ne résiste pas à un instant de réflexion. La question morale transparaît derrière tous les problèmes juridiques qui feront l'objet du présent chapitre. Et si l'on en parle moins, on ne peut cesser de l'avoir présente à l'esprit.

Pour éviter la confusion, nous ferons une subdivision de notre matière en deux sections consacrées : l'une aux mineurs non émancipés, l'autre aux mineurs émancipés, et pour les uns comme pour les autres, nous étudierons successivement et dans le même ordre :

1° Par qui doit être fait le contrat.

2° Quelles autorisations ou assistances sont nécessaires à sa validité.

3° En quelles formes doivent être données les autorisations nécessaires (1).

SECTION I

Conditions de validité de l'engagement théâtral du mineur non émancipé.

§ I. — PAR QUI DOIT ÊTRE PASSÉ LE CONTRAT

186. — Il est de règle générale dans notre droit français que le mineur non émancipé ne passe pas lui-même les contrats qui l'intéressent. Est-il sous la puissance paternelle ? le chef de famille agit à sa place. Est-il en tutelle ? un tuteur traite pour lui. Notre législation ignore en principe le système romain de l'*auctoritas*. La règle n'est pourtant pas sans exceptions, et le mineur même non émancipé doit figurer en personne dans l'acte de son mariage devant l'officier de l'état civil, dans son contrat de mariage, dans le contrat d'apprentissage.

187. — Faut il ajouter à la liste de ces exceptions l'engagement théâtral ? L'affirmative est soutenue par des représentants éminents de la doctrine.

1. En ce qui concerne les conséquences de la nullité du contrat ou les effets d'un engagement valable, nous nous proposons, autorisés par la méthode suivie par les rédacteurs du Code dans l'article 1305, de réunir dans un chapitre commun les solutions relatives à tous les mineurs émancipés ou non.

Il est impossible, a-t-on dit, de reconnaître aux représentants du mineur le pouvoir de passer seuls des contrats intéressant la liberté de sa personne (1).

Il en résulte que pour le contrat d'engagement théâtral, le mineur ne pourra pas être représenté, mais devra être seulement assisté et autorisé (2).

Si, en fait, le contrat avait été passé et signé par le père ou le tuteur du mineur, l'acte ainsi signé n'aurait d'autre caractère que celui d'une autorisation ; il ne prendrait une valeur que par l'assentiment du mineur qui, seul, forme réellement le contrat. Là le mineur agit comme le pupille du droit romain, *tutore auctore* (3).

Et l'engagement des parents apparaît comme un contrat de porte fort, qui, s'il n'est pas suivi de l'adhésion du mineur, les expose à des dommages-intérêts (art. 1120, C. civ.).

Certaines décisions des tribunaux semblent cependant ne rendre les parents passibles de dommages-intérêts que dans le cas où ils se sont explicitement portés forts pour le mineur (4).

1. Demolombe. *Minorité*, t. I, n° 789 et s. ; Aubry et Rau, t. I, p. 429 ; Fuzier-Hermann et Darras. *Code civ. annoté*, art. 1305, n° 9 et s.

2. Demolombe, *op. cit.*, n° 800 ; Agnel. *Code manuel des artistes dramatiques*, p. 66 ; Constant. *Code des théâtres*, p. 88 ; Dubosc et Goujon, *op. cit.*, p. 37 ; Bureau, *op. cit.*, p. 306.

3. Dubosc et Goujon, *op. cit.*, p. 39.

4. Paris, 1^{re} Chambre, 5 janvier 1828 [*Gaz. trib.*, 1 décembre 1827 et 6 janvier 1828].

188. — Et de cette doctrine découle une autre conséquence, c'est que, pour que l'engagement contracté par le mineur, dûment autorisé, soit valable, il faut que le mineur l'ait contracté (ou ratifié si le contrat a été passé par les parents ou le tuteur) à un âge où il pouvait en comprendre la portée (1).

189. — Ce sont les termes mêmes d'un arrêt de la Cour de Paris du 5 janvier 1828 duquel il résulte « qu'outre le consentement du père ou de la mère, il est nécessaire, pour la validité du contrat, que le mineur ait connu l'étendue de l'engagement qu'on lui faisait contracter. La question de la validité des engagements est donc subordonnée aux faits, c'est-à-dire à l'âge et à la condition du mineur (2).

190. — Cette doctrine est profondément rationnelle ; est-elle strictement légale ? Non ; et la jurisprudence le reconnaît. En droit pur, ce devrait être celui qui a l'autorité sur le mineur qui aurait à signer l'engagement au nom de ce dernier (3), puisque le mineur soumis à l'administration légale ou à la tutelle n'a jamais, en thèse générale, le droit de signer les actes qui le concernent.

191. — Aujourd'hui on admet la nécessité de l'intervention personnelle du mineur : cette interven-

1. Paris, 8 juin 1839 [*Droit*, 19 juin 1839], Conf. Lacan et Paulmier, *op. cit.*, t. I, p. 273.

2. Paris, 5 janvier 1828 [précité] ; Vivien et Blanc, *op. cit.*, n° 213.

3. Paris, 27 juin 1889 [S. 89.2.159].

tion, indispensable dans tous les cas, peut se produire sous deux formes : 1^o Le mineur peut contracter un engagement théâtral avec la simple autorisation de son père administrateur légal ou de son tuteur (1); 2^o Le mineur, qui est valablement représenté par son père ou son tuteur peut intervenir après coup pour ratifier ce qui a été fait en son nom. Son consentement n'est pas nécessaire au moment de l'engagement : il peut intervenir après coup (2).

Dans le dernier cas on peut envisager l'acte des parents sous deux aspects : ou comme un engagement conditionnel dont la validité est soumise à la ratification du mineur ; ou comme un contrat de porte fort. Suivant que l'on attribue au contrat l'un ou l'autre de ces caractères, les résultats sont très différents.

Si l'on tient le contrat pour conditionnel, le défaut de ratification par le mineur n'exposerait point les parents à des dommages-intérêts. Si, au contraire, on l'envisage comme un contrat de porte fort, l'inexécution par le mineur rendra les père et mère passibles de dommages-intérêts envers le directeur.

Et c'est généralement dans ce sens que les tribunaux interprètent le fait des père et mère d'avoir engagé leur enfant mineur sans que celui-ci ait participé à l'engagement.

1. Paris, 8 juillet 1882 [S. 85.2.106].

2. Paris, 27 juin 1889 [précité] (Yahne c. Porel).

« Les parents ont promis le fait du mineur ; ils se sont engagés à faire jouir l'administration théâtrale de ses services. Ils sont parties principales dans le contrat : ils doivent donc être responsables de l'inexécution de leur promesse (1). »

C'est donc une expérience très risquée de la part des parents de signer un engagement théâtral sans y faire intervenir le mineur qui aura à l'exécuter.

§ II. — QUELLES AUTORISATIONS SONT NÉCESSAIRES A LA VALIDITÉ DU CONTRAT

192. — Si les personnes sous l'autorisation desquelles est placé un mineur émancipé ne peuvent engager ce mineur envers un directeur de théâtre sans son consentement, le mineur lui-même peut encore bien moins s'engager vis-à-vis d'une administration théâtrale sans l'assistance des personnes sous l'autorité desquelles il est placé. Le mineur qui ne peut aliéner ni engager ses meubles ou immeubles ne peut *à fortiori* engager sa personne et son avenir. Les articles 450 et 1124 du Code civil doivent recevoir là leur entière application. C'est ce que procla-

1. Trib. Com., 17 nov. 1831 et 16 mars 1832 [*Gaz. Trib.*, 18 nov. 1831 et 17 mars 1832]. *A fortiori* les parents seraient-ils responsables si l'inexécution du contrat provenait de leur propre faute. Lacan et Paulmier, *op. cit.*, t. I, n° 239.

mait, dès 1839, le tribunal de la Seine en annulant un engagement que M^{lle} Clarisse Midroy (plus tard bien connue sous le nom de Clarisse Miroy), mineure non émancipée, avait contracté seule avec le directeur du théâtre du Panthéon (1).

« Les motifs qui ont fait exiger l'autorisation des mineurs, sont d'ordre matériel et d'ordre moral. Le mineur a besoin des conseils d'une personne expérimentée (?) pour apprécier les conditions du contrat : montant du dédit, durée et clauses particulières souvent draconiennes qui peuvent s'y rencontrer (2). » Ajoutons que, si le mineur a besoin des conseils d'une personne expérimentée, il ne trouve pas toujours cette personne parmi les parents modestes que la loi lui donne pour protecteurs.

193. — Quoiqu'il en soit, le mineur non émancipé, ne peut contracter un engagement théâtral sans l'assistance de ses protecteurs légaux. Si cette assistance lui fait défaut, l'engagement n'est pas nul comme on le dit dans le langage courant, mais annulable, c'est-à-dire frappé de la nullité relative qui trouve sa formule générale dans les articles 1124 et 1125 du Code civil. Nous nous demanderons plus loin quel rôle joue dans cette annulation la règle « *minor non restituitur tanquam minor sed tanquam læsus* », et dans quelle

1. Trib. Seine, 9 janvier 1839 [*Gaz. Trib.*, 10 janvier 1839].

2. Davray, *op. cit.*, p. 34.

catégorie d'actes visés par l'article 1344 (actes nuls en la forme et acte sujets à restitution) doit être classé l'engagement théâtral du mineur, lorsqu'il n'est pas valablement autorisé.

194. — Cela posé, nous avons à rechercher quelles assistances sont nécessaires à la validité de l'engagement théâtral du mineur : il y a lieu de distinguer de nombreuses hypothèses.

195. — A) Le mineur, enfant légitime, a encore son père et sa mère (1) : Le mineur est dans ce cas soumis à la puissance paternelle et uniquement à cette puissance. Si les parents ne sont ni divorcés, ni séparés de corps, l'autorisation nécessaire au mineur sera celle de son père.

196. — Mais que faudrait-il décider si les parents étaient divorcés ou séparés de corps et si le divorce ou la séparation avait été prononcé au profit de la mère, et que celle-ci eut obtenu la garde de l'enfant mineur ?

En pareil cas, l'article 152 du Code civil modifié par la loi du 20 juin 1896 fait bien, en matière de consentement au mariage de l'enfant mineur, prévaloir l'avis de la mère sur celui du père. Mais la loi du 20 juin

1. Nous comprenons dans cette hypothèse même le cas où l'un des parents a disparu : on ne peut pas dire, en pareil cas, que l'enfant a perdu son père ou sa mère, puisqu'il n'est pas sûr que le disparu soit décédé.

1896 n'a visé que le mariage, et d'après son titre même (1) il paraît assez difficile de généraliser ses dispositions.

197. — Mais le pouvoir de la mère pourrait se justifier, en dehors de l'article 152, beaucoup trop spécial pour pouvoir être appliqué en cette matière, si l'on admettait que le droit d'administration légale des biens de l'enfant mineur suit le droit de garde, et passe avec lui, entre les mains de la mère au profit de laquelle a été prononcé le divorce ou la séparation de corps.

Cette question est controversée. Certains auteurs professent que, sous la réserve des articles 302 et 386 du Code civil, le père, malgré le jugement qui a attribué à la mère la garde des enfants mineurs, conserve la puissance paternelle (2). D'autres enseignent que l'administration du patrimoine des enfants passe à la mère en même temps que la garde de leurs personnes (3).

La jurisprudence ne semble pas encore bien fixée et procède par arrêts d'espèces. Elle semble néan-

1. « Loi portant modification de plusieurs dispositions légales relatives au mariage, dont le but de le rendre plus facile. »

2. Laurent. *Principes*, t. III, n° 294 ; Vraye et Godde. *Divorce et Séparation de corps*, t. II, n° 745 et s. ; Carpentier. *Traité du divorce*, n° 391.

3. Poulle. *Le divorce*, p. 241 ; Coulon et Faivre. *Manuel formulaire du divorce et de la séparation de corps*, art. 303, p. 378.

moins incliner vers la solution qui, sous réserve d'un droit de contrôle des tribunaux que le mari pourrait mettre en mouvement, admet la dévolution de la puissance paternelle au profit de la mère (1).

198. — Le tribunal de la Seine a adopté cette doctrine dans une matière voisine de celle à laquelle notre étude est consacrée.

Il s'agissait d'une jeune élève du Conservatoire, M^{lle} Aubecq, qui avait, sans l'autorisation du ministre des Beaux Arts, et même, malgré le refus formel d'autorisation de celui-ci, signé au mois d'août 1895 un engagement avec le directeur de la Gaité.

Le contrat passé entre la direction du Conservatoire et la demoiselle Aubecq, contrat autorisé par le père de la jeune fille, comportait un dédit de 15.000 fr. au cas où, pendant le cours de ses études, celle-ci contracterait un engagement quelconque avec un théâtre de Paris, de la province ou de l'étranger. Cela se passait le 31 octobre 1894.

Or, si le sieur Aubecq était intervenu à l'engagement de sa fille envers le directeur du Conservatoire, c'était sur les instances de sa femme qui, dès le 2 novembre 1888 avait obtenu du tribunal de Lille un jugement de divorce en vertu duquel la garde de sa fille mineure lui était confiée.

1. Paris, 15 déc. 1886 [Jurispr. gén. *Supplément*. V° *Divorce*, n° 62], Trib. Seine, 4 août 1888 [Gaz. Trib., 18 août 1888].

En réalité, le sieur Aubecq n'avait été pour ainsi dire qu'une marionnette dont la dame Aubecq avait fait mouvoir les fils. La mère avait conduit chaque jour au Conservatoire sa fille qui habitait avec elle ; elle avait touché une somme de 100 francs et une bourse de 600 francs alloués à la demoiselle Aubecq.

199. — Le procès provoqué par la violation du contrat de cette dernière soulevait deux questions : 1^o l'engagement passé entre la demoiselle Aubecq et la direction du Conservatoire était-il valable ? 2^o puisait-il sa validité dans l'engagement écrit d'Aubecq père ou dans la ratification de la mère de l'élève ?

Le tribunal de la Seine (1) décida que : dans le silence de la loi et du jugement qui a prononcé le divorce sur l'attribution de l'administration légale des biens de l'enfant mineur, celle-ci doit suivre la garde de l'enfant — que lorsque l'engagement a été ratifié après coup par celui des parents qui avait obtenu la garde de l'enfant, cette ratification équivalait à l'assistance qui avait fait défaut au moment du contrat.

Ainsi, dans l'espèce, le tribunal effaçait l'autorisation du père privé par le jugement de la garde du mineur et la remplaçait par la ratification de la mère à laquelle cette garde avait été confiée. Il suit de là, qu'aux termes du jugement du 5 novembre 1896, c'est la mère qui a qualité pour autoriser l'engagement de

1. Trib. Seine, 1^{re} Chambre, 5 novembre 1896 [D. 97.1.297],

l'enfant mineur, lorsqu'à la suite d'un divorce ou d'une séparation de corps prononcés à son profil, elle en a obtenu la garde.

200. — M. Hitier, sans désapprouver le jugement du tribunal de la Seine, fait remarquer qu'au lieu d'admettre que l'on doit réunir dans les mêmes mains « la direction de l'éducation et celle de la fortune » il serait plus juste de décider que l'administration légale suit la jouissance légale (1).

« Il ne faut pas oublier, dit M. Hitier, que la garde n'est pas nécessairement confiée à l'époux non coupable auquel appartient le droit de jouissance légale. Pour prendre une hypothèse pratique, la garde d'un enfant en bas âge est souvent donnée à la mère, quoique le divorce ait été prononcé contre elle, à raison des soins que réclame l'enfant.

« A plus forte raison, poursuit M. Hitier, nous refuserons-nous à transporter l'administration des biens à une tierce personne lorsque le divorce n'étant point prononcé aux torts des deux époux, la garde n'est cependant point confiée à l'époux non coupable, mais remise à un tiers, comme par exemple dans le cas d'un voyageur de commerce auquel les exigences de sa profession rendent impossible l'exercice effectif du droit de garde (2).

1 Hitier, note du *Recueil Dalloz* sous le jugement précité.

2. Tribunal du Mans, 11 août 1385, rapporté par Coulon. *Traité du divorce*, t. III, p. 467 et cité par M. Hitier.

201. — La note si judicieuse de M. Hitier montre bien quels seraient les périls d'une jurisprudence trop absolue.

La Cour de Grenoble s'est trouvée en 1900 placée précisément en face de l'hypothèse qu'avait envisagée M. Hitier : une mère contre laquelle le divorce avait été prononcé, et qui avait néanmoins obtenu la garde de son enfant.

La Cour a jugé que « si le mari a seul pendant le mariage l'exercice de la puissance paternelle dont la jouissance lui appartient concurremment avec sa femme, après le divorce, chacun des anciens époux a l'exercice de cette puissance sous la surveillance de l'autre et sous le contrôle des magistrats (1) ». Cette solution nous paraît conforme aux vrais principes de la matière. Les époux ont tout deux la jouissance de la puissance paternelle. Le mari en a l'exercice pendant le mariage. Le mariage une fois dissous, il est normal que l'exercice et la jouissance ne soient plus séparés. Mais comme il y a concurrence et qu'il peut par conséquent naître un conflit, le dernier mot sera dit par les tribunaux (2).

102. — Essayons de tirer au profit de notre matière

1. Dans l'espèce jugée par la Cour, il eut été difficile au mari d'agir au nom de l'enfant mineur. Le droit de l'enfant qui était en jeu dans le procès était celui de poursuivre en justice l'interdiction du mari !

2. Grenoble, 24 juillet 1900 [D. 1901.2.121].

une conclusion de cette jurisprudence encore assez confuse.

1° En cas de divorce des époux, si le tribunal a confié la garde des enfants à une tierce personne « l'autorisation de celle-ci ne serait point suffisante, à raison du droit de surveillance que l'article 303 du Code civil conserve aux parents (1). »

2° Si la garde des enfants a été confiée à la mère, la puissance paternelle, et par conséquence le droit d'autoriser l'enfant mineur à passer un contrat (dans l'espèce un engagement théâtral) n'appartient à la mère qu'autant qu'elle a en même temps la jouissance et l'administration légale des biens du mineur (2).

3° Au cas où le jugement est resté muet sur l'attribution de l'administration légale des biens du mineur, la mère bénéficiaire du jugement de divorce est réputée investie de cette administration et c'est avec son assistance que doivent être passés les engagements contractés par le mineur.

4° Si la mère avait obtenu la garde de l'enfant mineur, bien que le divorce eut été prononcé contre elle, le droit d'autorisation appartiendrait à l'époux bénéficiaire du droit d'administration et de jouissance légale, c'est-à-dire au père du mineur, sauf à la mère à faire opposition à l'autorisation de son ancien mari,

1. Bureau, *op. cit.*, p. 307.

2. Note précitée de M. Hitier.

et à se pourvoir devant les tribunaux pour faire juger cette opposition (1).

203. — Il y a d'ailleurs des cas où la mère exerçant la puissance paternelle, aurait incontestablement qualité pour autoriser l'engagement théâtral de son enfant mineur.

C'est d'abord lorsque le père a disparu. Aux termes de l'article 141 du Code civil quand le père a disparu laissant des enfants mineurs issus d'un commun mariage, la mère en a la surveillance, et exerce tous les droits de la puissance paternelle relativement à la personne et aux biens des enfants. Cette dévolution de la puissance paternelle se produit de plein droit et sans aucune formalité (2).

Le second cas se présente lorsqu'en vertu de la loi du 21 juillet 1889, le père est déchu de la puissance paternelle. On sait qu'en pareil cas — et c'est même un reproche que l'on a parfois adressé, à tort ou à raison, à la loi de 1889 — la déchéance est globale.

Lorsqu'elle a été prononcée contre le père, la puissance paternelle est exercée par la mère (à moins que la mère ne soit elle-même frappée de déchéance) et celle-ci la conserverait quand même elle aurait perdu la qualité de tutrice par l'effet d'un second mariage, faute de s'être conformée aux prescriptions de

1. Grenoble, 24 juillet [précité] ; Trib. Seine, 4 juillet 1900 [*Droit*, 5 juillet 1900].

2. Trib. civ. de Nancy, 5 août 1907 [*La Loi*, 22 nov. 1907].

l'article 395 du Code civil. (Seulement, dans cette dernière hypothèse, nous nous trouverions en présence du concours de la tutelle et de la puissance paternelle qui sera examiné plus bas (1).)

204. — B) L'enfant légitime a perdu son père, mais il est sous la tutelle de sa mère : la mère survivante, tutrice de ses enfants mineurs cumule pour ainsi dire l'autorité tutélaire avec la puissance paternelle. Elle est appelée à un double titre à assister l'enfant qui se propose de contracter un engagement théâtral. Et tant qu'elle réunira entre ses mains ce double pouvoir, il ne semble pas que rien puisse en amoindrir l'exercice.

205. — On s'est demandé cependant si, dans le cas où le mari prédécédé a cru devoir adjoindre à la femme survivante un conseil de tutelle, le contrat passé avec l'autorisation de la mère sans l'avis du Conseil placé auprès d'elle serait valable. Certains auteurs professent que l'engagement serait annulable si le directeur avait connu la nomination, et lors même qu'il l'aurait ignorée, à moins qu'il ne prouve avoir été dans l'impossibilité de la connaître encore qu'il ait pris tout le soin de s'en informer (2).

206. — Dans une autre opinion on enseigne que l'avis du Conseil de tutelle n'étant pas nécessaire pour

1. Trib. civ. Seine, 3 mars 1906 (*Droit*, 16 mai 1906).

2. Bureau, *op. cit.*, p. 307 ; Demolombe, *Minorité*, t. I, n° 97.

ce qui ne regarde que la personne du mineur, il suit de là qu'il n'est pas requis pour la validité de l'engagement théâtral contracté par celui-ci (1).

L'engagement théâtral intéressant certainement la personne et le patrimoine du mineur — cet engagement comporte la plupart du temps des dédits très lourds — le premier système nous paraît meilleur (2).

207. — On sait que la mère qui n'a pas convoqué le Conseil de famille avant de se remarier cesse d'être tutrice du droit (art. 395, C. civ.). Que faudrait-il décider si, depuis son nouveau mariage, elle avait autorisé un engagement théâtral d'un enfant mineur du premier lit, ou si elle avait, elle-même, passé cet engagement ?

La jurisprudence fait une distinction : l'engagement contracté par le mineur avec l'assistance de sa mère remariée doit être considéré comme valable, si la mère a été ultérieurement maintenue dans la tutelle par une délibération du Conseil de famille. D'après une décision de la cinquième Chambre du Tribunal de la Seine, « la décision du Conseil de famille doit avoir un effet rétroactif sur le passé, puisqu'elle est déclarative de ce fait que le convol à de secondes

1. Aubry et Rau, t. I, p. 403, § 99 *bis*.

2. En cas de conflit entre le Conseil et la mère, celle-ci pourrait d'ailleurs en appeler au Conseil de famille, et se pourvoir au besoin devant les tribunaux contre la délibération qui en serait résultée. (Demolombe *Minorité*, t. I, n° 95.

noces n'a pas rendu la mère indigne de la tutelle » (1).

Si, au contraire, la mère remariée n'avait pas été maintenue dans la tutelle, l'engagement du mineur serait entaché, au profit de celui-ci, d'une nullité relative. « Les tiers, a-t-on dit ne pourraient se prévaloir de cette nullité, car, en traitant avec la mère, ils lui ont reconnu la qualité de tutrice et quoique l'ayant perdue par la force du droit, elle l'avait réellement conservée en fait d'après l'article 395 (2) .»

Nous croyons inutile de faire intervenir cette considération. Les nullités dérivant de l'incapacité sont toujours relatives(3).

208. — Lorsque la mère remariée a été maintenue dans la tutelle, le second mari est cotuteur de droit. Faut-il en conclure que désormais, pour contracter un engagement théâtral, l'enfant mineur du premier lit aura besoin de l'autorisation de sa mère tutrice et de son beau-père cotuteur ? L'affirmative a été admise par un arrêt de la Cour de Paris (4).

Au contraire, il a été jugé que le mineur dont la mère a convolé en secondes noces et a été maintenue dans la tutelle ne peut contracter un engagement avec

1. Trib. Seine, 20 août 1843 [*Gaz. Trib.*, 30 août 1843].

2. Dalloz. *Répertoire*, v^o *Minorité et tutelle*, n^o 106.

3. Demolombe, t. VII, p. 63. Duranton, t. III, n^o 426 ; Allemand. *Traité de mariage et de ses effets*, t. II, n^o 1196.

4. Paris, 20 juin 1871 (*Annuaire de la propriété industrielle*, 1871-1872, p. 156). Sic Constant, *op. cit.*, p. 90

la seule autorisation du mari cotuteur. Ce qui nous paraît s'expliquer par ce fait que l'assistance de la mère est requise non en vertu de la tutelle qu'elle a conservée, mais de la puissance paternelle qui continue à être déposée entre ses mains (1).

209. — La séparation de corps mettant fin, depuis la loi du 6 février 1893 ; à la cotutelle du second mari la mère remariée conserve seule le droit d'autoriser l'engagement de son enfant mineur du premier lit (2).

210. — Nous terminerons l'examen des pouvoirs de la mère survivante et non déchuë de la tutelle en faisant remarquer que, dans le système qui admet la nécessité de l'intervention du Conseil de famille pour valider les clauses de l'engagement qui seraient onéreuses pour le pupille, cette intervention n'est pas moins nécessaire lorsque la tutelle est confiée à la mère que lorsqu'elle est remise en d'autres mains (3).

211. — C) L'enfant légitime mineur a perdu l'un de ses parents mais il n'est pas sous la tutelle du survivant : cette situation peut se présenter dans trois hypothèses : 1° lorsque la mère survivante s'est fait excuser de la tutelle ; 2° lorsque la mère ayant convolé en secondes noces n'a pas été maintenue dans la tutelle par le Conseil de famille ; 3° lorsque le père

1. Trib. com. de la Seine, 8 mai 1843 [*Gaz des Trib. et Droit*, 8 et 9 mai 1843]. Lacan et Paulmier, *op. cit.*, t. I n° 232.

2. Trib. de Narbonne, 27 juin 1901 [*Droit*, 2 août 1901].

3. V. *infra*, n°s 218 et s.

ayant été privé, en vertu du quatrième alinéa de l'article 42 du Code pénal, du droit d'être tuteur ou curateur, le Conseil de famille n'a pas demandé que la tutelle de ses propres enfants lui fût conservée.

212. — Il y a dans ces trois cas non plus concours mais conflit de la puissance paternelle et de la tutelle. A la différence de la situation examinée dans les numéros précédents (195-210) la puissance paternelle et la tutelle, au lieu d'être réunies dans les mêmes mains, sont remises à des personnes différentes.

213. — La Cour de cassation dans un arrêt ancien avait jugé que, déchu par la seule force de la loi de la tutelle de droit, mais restée tutrice de fait, la mère remariée partageait avec son mari la responsabilité inhérente à l'administration de la personne et des biens de son pupille — ce qui est d'ailleurs admis par tout le monde. La Cour de cassation en tirait cette conséquence qui ne s'impose pas que « les actes qu'elle fait ou qu'elle autorise conjointement avec son mari doivent avoir la même force que si elle s'était fait maintenir dans la tutelle par délibération du Conseil de famille (1) ».

214. — Cette solution ne soulève pas d'objections sérieuses s'il n'existe point de tuteur nommé par le Conseil de famille ; le conflit ne peut naître puisqu'il n'existe pas de pouvoirs concurrents (2). Mais la

1. Cass., 15 décembre 1825 [D. 26.1.55].

2. Lacan et Paulmier, *op. cit.*, t. I, p. 367.

question serait plus délicate s'il existait un tuteur

Il y a lieu de faire une distinction entre le choix de la profession du mineur et les traités concernant l'exercice de cette profession qui peuvent engager les intérêts pécuniaires du mineur.

Si le mineur a un tuteur autre que son père ou sa mère, le consentement à l'engagement théâtral, en tant que choix d'une profession, est valablement donné par le père ou la mère survivante : mais le tuteur, à qui seul appartient l'administration du patrimoine, doit donner son consentement et son approbation aux stipulations pécuniaires de l'acte et notamment à la clause pénale. La Cour de Paris s'est prononcée en ce sens en annulant l'engagement souscrit par une mineure avec l'autorisation de sa mère qui avait la puissance paternelle, mais sans l'assentiment formel de son tuteur datif (1).

215. — Il n'est pas nécessaire, comme nous l'avons lu quelquefois, pour que cette doctrine soit appliquée, que le mineur ait des biens personnels (2) ; le tuteur a mission de protéger les biens à venir comme le patrimoine présent de son pupille. Son approbation est donc indispensable pour tout ce qui intéresse la fortune du pupille, stipulations pécuniaires et dédit.

216. — D) Le mineur a perdu son père et sa mère.

1. Paris, 20 juin. 1871 [*Journal des trib. de com.*, 71, p. 369].

2. Sauton, *op. cit.*, p. 58.

La question semble très simplifiée puisque la seule autorité qui s'exerce sur le mineur, la seule protection que la loi lui ait assurée est celle de son tuteur. Il ne faut cependant rien exagérer : l'article 450 § 1 du Code civil, aux termes duquel le tuteur prendra soin de la personne du pupille, n'investit point le tuteur d'un pouvoir discrétionnaire et illimité : les parents qui, en matière de garde ou d'éducation, croiraient avoir des réclamations à formuler contre les agissements du tuteur, peuvent s'adresser soit au conseil de famille, soit aux tribunaux ; ceux-ci du reste, s'ils sont directement saisis, ont toujours le droit de consulter le conseil de famille sur l'opportunité des mesures à prendre (1).

C'est donc, en principe, le tuteur qui a qualité pour assister le pupille qui veut contracter un engagement théâtral, et la loi du 15 pluviôse an XIII ayant statué qu'un membre de la commission administrative des hospices sera désigné pour remplir les fonctions de tuteur à l'égard des enfants assistés, il en résulte que c'est avec l'autorisation de ce membre de la commission administrative qu'un mineur assisté contracterait un engagement dramatique (2).

217. — Ajoutons — car c'est l'application du droit commun — que s'il s'agissait pour le mineur acteur

1. Nancy, 23 juillet 1906 [*Gaz. Pal.*, 31 août 1905].

2. *Pandectes françaises*. Répertoire, v^o *Acteurs*, n^o 87.

de louer ses services à son tuteur, directeur d'un théâtre, le pupille devait être assisté par le subrogé tuteur (art. 420 du C. civ.).

218. — Mais le tuteur, en cette matière, peut-il agir seul, ou doit-il consulter le conseil de famille ? La difficulté naît de ce que le consentement du tuteur à l'engagement du pupille impliquera la plupart du temps le choix d'une profession. Nous disons « la plupart du temps », car il pourrait se faire que le pupille eut embrassé la carrière dramatique du vivant de ses père et mère ou de l'un d'eux.

Dans le cas où le mineur est déjà « monté sur les planches » du vivant de ses parents et avec leur consentement, il ne nous paraît pas douteux que le concours du tuteur suffise à valider les engagements qu'il contractera une fois devenu orphelin (1).

219. — Mais un tuteur autre que le père ou la mère peut-il faire choix d'une carrière pour le pupille et l'y diriger sans avis du Conseil de famille ? — et, partant, autoriser le mineur à contracter un premier engagement théâtral ?

Se plaçant au point de vue général du choix d'une profession, Demolombe estime que le tuteur ne peut être, en pareil cas, seul arbitre. C'est contraire à la tradition du droit romain et de notre ancien droit. Pour inaugurer une doctrine nouvelle, il faudrait un

1. *Pandectes françaises*, Répertoire, v^o *Acteurs*, n^o 83.

texte plus positif que l'article 450 du Code civil qui se borne à charger le tuteur de prendre soin de la personne du mineur (1).

Le Conseil de famille, d'après Demolombe, devrait donc être appelé à délibérer, sauf au tribunal, en cas d'opposition entre le tuteur et le conseil, à prononcer entre eux (2).

Faut-il entendre la théorie de M. Demolombe en ce sens que le mineur orphelin ne peut, s'il n'était déjà acteur au moment où il a perdu le dernier mourant de ses père et mère, contracter un engagement théâtral qu'avec l'autorisation de son tuteur et l'avis conforme du Conseil de famille ?

La question est importante, car si l'on admet que l'avis du Conseil de famille est une formalité habilitante nécessaire, dans le cas où cet avis n'aurait pas été provoqué ni donné, l'engagement sera « nul en la forme » et le mineur pourra le faire annuler sans avoir à justifier d'aucune lésion (art. 1311) tandis que si l'avis du Conseil ne présentait pas ce caractère, il y aura lieu d'appliquer la règle « *minor non restituitur tanquam minor sed tanquam læsus* ».

Nous ne croyons pas que Demolombe ait lui-même tiré des objections qu'il oppose à la toute puissance

1. Demolombe. *Minorité*, t. I, n° 535 et s. ; Colmar, 9 juillet 1894 [D.95.2.541].

2. Bureau, *op. cit.*, p. 309 ; Conf. Trib. civil de Lille, 18 mars 1904. [Annuaire des J. de Paix, 1905, p. 141].

du tuteur une conclusion si positive. Il écrit en effet, dans un autre passage : « Le tuteur ne pourrait pas contracter seul un engagement théâtral ou dramatique pour le mineur ; il faudrait que le mineur lui-même consentît (1). » Ce qui signifie évidemment que, pour Demolombe, la forme normale d'un engagement dramatique valable est la convention passée entre le directeur et le pupille assisté de son tuteur.

Il nous semble que les auteurs spécialistes qui se sont appuyés sur l'autorité de Demolombe confondent jusqu'à un certain point les idées exprimées par le célèbre juriconsulte sur l'éducation du mineur, qui l'oriente vers un certain ordre de professions avec l'acte pratique qui réalise le choix de cette profession. Ainsi le Conseil de famille devrait être consulté sur la question de savoir s'il y a lieu d'envoyer, une mineure de onze ou douze ans au cours de danse, institué à l'Académie nationale de musique, où d'aspirantes ballerines apprennent à se disloquer avec grâce et le sourire aux lèvres. Mais le jour où cette éducation, évidemment un peu spéciale, aboutirait à un engagement dans les quadrilles de l'Opéra, le tuteur n'aurait plus besoin, pour autoriser le contrat, de se munir de l'avis conforme du Conseil de famille.

220. — C'est cette nuance assez facile à saisir, qui semble précisée par M. Bureau : « Le tuteur ayant

1. Demolombe. *Minorité*, t. I, n° 800.

l'administration générale des biens n'est pas obligé de consulter le Conseil de famille sur les conditions du contrat d'engagement (1). »

« Pourtant ajoute M. Bureau, il fera sagement, en toute circonstance, de prendre son avis, cette démarche pouvant atténuer, dans la suite, quoi qu'il advienne, sa responsabilité à l'égard du mineur (2). »

Essayons de dégager la question des obscurités qui l'enveloppent.

Il est certain que l'on a commencé par considérer le consentement du Conseil de famille comme nécessaire à la validité de l'engagement théâtral contracté par le mineur dont les père et mère sont décédés, probablement par analogie avec ce qui se passe en matière de mariage et de contrat de mariage.

Un jugement a été rendu dans ce sens par le tribunal de commerce de la Seine le 10 janvier 1828 (3) ; et il est dit, à plusieurs reprises à la jurisprudence générale de Dalloz que « l'engagement théâtral du mineur contracté avec l'autorisation du père ou de la mère tutrice à défaut du père, ou enfin du Conseil de famille à défaut de l'un et de l'autre, doit être réputé valable (4).

Mais on s'est peu à peu écarté de cette solution ;

1. Bureau. *Le théâtre et sa législation*, p. 310.

2. *Ibid.*

3. Cité par Dalloz. *Jurisp. gén.*, v° *Théâtre*, n° 169.

4. Dalloz. *Rép.*, v° *Théâtre et spectacles*, n° 169.

et, dans l'état actuel de la doctrine et des arrêts, on peut tenir pour à peu près admis que l'engagement dramatique du mineur orphelin n'exige pour sa validité que l'assistance du tuteur ou sa ratification.

221. — Nous disons « à peu près admis » : il ne serait pas en effet bien difficile, en fouillant avec quelque soin la jurisprudence, de trouver des arrêts qui ne s'accordent que médiocrement avec cette doctrine, par exemple cet arrêt de Paris du 1^{er} mars 1877, intervenu entre M^{me} Milly-Meyer et la direction du Concert Parisien qui s'exprime en ces termes : « Considérant que les actes auxquels a concouru pour les autoriser, le tuteur, administrateur légal de la personne et des biens du mineur ne sont irrévocables que s'ils ont été faits dans la limite de ses attributions, et que s'ils excèdent les pouvoirs d'administration confiés au tuteur, les dits actes restent soumis à l'action en rescision dans la mesure de la lésion qu'ils ont causée au mineur (1). »

222. — Etudions de près cet arrêt, car son examen attentif est de nature à justifier le reproche d'incohérence que nous nous permettons de formuler plus loin contre la jurisprudence.

Un tuteur autorise l'engagement théâtral de son pupille à des conditions qui peuvent devenir onéreuses pour l'artiste. Il a, dit la Cour, excédé ses pou-

1. Paris, 1^{er} mars 1877 [D. 78.9.108].

voirs. S'il en est ainsi, comment auraient pu être complétés les pouvoirs du tuteur ? Evidemment par une autorisation du Conseil de famille. Si cette intervention a fait défaut quelle est la sanction de l'imperfection du contrat ? La nullité pour défaut de formes, répond le droit commun. La rescision pour cause de lésion, affirme l'arrêt.

Lacan et Paulmier ont donné une théorie ingénieuse. D'après ces auteurs : « Sauf le cas où l'engagement renferme une clause exorbitante du droit commun, le tuteur a pouvoir suffisant ; il n'est pas nécessaire de recourir au Conseil de famille (1). »

Mais l'arrêt de 1877 (aff. Milly-Meyer), rendu vingt-quatre ans après la publication du livre de Lacan et Paulmier (2), n'est point d'accord avec la solution de ces auteurs. Si, en effet, un acte intéressant le pupille, exige le concours du tuteur et du conseil de famille, cet acte fait sans l'autorisation du conseil de famille est nul en la forme et non sujet à restitution pour lésion comme le décide la Cour de Paris.

Remarquons aussi la contradiction qui existe entre la doctrine de M. Bureau (3) et celle de Lacan et Paulmier. D'après Lacan et Paulmier, le tuteur peut, sans l'autorisation du Conseil de famille, habilitier le

1. Lacan et Paulmier, *op. cit.*, t. I. n° 229.

2. Le traité de Lacan et Paulmier a paru en 1853.

3. Le livre de M. Bureau, *Le théâtre et la législation* a été publié en 1897.

pupille à contracter un engagement théâtral ; mais cette autorisation lui devient nécessaire, lorsqu'il s'agit des clauses pécuniaires onéreuses pour le mineur.

D'après Bureau « le tuteur ayant l'administration générale des biens n'est pas obligé de consulter le Conseil de famille sur les conditions du contrat d'engagement ».

223. — La loi du 27 février 1880 a-t-elle apporté quelque changement dans l'état de choses antérieur ? On sait que cette loi, qui a eu principalement en vue l'aliénation des valeurs de portefeuille du mineur, mais dans laquelle on rencontre quelques expressions assez générales, a été interprétée par les tribunaux en ce sens qu'elle exigerait l'intervention du Conseil de famille et au besoin l'homologation du tribunal, toutes les fois qu'il s'agirait de l'aliénation de capitaux appartenant au mineur.

Application de cette conception a été faite à l'engagement théâtral des mineurs. Il a été jugé le 27 juin 1889 par la Cour de Paris (1) « que la mère tutrice de sa fille mineure peut valablement consentir au nom de celle-ci à un engagement théâtral, mais qu'elle excède ses pouvoirs d'administration en soumettant la rupture de l'engagement à un dédit hors de pro-

1. Paris, 27 juin 1889 [S. 89. 2. 150] (Porel'. Il s'agissait de l'engagement de M^{lle} Yahne.

portion avec les appointements alloués à sa fille... Attendu, dit l'arrêt, que, d'après les règles tirées de l'article 457 du Code civil et de la loi du 27 février 1880, la stipulation de ce dédit, lequel réglait éventuellement l'aliénation de capitaux appartenant au mineur, devait, pour être valable, être autorisée par le Conseil de famille : qu'en l'absence de cette autorisation la nullité de la clause pénale doit être prononcée ».

Il ne s'agit plus cette fois de rescision pour lésion ; il s'agit de nullité, et, d'ailleurs la sanction des infractions à la loi du 27 février 1880 est la nullité « nullité en la forme » pour parler comme l'article 1311, et l'arrêt invoque la loi de 1880. Seulement la Cour n'est pas bien sûre de son fait, puisqu'elle se préoccupe de ce que le dédit était hors de proportion avec les appointements de l'actrice, c'est-à-dire du caractère lésif du contrat (1).

224. — Nous nous proposons de revenir sur ces incertitudes et ces contradictions. Ce qui nous semble dès à présent acquis, c'est que, si l'on proclame en principe que le pupille peut contracter un engagement théâtral avec le seul consentement de son tuteur et sans l'avis du Conseil de famille, la portée de cette règle est singulièrement atténuée de ce fait que l'intervention du Conseil de famille est exigée dès l'instant qu'il y a une stipulation de dédit qui figure toujours dans les contrats de ce genre.

2. *Répertoire gén. alphab. du Dr. fr.*, v° *Lésion*, n° 87.

225. — E) Le mineur est enfant naturel : Les règles qui viennent d'être exposées sont applicables aux enfants naturels, sous la réserve des modifications admises en ce qui les concerne par le droit commun, soit avant, soit depuis la loi du 2 juillet 1907.

S'il s'agit d'un enfant naturel reconnu par son père et sa mère, il était admis avant la loi de 1907 que les contrats passés par le mineur — par conséquent l'engagement théâtral du mineur — devaient être autorisés par le père en cas d'accord entre les parents.

Mais en cas de dissentiment entre le père et la mère, comme là où il n'existe pas de famille il ne saurait exister de chef de famille, la jurisprudence décidait qu'il appartient au tribunal saisi de la contestation de déterminer, en s'inspirant avant tout de l'intérêt de l'enfant, celle des deux volontés qui devait l'emporter (1).

Après la loi du 2 juillet 1907, il a été jugé qu'aux termes de l'article 383 du Code civil modifié par la loi nouvelle, en cas de reconnaissance simultanée d'un enfant naturel par le père et la mère, le père seul exerce l'autorité attachée à la puissance paternelle (2).

Mais si la reconnaissance des deux auteurs de l'en-

1. Trib. Seine, 6 février 1901 [*Droit*, 25 sept. 1901]; Trib. de Chambéry, 8 déc. 1900 [*Gaz. Trib.*, 16 févr. 1901].

2. Besançon, 30 décembre 1908 [*Droit*, 7 février 1909; *Gaz. Pal.*, 20 févr. 1909].

fant naturel n'a pas été simultanée, la puissance paternelle est exercée par celui de ses père et mère qui l'aura reconnu le premier (1). — A moins que le tribunal n'eut cru devoir, dans l'intérêt de l'enfant, confier la puissance paternelle à celui des deux parents qui n'en était pas légalement investi (2).

226. — Ces solutions générales suffisent à déterminer les conditions nécessaires à la validité de l'engagement dramatique contracté par l'enfant naturel mineur.

Cet enfant doit être assisté :

1° Par son père, s'il a été reconnu simultanément par ses deux parents ;

2° Par celui de ses parents qui l'a reconnu le premier si les reconnaissances ont été successives, ou, dans le même cas, par celui des parents auquel la puissance paternelle a été conférée par le tribunal ;

3° Par celui de ses parents qui l'a reconnu s'il n'a été reconnu que par l'un d'eux ;

4° Par le survivant de ses parents qui l'ont tous deux reconnu, si l'un d'eux est décédé.

217. — Mais que devrait-on décider :

1° Lorsque les parents qui ont reconnu l'enfant naturel sont tous deux décédés ; ou que l'enfant naturel a perdu le parent unique par lequel il avait été reconnu ?

1. Paris, 5 août 1908 [*Droit*, 30 oct. 1908].

2. Trib. Seine, 30 janv. 1908 [*Gaz. Pal.*, 31 janvier 1908].

2° Dans les hypothèses où la jurisprudence admet que l'intervention du Conseil de famille est nécessaire à la validité de l'engagement ou de certaines de ses clauses ?

Il faut ici tenir compte de deux lois récentes qui ont successivement modifié l'article 389 du Code civil, la loi du 2 juillet 1907 et la loi du 6 avril 1910.

La loi du 6 avril 1910 attribue au père administrateur légal le droit d'accomplir seul les actes que le tuteur peut faire seul et avec l'autorisation du conseil de famille : mais il faut combiner cette disposition avec la loi de 1907 aux termes de laquelle celui des parents naturels auquel est remise l'administration légale ne peut jamais — quand même ce serait le père — se passer de l'autorisation du Conseil de famille dans les cas où elle est jugée nécessaire par la jurisprudence (1).

D'autre part, la loi du 2 juillet 1907, ayant rompu avec la tradition d'après laquelle on recrutait au profit de l'enfant naturel un conseil de famille parmi ses amis ou les amis de ses parents, a attribué les fonctions de Conseil de famille des enfants naturels au tribunal de première instance du domicile légal du parent investi de la tutelle au moment où il a reconnu

1 La loi dit en effet en termes exprès que cette administration légale n'est qu'une tutelle, et que celui qui est appelé à l'exercer doit faire nommer un subrogé-tuteur dans les trois mois de son entrée en fonctions.

son enfant, ou au tribunal du lieu de la résidence de l'enfant s'il n'est pas reconnu.

228. — Il sort de là :

1° Que l'engagement théâtral de l'enfant naturel mineur devra être autorisé par le tribunal en Chambre du Conseil lorsque l'enfant n'a pas été reconnu, ou qu'il a perdu les parents qui l'avaient reconnu.

2° Que dans le cas où l'engagement est contracté par l'enfant naturel mineur avec l'assistance du parent qui exerce sur lui la puissance paternelle, les stipulations onéreuses du contrat ne seront valables qu'à la condition d'avoir été soumises au tribunal et acceptées par lui.

*
* *

229. — Le père ou le tuteur peut révoquer son autorisation si, dans le cours de l'engagement, il surgissait des dangers imprévus pour la moralité du mineur.

Il ne faut pas, d'autre part, que la révocation intervienne arbitrairement. Une révocation qui procéderait d'un pur caprice du protecteur légal du mineur exposerait son auteur à une action en dommages-intérêts du directeur (1).

On comprend qu'il y a là une question de fait qui ne peut être résolue que par l'appréciation des tri-

1. Dubosc et Goujon, *op. cit.*, p. 36.

bunaux et qui échapperait à la censure de la Cour de cassation.

§ III. — FORMES DE L'AUTORISATION

230. — L'autorisation nécessaire à la validité de l'engagement théâtral du mineur, qu'elle émane des parents, de l'un d'eux ou du tuteur, n'a pas besoin d'être expresse : la jurisprudence est constante sur ce point.

Il suffit que le contrat soit ratifié par les parents ou le tuteur et cette ratification peut résulter des faits de la cause (1).

231. — Quant aux faits qui impliquent cette ratification, ils peuvent prendre les aspects les plus variés : les espèces fourmillent et il va sans dire que les tribunaux ont en cette matière un grand pouvoir d'appréciation (2).

La jurisprudence a fait résulter l'autorisation tacite de ce qu'avant d'entrer dans un théâtre, le mineur en avait déjà parcouru d'autres et de son agrément ; de ce que le père touchait lui-même les appointements de l'artiste ; de ce qu'il le conduisait ou le faisait conduire au théâtre ; de ce qu'il assistait aux répétitions etc., etc. (3).

1. Trib. civ. Seine, 25 nov. 1896, [D. 97.2.297].

2. Paris 20 juin 1871 [précité] ; André Hesse, *op. cit.*, p. 129.

3. Trib. Seine, 12 juin 1830 [*Gaz. trib.*, 13 juin 1830] ; Trib. comm. Seine, 15 déc. 1831 [*Gaz. trib.*, 16 décembre 1831] ; Paris, 1^{er} mars,

Il a été jugé notamment qu'un père était non fondé à attaquer l'engagement de sa fille mineure sous le prétexte qu'il ne l'a pas signé, alors que l'artiste mineure, habitait chez ses père et mère et que la mère accompagnait sa fille à chaque représentation (1).

232. — Il ne faut cependant rien exagérer et la doctrine admet que l'autorisation donnée à un mineur ne doit pas être étendue au delà de son objet. Une autorisation générale par laquelle un père consentirait à ce que son fils suive la carrière dramatique ne validerait pas tous les engagements ultérieurs que celui-ci pourrait contracter. Elle validerait seulement l'engagement à l'occasion et en vue duquel elle aurait été donnée (2).

233. — Ajoutons que, si, en principe, le mineur non émancipé peut valablement contracter un engagement théâtral sans l'autorisation expresse et par écrit du père administrateur légal, à condition de justifier d'une autorisation tacite de celui-ci, cela n'implique pas que le père — nous en dirions tout autant du tuteur — ait eut une pleine connaissance des diverses clauses du traité intervenu entre le mineur et le directeur. C'est ce qui a été admis par la

1877 [D. 78.2.168] ; Justice de paix, XIV^e arrondissement, Paris, 2 mai 1906 [*Gaz. trib.*, 20 mai 1906].

1. Trib. Seine, 25 oc. 1894 [*Gaz. Pal.*, 94.2.587].

2. Lacan et Paulmier, *op. cit.*, t. I, n^o 236.

Cour de Paris dans le procès Koning c. Jane May (1).

Lorsque le protecteur légal du mineur n'a pas signé le traité, on peut en conclure logiquement qu'il ne l'a pas lu ; et l'adhésion tacite qu'il y donne sans le bien connaître ne met pas le contrat à l'abri de la rescision pour cause de lésion.

234. — Il semblerait *a contrario* que le traité auquel le protecteur légal du pupille aurait donné son adhésion écrite devrait échapper à toute demande de rescision. Telle n'est pas cependant la jurisprudence qui, même dans ce cas, admet que le pupille peut faire annuler la clause qui stipule un dédit excessif.

Il y aurait peut-être lieu, depuis la loi du 6 avril 1910, de faire une distinction entre le cas où le consentement exprès et écrit a été donné par un tuteur et celui où il émane du père administrateur légal. Le tuteur, en effet, excède ses pouvoirs d'administration s'il accepte la stipulation d'un dédit onéreux sans faire intervenir le Conseil de famille, tandis que l'administrateur légal, d'après la loi de 1910, peut faire seul ce que le tuteur ferait avec l'autorisation du Conseil de famille : on en pourrait conclure que la signature du père administrateur rend le contrat inattaquable, tandis que la collaboration du tuteur sans le concours du Conseil de famille laisse une porte ouverte à la rescision.

1. Paris, 8 juillet 1882 [précité].

Nous ne croyons pas cependant que la jurisprudence se montre quant à présent, disposée à faire cette distinction (1).

*
* *

235. — Il n'y a pas du reste que la ratification des parents ou du tuteur qui puisse valider un engagement originairement irrégulier, il y a aussi la confirmation du mineur devenu majeur. Cette confirmation peut intervenir pour toute espèce de contrats, et elle peut être tacite. Il suffit pour cela que l'obligation soit exécutée volontairement après l'époque à laquelle elle pouvait être valablement confirmée et ratifiée (2).

La jurisprudence a fait l'application (qui d'ailleurs s'imposait) de ce principe à l'engagement théâtral. Si l'artiste une fois devenu majeur en exécute les clauses, il le confirme et est censé avoir renoncé à se prévaloir de sa nullité (3).

SECTION II

Conditions de validité de l'engagement théâtral du mineur émancipé.

236. — La solution des problèmes juridiques concernant la validité de l'engagement dramatique du mineur émancipé est beaucoup plus simple que celle

1. Trib. Seine, 29 nov. 1911 [*Gaz. Trib.*, 2^e fascic. mensuel, fév. 1912. 2.133].

2. Nancy, 12 avril 1910 [*La loi*, 6 janvier].

3. Trib. comm., Rouen, 13 déc. 1889 [*Gaz. Pal.*, 90.1.62].

des questions que soulèvent les situations très variées dans lesquelles peut se trouver un mineur non émancipé. Elle ne comporte aucune des distinctions qui, à la précédente section, ont embarrassé la marche de nos discussions. Que le mineur émancipé ait ou non perdu ses parents ou l'un d'eux, qu'il soit enfant légitime ou naturel, cela ne change presque rien aux conditions dans lesquelles il exerce la demi-capacité que le législateur lui a accordée.

Aussi, tout en suivant rigoureusement l'ordre que, nous avons observé à la section I, ne nous croyons-nous pas obligé de recourir aux subdivisions que nous avons introduites dans cette partie de notre étude.

∴

237. — A la première question, qui est celle de savoir par qui doit être contracté l'engagement théâtral du mineur émancipé, la réponse est donnée par le droit commun. Ce qui est une exception pour le mineur non émancipé est de règle pour le mineur émancipé. C'est toujours lui qui agit en personne, dans tous les contrats qui l'intéressent. Son protecteur légal, c'est-à-dire son curateur ne procède jamais par voie de *negotiorum gestio*. C'est donc le mineur émancipé qui consentira en personne son engagement théâtral, conformément au droit commun.

∴

238. — Mais l'assistance du curateur est-elle indispensable à la validité de l'engagement théâtral contracté par le mineur émancipé, ou celui-ci peut-il contracter seul un engagement valable ? Les tribunaux ont varié sur cette question dont la solution dépend du caractère que l'on attribue à l'engagement théâtral. Si c'est un acte d'administration, le mineur émancipé n'a besoin d'aucune assistance pour le contracter. Si l'engagement théâtral excède les limites d'un acte d'administration, l'assistance ou la ratification du curateur est nécessaire à sa validité.

Ce caractère a été diversement apprécié par la justice dans des procès où l'on voit la plupart du temps apparaître des noms connus du public contemporain, ou dont le temps n'a pas encore effacé la notoriété.

L'engagement contracté par le mineur émancipé sans l'assistance de son curateur a été déclaré valable par un jugement du tribunal de la Seine du 14 mai 1841 (1), par un autre jugement du 20 août 1845 (2).

Et le même tribunal a prononcé la nullité de l'engagement contracté par le mineur émancipé sans l'as-

1. Trib. Seine, 14 mai 1841 [*Gaz. Trib.*, 15 mai 1841]. Clarisse Midroy (Clarisse Miroy l'amusante duègne de la fin du Deuxième Empire).

2. Trib. Seine, 20 août 1845. Pochonnet [*Gaz. trib.*, 21 août 1845].

sistance de son curateur le 25 novembre 1836 (1), et le 15 février 1852 (2).

239. — Nous ne rencontrons pas beaucoup plus d'accord dans la doctrine ; trois systèmes ont été produits.

240. — *Premier système.* — Le mineur émancipé peut contracter seul un engagement théâtral.

« En principe, dit M. Planiol, l'émancipé est maître de sa personne ; son curateur n'est en aucune manière chargé de le surveiller...

« Il peut compléter à sa guise son éducation, et choisir la profession qu'il veut, contracter un engagement militaire avant 20 ans, ou un engagement théâtral (3). »

« Nous nous rallions, dit M. Davray, à la thèse de la jurisprudence (4), qui range l'engagement dans la classe des actes qu'un mineur émancipé peut faire seul, sans l'assistance de son curateur. Aucune raison ne s'oppose, en droit, à ce que l'engagement soit considéré comme un acte d'administration (5) ; en

1. Trib. Seine, 25 nov. 1836, [*Gaz. Trib.*, 26 nov. 36] Bressant ; il s'agissait du célèbre sociétaire de la Comédie française.

2. Trib. Seine, 15 février 1852 [*Gaz. Trib.*, 19 février 1852], *Mila Deschamps*.

3. Planiol. *Traité Élém. de Dr. civ.*, t. I, n° 1999.

4. De quelle jurisprudence ? Les décisions sont contradictoires et les plus récentes semblent incliner dans le sens opposé.

5. Nous y voyons au contraire un acte de disposition du caractère le plus grave.

fait, le mineur émancipé jouit d'une connaissance des choses de la vie qui lui permet de contracter un engagement dans des conditions telles qu'il ne sera pas frustré par un directeur (1). »

C'est un paradoxe : en fait, à chaque instant, les actrices mineures contractent moyennant des « salaires de famine » des engagements dont le principal avantage est de leur permettre de produire leur beauté sur la scène, et acceptent la stipulation de dédits énormes qu'elles comptent bien ne pas payer ou faire payer par quelque ami généreux.

241. — *Deuxième système.* — Le mineur émancipé ne peut, pas plus que le mineur non émancipé, contracter un engagement théâtral : les articles 480 et suivants du Code Napoléon déterminent les actes que le mineur émancipé peut faire seul et ils bornent sa capacité aux actes de pure administration. Un engagement théâtral sort de ces limites.

En conséquence cet engagement n'est valable qu'autant que le mineur émancipé aura obtenu le consentement du père, de la mère survivante, ou de son curateur (2).

Le meilleur argument qui puisse être donné en faveur de cette doctrine, c'est que l'engagement théâ-

1. Davray, *op. cit.*, p. 40. Sic Bureau, *op. cit.*, p. 312 ; Guichard, *op. cit.*, p. 149.

2. Lacan et Paulmier, *op. cit.*, t. I, n° 227 ; Dubosc et Goujon, *op. cit.*, p. 43 ; Deseure, *op. cit.*, p. 25.

tral enchaîne en général la liberté de l'acteur pour un nombre d'années assez considérable, que, grâce aux stipulations de dédit il peut avoir pour la fortune du jeune artiste les conséquences les plus graves, et que la carrière théâtrale, à côté des risques matériels qu'elle fait naître, est une source de périls moraux d'autant plus à redouter qu'ils sont masqués par des séductions plus grandes (1).

Un argument que nous repoussons absolument c'est le rapprochement qu'établissent les défenseurs de ce deuxième système entre l'engagement théâtral et la profession commerciale. Un mineur émancipé, dit-on, ne peut faire le commerce qu'autant que le père, la mère ou le Conseil de famille le juge apte à cette profession, et l'autorise à l'exercer (2).

On peut répondre que l'article 2 du Code de commerce qui formule ces exigences est de droit exceptionnel, et qu'il n'y a lieu d'en rien retenir toutes les fois qu'il s'agit d'une autre carrière que la profession commerciale.

242. — *Troisième Système.* — L'engagement théâtral est tantôt un acte d'administration permis au mineur émancipé et tantôt un acte de disposition qui

1. *Pandectes françaises*. Rép., v° *Acteur*, n° 70.

2. « Les comédiens étant assimilés par la jurisprudence aux commerçants (?) nul ne peut valablement contracter un engagement commercial s'il n'est capable de faire le commerce. » Vulpian et Gauthier. *Code des Théâtres*, p. 212. *Contra*. Constant, *op. cit.*, p. 87.

excède les limites de sa capacité. C'est un acte d'administration si le mineur se contente de louer ses services pour un temps normal, par exemple pour une saison, si, l'engagement étant fait pour plusieurs années, les appointements stipulés croissent suivant une progression correspondant au développement du talent du jeune artiste, si le directeur n'a pas stipulé un dédit exagéré.

Ce n'est plus un acte d'administration si l'engagement est contracté pour plusieurs années, si les appointements sont, pendant toute la durée du contrat, maintenu au taux des débuts, si la clause pénale est excessive.

En termes plus simples, le contrat sera un acte d'administration, ou un acte excédant les limites de l'administration, suivant que le mineur aura fait une bonne ou une mauvaise affaire. C'est une solution qui semble au premier coup d'œil peu juridique. Elle a été vivement attaquée en doctrine ; mais la jurisprudence l'a maintes fois appliquée sans la formuler expressément ; et elle n'est pas si antijuridique qu'on veut bien le dire, car elle est la traduction pratique de la règle, « *minor non restituitur tanquam minor sed tanquam læsus* ».

On pourrait, quant au mineur émancipé, donner une variante de la formule et dire que « le mineur émancipé ne fait plus acte d'administration... lorsqu'il fait un acte de mauvaise administration ! »

243. — Il nous faut prendre parti entre ces divers systèmes : nous avons dit plus haut (1) qu'en dépit de l'indifférence dans laquelle on semblait s'envelopper à son égard, la question morale transparaisait derrière tous les problèmes juridiques de la matière : sous l'empire de cette conviction, nous n'hésitons pas à considérer comme monstrueuse l'assimilation de l'engagement théâtral à un acte d'administration, et la théorie qui consiste à prendre pour base des solutions à donner, cette idée que « si le mineur ne risque pas d'argent, il ne risque rien ».

Nous considérons en conséquence l'assistance du curateur comme absolument nécessaire à la validité de l'engagement théâtral du mineur émancipé.

244. — Mais si cette assistance est indispensable, est-elle suffisante et n'a-t-elle pas besoin d'être complétée par l'autorisation du conseil de famille ? La négative, à notre avis, ne pouvait faire de doute avant la loi du 27 février 1880. Toute obligation n'entraînant aucune affectation spéciale du patrimoine immobilier du mineur émancipé pouvait être contractée par lui avec la seule autorisation de son curateur, et c'était le cas de l'engagement théâtral. Aussi presque tous les auteurs qui ont écrit antérieurement à la loi enseignent-ils que, lorsque le mineur émancipé a été assisté par son curateur, l'engagement contracté par

1. V. *supra*, n° 178.

lui est aussi valable que s'il avait été contracté par un majeur (1).

245. — Après la loi du 27 février 1880, la question est devenue plus délicate si, comme l'arrêt de Paris du 27 juin 1889 (aff. Yahne c. Porel), on interprète la loi en ce sens qu'elle exige l'intervention du conseil de famille pour toute opération de laquelle résulterait une aliénation éventuelle des capitaux du mineur. Il résulterait de cette interprétation, qui est d'ailleurs fort rationnelle, que, toutes les fois que le contrat d'engagement contient un dédit (et c'est le cas habituel) l'assistance du curateur du mineur émancipé ne suffit pas plus que l'autorisation du tuteur du mineur non émancipé.

246. — S'il s'agissait d'un mineur émancipé encore soumis à l'administration légale du père de famille, la question qui aurait pu être résolue de la même façon pendant la période comprise entre le 23 février 1880 et le 10 avril 1910, recevrait aujourd'hui une solution différente, la loi de 1910 ayant déclaré le père administrateur légal capable de faire seul tous les actes que le tuteur accomplit valablement soit seul, soit avec le concours du conseil de famille.

★
• ★

1. Aubry et Rau, t. IV, p. 254, § 335; Duranton, t. III, p. 292 et t. V, p. 287; Laurent, t. V, n° 229; Colmet de Santerre, t. V, n° 270 *bis*. *Contra* Zachariæ, § 334. V. texte et note 2; Demante, t. II, p. 781 et 782.

247. — Si enfin, suivant toujours l'ordre adopté par nous dans la section précédente, nous nous demandons en quelle forme doit être donné le consentement du curateur du mineur émancipé, nous n'aurons pas grand'peine à décider qu'il est impossible de se montrer plus rigoureux pour ce consentement que pour l'autorisation des parents ou du tuteur du mineur émancipé. Ce consentement n'a donc pas besoin d'être écrit ni antérieur ou concomitant au contrat ; il peut être donné tacitement ; il peut intervenir après coup sous la forme d'une ratification expresse ou tacite dont les éléments sont livrés à l'appréciation des tribunaux (1).

*
* *

248. — Le mineur émancipé serait-il irrémédiablement et définitivement paralysé par le refus du curateur de prêter assistance à son engagement théâtral ?

Il a été jugé que le mineur qui ne peut obtenir l'assistance de son curateur doit saisir de ce refus le Conseil de famille lequel peut, soit enjoindre au curateur de prêter son assistance, si cette injonction

1 L'engagement théâtral du mineur émancipé n'ayant rien de commercial, l'autorisation n'a nullement besoin d'être enregistrée et affichée au tribunal de commerce. Lacan et Paulmier, *op. cit.*, t. I, n° 244.

paraît devoir être suffisante, soit, dans le cas contraire, nommer un curateur *ad hoc*.

Si le Conseil de famille rejette la demande du mineur, celui-ci a le droit de se pourvoir devant les tribunaux contre cette décision ; et les tribunaux peuvent soit maintenir, soit anéantir, soit réformer toute délibération d'un Conseil de famille, qu'elle soit ou non sujette à homologation.

Le tribunal saisi de la contestation peut, s'il estime que la nomination d'un curateur *ad hoc* a été refusée à tort, ordonner une nouvelle réunion du Conseil de famille afin de désigner la personne qui devra remplir cette fonction : il peut aussi procéder lui-même à cette nomination, tout au moins s'il estime qu'une nouvelle réunion ne pourrait produire aucun résultat et qu'il ne servirait à rien de réunir indéfiniment un Conseil de famille obstiné dans son refus (1).

• * •

249. — *Réduction des engagements du mineur émancipé et retrait de l'émancipation.* — On sait que les tribunaux ont, aux termes de l'article 484 du Code civil, la faculté de réduire, suivant la fortune du mineur, la bonne ou la mauvaise foi des person-

1. Douai, 15 décembre 1900. *Recueil des arrêts de la Cour de Douai*, 1901, p. 499.

nes qui ont contracté avec lui, l'utilité ou l'inutilité des dépenses, les obligations excessives contractées par le mineur émancipé.

Cette disposition est-elle applicable à l'engagement théâtral ? Si l'on admet que le mineur émancipé ne peut souscrire un engagement théâtral sans l'autorisation de son curateur, il ne serait guère possible d'en faire l'application aux clauses même de l'engagement et spécialement au dédit stipulé, le mineur émancipé ayant, quand il est assisté de son curateur, la même capacité qu'un majeur (1).

Mais, dans le système qui admet que le mineur émancipé peut contracter un engagement théâtral sans l'assistance de son curateur, il y aurait lieu, enseignent plusieurs auteurs, à la réduction de l'article 484, si le mineur s'était obligé à payer un dédit exagéré en cas d'inexécution du traité ; et les tribunaux apprécieraient souverainement le caractère légitime ou excessif de l'obligation en prenant en considération la durée de l'engagement, les appointements, la fortune du mineur, etc. L'action en réduction ne pourrait, dans l'espèce, être exercée que par le mineur émancipé, assisté de son curateur (2).

Dans tous les systèmes, il y aurait lieu à réduction des obligations excessives contractées par le mineur

1. V. *supra*, n° 244.

2. Aubry et Rau, t I, § 132, p. 549, texte et note 10 ; Laurent, t. V, n° 241 ; *Pandectes françaises. Rép.*, v° *Acteurs* n° 73.

émancipé pour causes étrangères à sa profession (1).

250. — En matière d'engagement théâtral, comme pour tout autre engagement, en cas de constatation d'obligations excessives, l'émancipation est retirée au mineur émancipé et non marié (art. 485 et 476 du C. civ.) (2).

Il ne faut pas se tromper sur les conséquences de ce retrait d'émancipation : tous les engagements pris par le mineur pendant son émancipation continuent, sauf décision judiciaire, à être exécutés absolument comme si l'émancipation existait encore. Seulement, à partir du retrait, le mineur replacé sous tutelle ou sous puissance, ne peut contracter, aucun nouvel engagement, ni toucher les appointements échus ou à échoir (3).

*
* *

251. — Nous terminerons ce chapitre par une observation commune à l'engagement de tous les incapables. Nous avons vu dans notre première partie qu'un mari peut interdire à sa femme de traiter avec des directeurs de théâtre, et, en cas d'infraction à cette défense, poursuivre le directeur en dommages-inté-

1, Lacan et Paulmier, t I, n° 247 ; Bureau, *op cit.*, p. 313.

2. Aubry et Rau, t. I, p. 357, § 135 ; Demolombe, t. V, III, n° 346, et 349-351 ; Delvincourt, t. I, part. II, p. 516 ; Laurent, t. V, n° 240.

3. *Pandectes françaises*. Répertoire, v° *Acteurs*, n° 74.

rêts (1). C'est du reste une jurisprudence très récente.

On s'est demandé s'il n'y avait pas lieu de la généraliser et de donner aux représentants des autres incapables — les mineurs émancipés ou non — le droit de demander des dommages intérêts aux directeurs qui n'auraient pas ignoré cette défense. Cette généralisation nous paraît très rationnelle (2).

1. V. *Supra*, n° 12.

2. Falgucettes, *Essai sur l'engagement théâtral*. Thèse 1905, p. 49.

CHAPITRE III

Conséquences de la validité ou de la nullité des engagements

SECTION I

Engagements valables

252. — Un engagement théâtral valable doit sortir tous ses effets aussi bien à la charge de l'artiste qu'à son profit. Il semblerait donc que, lorsqu'un mineur émancipé ou non a souscrit le contrat avec l'assistance ou l'autorisation de son père, de sa mère, de son tuteur ou de son curateur, il est valablement obligé. L'autorisation ou l'assistance de ses protecteurs légaux « présente toutes les garanties que l'on peut raisonnablement désirer pour la sauvegarde de ses intérêts (1) ».

Et, si nous nous plaçons à un point de vue général, « il est presque unanimement admis que l'action en rescision pour lésion n'est pas ouverte au mineur contre les actes passés par lui avec l'autorisation de son tuteur. L'acte émane aussi complètement de la

1. Lacan et Paulmier, *op. cit.*, t. I, n° 229.

volonté du tuteur lorsqu'il autorise que lorsqu'il agit par lui-même (1) ».

Sous la réserve, bien entendu, que les actes envisagés auront été faits dans les limites des attributions du tuteur : s'ils excèdent les pouvoirs d'administration conférés par la loi au tuteur, ils ne sont pas irrévocables. La Cour de Paris les déclare sujets à rescision dans la mesure de la lésion causée au mineur (2). Nous dirions, nous, et nous croyons être d'accord avec tous les auteurs, qu'ils sont nuls en la forme.

253. — Ecartons les contrats dans lesquels l'intervention du représentant légal de l'incapable est entachée d'un excès de pouvoir qui en détruit toute la valeur et ne retenons que ceux qui ont été consacrés par une assistance absolument conforme aux exigences de la loi : ces contrats devraient être inattaquables.

Certains engagements ont pourtant été déclarés nuls alors qu'ils pouvaient invoquer le bénéfice d'une régularité parfaite (3). La plus importante de ces dé-

1. Bureau, *op. cit.*, p. 310 ; Sic Aubry et Rau, t. IV, § 335, note 5 ; Demolombe, *Contrats*, t. VI, n° 98 ; Baudry-Lacantinerie, *Précis*, t. II, nos 1156 et 1157.

2. Paris, 1^{er} mars 1877. [D. 78,2,109].

3. Trib. Seine, 25 nov. 1836 [*Gaz. Trib.*, 26 nov. 1836] ; Trib. Seine, 7 mars 1839 [*Gaz. Trib.*, 8 mars 1839] confirmé par la Cour de Paris, 8 juin 1839 [*Gaz. Trib.*, 9 juin, 1839].

cisions (Cour de Paris, 8 juin 1839) s'appuyait sur la lésion résultant de la stipulation d'un dédit exagéré.

Cette jurisprudence nous paraît incontestablement entachée d'hérésie. Elle est en outre très dangereuse, car elle aboutit à une impasse ! Comment les directeurs pourront-ils, lorsqu'ils traitent avec un incapable s'assurer quelque sécurité ? Et l'incapable trop protégé, trouvera-t-il une contrepartie qui veuille contracter avec lui dans des conditions si précaires !

Devra-t'on s'adresser au Conseil de famille ? La loi ne le dit pas... ou, du moins, n'en disait rien avant la loi du 27 février 1880. Devra-t-on solliciter l'homologation du tribunal ? « Mais les tribunaux ne sont pas à même de connaître la vocation d'un mineur, ses dispositions, le genre de son talent, sa moralité ; leur intervention dans de pareilles affaires n'est pas plus à désirer pour eux que pour les administrations théâtrales (1). »

254. — Les tribunaux ont fini par reculer devant cette théorie si difficile à concilier avec les textes.

La jurisprudence, à cette période de son évolution, s'est appuyée sur l'article 1127 du Code civil pour établir une distinction, entre l'engagement qu'elle déclarait valable et la clause pénale (le dédit) dont elle prononçait la nullité, si elle la trouvait excessive (2).

1. Lacan et Paulmier, t. I, n° 229.

2. Trib. Seine, 21 août 1845 [précité].

L'article 1127 dispose en effet que la nullité de l'obligation principale entraîne la nullité de la clause pénale, mais que la clause pénale n'entraîne point la nullité de l'obligation principale.

Cette jurisprudence, qui satisfaisait assez bien l'équité, est difficile à défendre au point de vue juridique. De deux choses l'une : ou l'intervention des représentants légaux de l'incapable le place dans la même situation qu'un majeur — et alors le contrat ne peut pas plus être attaqué dans une de ses clauses que dans son ensemble — ou l'intervention du protecteur légal de l'incapable n'ajoute rien à la validité du contrat et le contrat lui-même n'échappe pas plus à la nullité que la clause concernant le dédit.

On invoquerait en vain la règle « *minor non restituitur tanquam minor sed tanquam læsus* ». La lésion peut aussi bien résulter de l'engagement lui-même que de l'exagération du dédit.

255. — Cette jurisprudence « prétorienne » avait le mérite d'être commode, mais elle heurtait le principe incontesté en doctrine que tout acte non formaliste d'un incapable assisté de son *auctor* (1) légal a toute la valeur de l'acte accompli par une personne capable.

1. Nous employons à dessein l'expression romaine qui signifie « celui qui complète ».

Il faut ajouter à la décharge de la jurisprudence qu'elle était désarmée avant la loi du 27 février 1880 par l'indifférence que manifestait le législateur à l'égard du patrimoine mobilier des incapables, et des contrats qui pouvaient le mettre en péril. Mais ce n'est pas là une raison suffisante pour donner une entorse à la loi.

L'engagement contracté régulièrement, c'est-à-dire avec le concours des représentants légaux de l'incapable dans les cas où la loi n'exige rien de plus doit donc produire son plein et entier effet. Il doit même entraîner la validité des contrats faits par l'incapable seul qui sont la conséquence de la profession qu'il a embrassée et qui font pour ainsi dire partie de l'exercice de cette profession.

256. — C'est là, néanmoins, un principe dont il ne faut ni exagérer la portée ni étendre trop loin l'application.

Les dépenses de toilette des actrices mineures ont souvent donné aux tribunaux l'occasion de déclarer que ces prétendues nécessités professionnelles avaient des limites.

Sans doute, lorsqu'un mineur est régulièrement engagé à un théâtre, il peut faire les achats et dépenses que nécessite l'exercice de sa profession. Ces dépenses de fournitures sont des dépenses utiles qui ont tourné à son profit et il est de principe que la restitution n'est pas ouverte en pareil cas (art. 1308

et 1312)(1). On pourrait même prétendre que le refus de restitution en entier procède non seulement de *l'in rem versum* au profit du mineur, mais aussi de ce que les dépenses ont été régulièrement autorisées comme implicitement comprises dans l'autorisation de l'engagement théâtral.

L'achat de toilettes peut même avoir le caractère de dépense nécessaire : dans les pièces du répertoire moderne, il faut bien avoir des habits de ville, et ces habits de ville, même à Paris, les directeurs ne les fournissent pas (2). Les achats de bijoux eux-mêmes peuvent jusqu'à un certain point présenter le même caractère, bien que l'illusion de la scène rende facile l'usage des bijoux en « imitation » (3).

On conçoit que les tribunaux disposent en cette matière d'un large pouvoir d'appréciation ; et ce pouvoir ne heurte aucun principe de droit ; car, toutes les fois que les dépenses de toilette faites par le mineur sont inutiles ou excessives, elles cessent d'être placées sous le bénéfice de l'autorisation implicite ; ce ne sont plus que des actes faits par le mineur seul,

1. Lacan et Paulmier, *op. cit.*, t. I, n° 245 ; Le Senne, *Code des Théâtres*, p. 222 ; Constant, *op. cit.*, p. 92.

2. Sur les scènes de province, tous les costumes sont à la charge de l'artiste et le *vestiaire* est une lourde charge surtout pour ceux qui commencent la carrière dramatique.

3. Paris, 12 mars 1884 [*La Loi*, 28 mai 1884]

c'est-à-dire du nombre de ceux que les articles 1305 et 1311 déclarent sujets à restitution.

Les fournitures de toilette faites à une actrice mineure ne doivent donc rigoureusement être soldées que dans les limites où elles ont été utiles à l'artiste ; et le tribunal peut très bien refuser aux fournisseurs le paiement des dépenses excessives (1).

257. — Les tribunaux ont même parfois fait usage des pouvoirs qui leur sont reconnus en pareille matière pour réduire à leur valeur réelle des bijoux vendus à une actrice mineure par un fournisseur peu scrupuleux à un prix majoré (2).

Pour les dépenses étrangères à la profession de l'acteur, il est évident qu'il y a ouverture à l'action en rescision de l'article 1305 : mais le créancier est admis à prouver, conformément au droit commun, que les valeurs ont tourné au profit du mineur, puisque celui-ci reste toujours obligé à concurrence des valeurs dont il a profité (3).

..

258. — *Responsabilité des personnes qui ont autorisé l'engagement* : les engagements des incapables

1. Paris, 27 nov. 1874, cité par A. Hesse, *op. cit.*, p. 136.

2. Paris, 12 mars 1884 [précité] ; conf. *Pandectes françaises*, v^o *Acteurs*, n^o 137.

3. Trib. Seine, 6 mars 1821 [*Gaz. trib.*, 7 mars 1828] ; Paris, 28 mars 1834 [535.2.12] ; Trib. Seine, 19 janv. 1843 [*Gaz. trib.*, 20 janvier 1843].

qui ont contracté sous l'autorisation ou avec l'assistance ou la ratification de leurs protecteurs légaux, soulèvent la question de savoir si ceux qui ont assisté ou autorisé l'incapable encourent une responsabilité, et vis-à-vis de quelles personnes cette responsabilité est encourue. Deux ordres de personnes en effet peuvent avoir intérêt à attaquer les pères, mères, tuteurs ou curateurs des incapables : les directeurs qui ont contracté avec les incapables ; les incapables eux-mêmes dont les intérêts moraux ou pécuniaires ont été compromis.

259. — En ce qui concerne les administrations théâtrales qui ont traité avec les mineurs, émancipés ou non, sous le couvert des représentants légaux de ces mineurs, le tribunal de commerce de la Seine a jugé, en 1849, que l'autorisation du père équivalait à une obligation personnelle. Le père, dans l'espèce, avait apposé au bas de l'engagement sa signature précédée des mots « bon pour autorisation » (1).

260. — Cette décision qui confond une simple autorisation avec un engagement solidaire est évidemment inspirée par une erreur de droit : « *qui auctor est non se obligat* ». C'est un principe bien connu et le tribunal de commerce de la Seine l'avait appliqué lui-même dans un jugement du 8 mai 1843 (2).

1. Trib. comm. Seine, 27 juillet 1849 [*Droit*, 3 août 1898].

2. Trib. Comm. Seine, 8 mai 1843 [*Droit*, 9 mai 1843] ; même sens Paris, 1^{er} mars 1877 [D. 78.2.108].

En principe, le père, la mère, le tuteur ou curateur qui se bornent à assister dans l'acte d'engagement le mineur émancipé ou non émancipé ne contractent pas, par cela seul, une obligation personnelle ; ils ne font qu'habiliter le mineur à engager sa personne et ses biens, en tant qu'il s'exposerait au paiement d'un dédit, ou à une condamnation à des dommages-intérêts. Une autorisation expresse de leur part n'a pas plus de portée que n'en aurait une autorisation tacite (1).

Mais, si telle est la règle générale, il y a des cas où elle doit fléchir. Il ne faudrait pas hésiter à décider que le représentant du mineur encourrait toute responsabilité du fait de ce dernier s'il avait comparu au contrat d'engagement non seulement pour l'autoriser, mais pour s'obliger personnellement, soit en cautionnant le mineur, soit en se portant fort pour lui.

Même solution devrait être donnée pour le cas où l'inexécution de l'engagement proviendrait non du fait du mineur, mais du fait ou de la faute de son représentant. Lacan et Paulmier citent deux décisions rendues contre un père qui, après avoir engagé ses trois enfants à un théâtre, les avait fait jouer sur une autre scène dont il était codirecteur (2).

1. Lacan et Paulmier, *op. cit.*, t. I, n° 237.

2. Lacan et Paulmier, *op. cit.*, t. I, n° 239 ; *Pandectes françaises. Répert.*, v° Acteurs, p. 154 ; *Gaz trib.*, 17 mars et 18 nov. 1832.

Pareille décision s'imposerait surtout dans le cas où le représentant du mineur aurait fait l'engagement lui-même et sans la participation de l'artiste : ce qui arrivera souvent tant qu'une mesure législative très désirable n'aura pas fermé aux enfants l'accès de la scène et des coulisses. On peut soutenir dans cette hypothèse, comme l'on fait plusieurs auteurs, que le représentant est partie principale et directement responsable de l'inexécution du contrat (1).

SECTION II

Engagements annulables

261. — Lorsque le mineur, émancipé ou non, a contracté un engagement théâtral seul, le contrat est entaché de nullité. Cela ne veut pas dire qu'il soit nul de plein droit. Sa nullité est purement relative et ne peut être invoquée que par l'incapable ou ses représentants.

Il ne peut donc être attaqué par le directeur qui l'a consenti (2). En revanche, s'il a été contracté par un mineur non émancipé, il est nul au regard du tuteur qui n'a pas consenti à ce que son pupille embrasse la carrière artistique et qui ne peut abdiquer son

1. Constant, *op. cit.*, p. 91 et les auteurs cités à la note précédente.

2. Art. 1125, C. civ.; Aubry et Rau, t. I, p. 432, § 109.

droit de garde d'éducation et de surveillance (1).

252. — Nous avons à rechercher en cette matière :
1° quelles personnes sont qualifiées pour intenter l'action en nullité; 2° quel est le fondement de l'action en nullité et quelles sont ses conditions d'ouverture ; 3° quelles sont les conséquences de la rescision prononcée par le tribunal.

Nous examinerons ensuite si les solutions actuellement acceptées ne sont pas sujettes à critique et s'il ne se serait pas possible d'édifier une théorie basée sur une application plus stricte du droit commun.

§ I. — PERSONNES QUALIFIÉES POUR INTENTER L'ACTION EN RESCISION.

263. — L'action en nullité de l'engagement contracté par un incapable ne peut être exercée qu'en sa faveur. Pourra-t-il l'exercer lui-même ? C'est une question à laquelle on ne peut répondre qu'en distinguant les diverses situations dans lesquelles l'incapable peut être placé.

Une fois qu'il est parvenu à l'état de capacité, c'est-à-dire, dans notre matière, une fois qu'il est devenu

1. Trib. com. Seine, 20 avril 1835 [*Gaz. Trib.*, 20 et 21 avril 1835].
Trib. civ. Seine, 9 janv. 1839 [*Gaz. Trib.*, 10 janv. 1839] ; Paris, 17 mars 1841 [*Gaz. Trib.*, 18 mars 1841].

majeur, il est évident qu'il dispose de l'action, et que c'est lui seul qui a qualité pour l'intenter.

Mais tant qu'il n'a pas atteint l'époque de sa capacité, il y a lieu de rechercher s'il est sous la puissance paternelle ou en tutelle, ou s'il est émancipé.

Si l'artiste mineur est sous la puissance paternelle, la demande de nullité sera introduite par celui des parents qui exercera la puissance paternelle, c'est-à-dire le père dans les situations normales, la mère après le décès du père, ou dans le cas où, à la suite d'un jugement de divorce ou de séparation de corps prononcé à son profit, elle a obtenu la garde de l'enfant mineur.

S'agit-il d'un mineur en tutelle, l'action tant que dure la minorité, ne peut être intentée que par le tuteur (1).

Mais ce n'est point une action exclusivement attachée à la personne du mineur : elle passe à ses héritiers, et peut être exercée en son nom par ses créanciers (art. 1166) (2).

Lorsque l'engagement théâtral a été contracté par un mineur émancipé, l'action est exercée par le mineur avec l'assistance de son curateur.

1. Aubry et Rau, t. IV, § 335, p. 256 ; Villequez, *Revue historique*, 1861, p. 35 et 36.

2. Aubry et Rau, t. IV, § 325, p. 258.

§ II. — FONDEMENT DE L'ACTION EN
NULLITÉ OU RESCISION.

264. — Les actions en nullité ou rescision données par la loi aux incapables se basent, en thèse générale, sur le défaut de formes, — ou sur la lésion (art. 1305 et 1311 combinés) en ce qui concerne les actes qui ne nécessitent aucune formalité habilitante spéciale.

Suivant que l'acte est nul en la forme ou simplement sujet à restitution, le demandeur est dispensé ou est au contraire obligé de justifier d'un préjudice souffert du fait de l'acte.

265. — Cette distinction a-t-elle été appliquée par la jurisprudence à la matière de l'engagement artistique ? Sous la réserve de quelques décisions équivoques comme les arrêts de Paris du 1^{er} mars 1877 et du 27 juin 1889, dont nous avons déjà parlé (1), la jurisprudence a toujours basé ses décisions sur la lésion soufferte par l'incapable.

C'est l'application du principe (qui n'est exact que lorsque la loi n'a pas déterminé les formes spéciales d'un acte) : le mineur est incapable non de contracter mais d'être lésé (2).

La question de savoir si le mineur a été ou non lésé et dans quelle mesure il l'a été, est une question de

1. V. *supra*.

2. Trib. Seine, 25 mai 1896 [D. 97.2.297].

fait soumise à la décision souveraine de la juridiction saisie ; et, dans la matière qui nous occupe, pour apprécier la lésion, il faut se placer au jour où a eu lieu l'engagement, en examiner les clauses avec toutes leurs conséquences, comparer les obligations du mineur, durée, costumes, dédit, etc., avec les avantages que peut lui procurer le contrat, au point de vue des appointements, des bénéfices, de l'importance de la scène, des débuts, etc., (1).

Ainsi il a été jugé qu'un engagement de trois ans aux appointements de 4.800 francs les deux premières années ne présente aucun caractère de lésion lorsqu'il est contracté par une mineure à laquelle il procure l'occasion de développer son talent et de se faire apprécier plus tard sur un théâtre plus important (2).

266. — On applique d'ailleurs, en la matière, la règle du droit commun d'après laquelle il n'y a lieu à rescision qu'autant que le préjudice procède directement du contrat et n'est point le résultat d'un événement casuel et imprévu, ce qui est une question de fait appréciée souverainement par les tribunaux dont la décision ne tombe pas sous la censure de la Cour de cassation (3).

1. Aubry et Rau, t. I, p. 432, § 109.

2. Paris, 8 juillet 1882 [S. 85.2.106].

3. Cass., 8 août 1859 [S. 60.1.460] ; 24 août 1861 [S. 61.1.625]. Trib. Seine, 14 avril 1885 [*Pand. fr.*, 86.2.67].

267. — Les principes que nous venons d'exposer (en tant qu'adoptés par la jurisprudence et sous la réserve des critiques qui seront formulées ci-après) sont communs à tous les mineurs émancipés ou non. Les engagements artistiques des uns et des autres doivent être attaqués non par voie de nullité mais par voie de rescision pour cause de lésion.

En est-il de même lorsque la lésion consiste non dans un préjudice matériel, mais dans un préjudice moral ? Nous croyons qu'il y a lieu, dans ce cas, de distinguer entre le mineur non émancipé et le mineur émancipé. Il a été admis, — et nous pensons que cette décision doit être approuvée — qu'il y a lésion pour le mineur non émancipé, de ce seul fait que c'est de son chef, sans l'assistance de ses père et mère ou tuteur, qu'il expose son avenir à tous les risques et à tous les mécomptes d'une carrière particulièrement dangereuse.

Le préjudice moral résultant pour une jeune actrice de la vie théâtrale, constitue en sa faveur une lésion autorisant la revision de son engagement (1).

268. — Beaucoup d'auteurs estiment que le mineur émancipé peut contracter un engagement artistique valable sans le concours de son curateur ; d'autres enseignent que l'engagement du mineur émancipé

1. Trib. Seine, 26 février 1901. Andrews [*Gaz. Pal.*, 1901.1.410]. En ce sens : Constant, *op. cit.*, p. 89 ; Dubosc et Goujon. *op. cit.*, p. 36 ; Lacan et Paulmier, t. I, n° 226.

n'excède le pouvoir d'administration qui lui est reconnu qu'autant que les clauses du contrat sont de nature à exposer gravement son patrimoine.

Nous nous sommes personnellement prononcé pour la nécessité de l'intervention du curateur et l'annulabilité de l'engagement auquel il n'aurait pas apporté la contribution de son assistance ou de sa ratification ; mais nous craindrions fort de n'être pas suivi dans cette voie par la jurisprudence et ne serions point surpris que les tribunaux refusassent au mineur émancipé la possibilité de faire annuler son engagement en fondant sa demande de rescision sur un préjudice purement moral auquel il pouvait s'attendre.

*
* *

269. — Quoiqu'il en soit, ces procès qui soumettent aux tribunaux une pure question de morale sont fort rares, et, neuf fois sur dix, c'est la question du dédit qui fait éclater les hostilités entre les directeurs de théâtres et leurs pensionnaires. L'artiste contracte un engagement plus avantageux, le directeur réclame le dédit, et l'artiste mineur invoque la nullité du premier contrat.

Cette question du dédit doit donc être examinée avec un soin particulier.

Des dédits ? Il en existe dans tous les engagements dramatiques. La clause pénale stipulée en vue de la

rupture du contrat est de style. Seulement le chiffre du dédit est plus ou moins élevé, plus ou moins exorbitant.

D'après la jurisprudence, il n'y a pas lésion pour le mineur quand le chiffre du dédit est conforme aux usages établies en matière d'engagement théâtral (1).

270. — Mais la réciprocité du dédit n'empêche point qu'il soit considéré comme excessif s'il est hors de proportion avec le montant des appointements de l'artiste (2). La partie en effet n'est pas égale. Le mineur, mal payé, peut-être tenté de rompre son engagement et il en est empêché par le chiffre excessif du dédit, tandis que le directeur qui a obtenu à bas prix les services de l'artiste a intérêt à maintenir le contrat, et la menace du dédit est pour lui purement platonique.

Le dédit est presque toujours hors de proportion avec le préjudice éventuel que les parties ont eu en vue. Il peut être la ruine du mineur : « La lésion, dans ce cas est manifeste, et le mineur doit être restitué, suivant la volonté de la loi, contre cette lésion (3). »

Ne serait-il pas inique que le mineur put se trou-

1. Trib. comm. Seine, 8 juillet 1864 [D. 64.3.90] ; Trib. civ. Seine, 25 octobre 1894 [Gaz. Pal., 94.2.587].

2. Trib. civ. Seine, 16 avril 1896 [Droit, 25, 26 et 27 mai 1896].

3. Lacan et Paulmier, *op. cit.*, t. I, n° 240.

ver tenu de payer de suite, par suite de la clause pénale insérée au contrat, une somme absorbant et au delà le chiffre des appointements qui lui seraient dus pour sa première année de service (1) ?

Et le caractère lésif du dédit serait encore aggravé s'il était stipulé, comme dans une espèce soumise à la Cour de Paris en 1882, un dédit réciproque de 50.000 francs, sans réduction possible même au cas où l'inexécution se produirait dans les derniers jours de l'engagement alors que les appointements de l'artiste ne sont que de 4.000 à 6.000 francs (2).

271. — Les tribunaux après avoir, au début, solidarisé pour ainsi dire la clause pénale avec l'engagement dramatique qu'ils annulaient en même temps qu'elle, ont, ainsi que nous l'avons exposé plus haut, appliqué en cette matière l'article 1127 du Code civil annulant le dédit et maintenant l'engagement lui-même.

Cette jurisprudence est ingénieuse mais fragile ; les tribunaux ne s'y attachent pas avec beaucoup de fermeté. La dernière décision judiciaire qu'il nous ait été donné de relever déclare rescindable pour cause de lésion (rescindable pour le tout et non pas seulement quant à la clause pénale) un engagement qui

1. Bureau, *op. cit.*, p. 312 ; Trib. Seine, 14 avril 1885 [*Pand. fr.*, 86.2.67].

2. Paris, 8 juillet 1882 [S. 85.2.106].

comporte un dédit bien supérieur au montant du salaire promis pour une année entière (1).

272. — Très contraire d'ailleurs à cette jurisprudence, et très menaçant pour elle est un arrêt de la Cour de cassation du 12 février 1906 (récent par conséquent) qui, tout en statuant dans une matière différente de celle qui fait l'objet de notre étude, pose des principes généraux difficiles à concilier avec la disjonction du dédit des autres clauses de l'engagement théâtral.

« Si le mineur non émancipé peut faire rescinder pour cause de lésion les conventions non soumises par la loi à des formalités spéciales (2) qu'il a passées sans intervention de son tuteur ou de son administrateur légal, il ne saurait être admis à fractionner les clauses d'un contrat formant un tout indivisible et à réclamer en même temps la rescision de certaines de ces clauses et le maintien des autres.

« Spécialement, lorsque le contrat de travail passé par un mineur sans la participation de son père stipule faculté de rupture sans délai de prévenance et sans indemnité, le juge tout en reconnaissant que la clause litigieuse qui en fait partie intégrante est licite, ne peut annuler cette clause à l'encontre du patron

1. Trib. civ. de la Seine, 29 nov. 1911 [*Gaz. trib.*, 8 février 1912].

2. Il y a là une allusion positive à l'avis du Conseil de famille et à l'homologation du tribunal, par conséquent aux actes « nuls en la forme » de l'article 1311.

qui en a usé sous le prétexte qu'elle aurait causé une lésion au mineur (1). »

On pourrait peut-être objecter cependant que la clause pénale est une clause d'ordre tout spécial dont la disjonction est permise, à titre exceptionnel, par l'article 1127 du Code civil.

*
* *

273. — Il y a lieu de se demander si la loi du 27 février 1880 n'a pas introduit dans le débat un élément nouveau. On sait que cette loi a eu pour principal but de protéger la fortune mobilière du mineur, en exigeant, pour la validité des opérations qui la mettent en péril, l'autorisation du Conseil de famille, et même, dans certains cas, l'homologation de tribunal. Nous avons déjà appelé l'attention de nos lecteurs sur l'arrêt de la Cour de Paris du 27 juin 1889 qui semble en avoir fait une application assez confuse à notre matière en n'opposant pas à la rescision pour lésion, la nullité en la forme de la clause concernant le dédit (2).

1. Cass., 13 février 1906 [*Gaz. Pal.*, 15 mars 1906].

2. V. *supra*, 264 et s.

§ III. — EFFETS DU JUGEMENT DE NULLITÉ.

274. — Quels sont les effets du jugement qui prononce la nullité ou la revision de l'engagement théâtral du mineur émancipé ou non ? Il faut distinguer diverses hypothèses.

1° Avant tout commencement d'exécution du contrat, la nullité est demandée par le père, la mère, le tuteur du mineur non émancipé, ou par le mineur émancipé assisté de son curateur.

2° Les représentants légaux de l'incapable dont l'assistance a fait défaut à l'engagement demandent la nullité de cet engagement alors qu'il est en cours d'exécution.

3° A la suite d'un refus de jouer de l'artiste, ou d'un engagement régulièrement contracté par lui avec une autre administration théâtrale, le directeur attaque son pensionnaire déserteur ou récalcitrant, et celui-ci ou ses représentants, excipent de la nullité de l'engagement conclu avec le demandeur. C'est peut-être le cas le plus fréquent.

275. — A) L'action en nullité est intentée avant tout commencement d'exécution. Si la nullité est prononcée, les conventions intervenues entre le directeur et l'incapable sont non avenues, mais il restera à trancher une question de dommages-intérêts sur laquelle il sera statué par le jugement.

Ces dommages-intérêts seront prononcés, suivant les cas :

a) Contre le directeur ; b) contre les parents ou le tuteur de l'incapable ; c) contre l'incapable lui-même.

276. — a) Contre le directeur : si le directeur engage un mineur sachant qu'il est mineur, il n'est pas douteux que le père de famille ou le tuteur puisse réclamer des dommages-intérêts, s'il avait fait régulièrement défense à l'entrepreneur de théâtre d'employer l'enfant comme artiste (1).

b) Contre les parents ou le tuteur : lorsque les parents ou le tuteur seront intervenus à l'engagement pour se porter fort au nom de l'incapable, ou pour le cautionner. Nous ne défendons point cette jurisprudence et nous bornons à la constater. L'application du principe de droit commun exigeant en pareil cas que l'engagement de l'incapable soit déclaré valable au moins lorsqu'il a été cautionné par ses représentants légaux.

Il y aurait lieu de donner la même solution, lorsque c'est l'administrateur légal ou le tuteur qui a provoqué la contravention au contrat qu'il avait autorisé (2).

277. — c) Contre le mineur : si celui-ci, ayant les apparences physiques d'un majeur avait trompé le

1. Dubosc et Goujon, *op cit.*, p. 36.

2. V. *Supra*, n° 260 ; *Gaz. trib.*, 17 mars et 18 nov. 1832.

directeur en produisant un faux acte de naissance ou en employant d'autres manœuvres. Il y aurait là, en effet un délit ou un quasi délit à la charge du mineur.

De plus, ceux qui ont autorité sur le mineur pourraient être déclarés responsables en vertu de l'article 1384 du Code civil (1).

278. — Nous avons vu qu'en matière d'engagement théâtral, les dommages-intérêts en vue de l'inexécution ou de la rupture du contrat sont presque toujours fixés à l'avance par une clause pénale, « le dédit ». En droit commun il est interdit aux tribunaux de modifier la clause pénale quelque excessive qu'en soit le chiffre (art. 1152).

En matière d'engagement théâtral d'incapables, les tribunaux s'attribuent le droit de réduire le quantum des dédits qu'ils estiment exagérés (2). Ils ont du reste un moyen assez simple de tourner l'article 1152... C'est d'annuler comme lésive la clause pénale; et, ayant ainsi fait table rase, de prononcer en vertu de l'article 1382, des dommages-intérêts dont ils fixent eux-mêmes le chiffre (3).

279.—B) L'action en rescision est intentée en cours

1. Dubosc et Goujon, *op. et loc. cit.*

2. Paris, 1 mars 1877 [précité] ; Trib. civ. Seine, 27 mai 1896 [*Droit*, 27 mai 1896] ; Trib. de paix, Paris, XIV^e arr., 3 mai 1906 [*Gaz. trib.*, 20 mai 1906].

3. Trib. civ. de Bordeaux, 20 mars 1907 [Rec. Cour de Bordeaux, 1907, 2.47] ; Paris, 8 juillet 1882, Jane May c. Koning [précité].

d'exécution du contrat soit par les représentants légaux du mineur non émancipé, soit par le mineur émancipé assisté de son curateur : les principes précédemment exposés s'appliquent également dans cette hypothèse, mais en se combinant avec la disposition de l'article 1312 du Code civil, qui permet à la contrepartie du mineur de répéter tout ce qui a été payé en conséquence de l'engagement annulé, mais à la charge de prouver que les sommes payées ont tourné au profit du mineur (1).

Nous pensons toutefois que les appointements touchés par le mineur pendant tout le temps qu'il n'a pas refusé ses services doivent lui demeurer acquis sauf compensation à due concurrence avec les dommages-intérêts qui pourraient être prononcés au profit du directeur.

280. — C) Le mineur poursuivi par le directeur pour contravention à l'engagement contracté, excipe de son incapacité. Le tribunal prononce la nullité de l'engagement, et cela non seulement quand le mineur n'a pas été autorisé ou assisté — ce qui serait conforme au droit commun — mais lorsque les représentants ou protecteurs légaux du mineur sont intervenus, si le contrat est désavantageux à l'incapable — ce qui est plus conforme au droit commun.

En réalité lorsque le problème est posé sous cette

1. Lacan et Paulmier, *op. cit.*, t. I, n° 242.

forme, il n'y a en cause que la question du dédit ; car l'incapable a contracté une obligation de faire et « *nemo potest cogi ad factum* ».

Ou l'incapable régulièrement représenté ou assisté au procès justifiera de causes légitimes de rupture venant s'ajouter à la nullité résultant du défaut d'assistance ou d'autorisation, et le directeur sera débouté : le tribunal annulera l'engagement sans dommages-intérêts.

Le directeur ne pourra non plus réclamer de dommages-intérêts pour cause d'inexécution de l'engagement signé par une mineure (par exemple pour refus de jouer) lorsque le directeur savait que sa pensionnaire était en état de minorité au moment de la passation du contrat : le directeur doit s'imputer la faute d'avoir contracté avec une mineure non autorisée (1).

281. — Si, au contraire, le directeur était de bonne foi, soit qu'il crut l'artiste majeur ou tacitement autorisé, et, si l'inexécution du contrat n'était pas justifiable par les circonstances particulières de la cause, le tribunal prononcerait des dommages-intérêts au profit du directeur contre l'artiste, et peut-être même contre les représentants légaux qui lui feraient rompre son engagement.

1. Tribunal civ. Seine, 13 août 1845. M^{lle} Brassine c. Mulot [Droit, 31 juillet et 14 août 1845.

Ces dommages-intérêts consisteraient dans le montant du dédit si ce dédit n'était pas excessif. Depuis 1885 le tribunal de la Seine s'est posé en règle de considérer comme excessif tout dédit supérieur aux appointements d'une année (1).

Si le dédit était excessif le tribunal ne tiendrait pas compte de la clause qui en fixe le chiffre, et évaluerait lui-même le préjudice causé, comme il l'arbitrerait dans le silence de l'acte.

§. IV. — CRITIQUE DE LA JURISPRUDENCE. ESSAI D'UNE
THÉORIE D'ENSEMBLE BASÉE SUR L'APPLICATION INTÉ-
GRALE DU DROIT COMMUN.

282. — On a pu relever dans les pages précédentes les incertitudes de la jurisprudence contre lesquelles protestent les représentants de la doctrine sans être beaucoup plus d'accord entre eux que les décisions des tribunaux. A quoi tiennent ces incertitudes ? A ce que l'on s'est écarté, tant en doctrine qu'en jurisprudence, des données du droit commun, et que l'on a voulu faire, sans y être autorisé par aucun texte, une théorie spéciale pour l'engagement théâtral des incapables. Serait-il donc impossible d'édifier un système moins incohérent ? Et ce qui présentait peut-être quelques difficultés avant les lois du

1. Trib. civ 14 avril 1885. [S.88.2.173].

27 février 1880, du 2 juillet 1907 et du 10 avril 1910, ne pourrait-il pas être tenté désormais sans trop de présomption en prenant pour idée directrice l'application rigoureuse tant du Code civil que des dispositions de ces trois lois qui en ont comblé les lacunes ?

Si nous nous enhardissons jusqu'à proposer une doctrine d'ensemble, c'est parce que nous avons la conviction de ne proposer aucune solution qui nous soit personnelle et que nous ne poursuivons d'autre but que de plier aux règles du droit commun une matière que rien ne permet d'y soustraire.

283. — La seule différence qui semble s'imposer entre l'engagement théâtral du mineur et les autres contrats qu'il peut faire (ou qui peuvent être faits pour lui) consiste dans la nécessité de son intervention personnelle, nécessité qui n'est pas spéciale à cet engagement, mais qui est le caractère commun des contrats qui engagent la liberté de la personne.

L'incapable, dans les actes de cette nature, doit intervenir personnellement. Ses protecteurs ordinaires l'assistent et ne le remplacent pas. Mais, une fois cette nécessité admise, l'incapable doit bénéficier de la même protection que dans tous les contrats qui peuvent intéresser sa liberté ou sa fortune. Ce que ses représentants légaux pouvaient valablement faire, seuls et à sa place, il pourra valablement le faire avec la seule assistance de ses représentants légaux.

En revanche, toutes les fois que son représentant

légal aurait été obligé, pour la validité de ses actes, de s'entourer de certaines précautions et de se soumettre à certains contrôles, les actes qu'il accomplira avec leur assistance ne seront valables qu'à la condition d'être entourés des mêmes précautions ou soumis au même contrôle.

Il n'y a aucune raison de ne pas faire à l'engagement théâtral du mineur l'application intégrale de ces principes.

∴

284. — Examinons donc quelles sont les règles unanimement admises par la doctrine et la jurisprudence en matière d'obligations contractuelles souscrites par les mineurs ou leurs représentants.

285. — A) *Mineurs non émancipés* : On distingue en cette matière : 1° les actes valables ; 2° les actes nuls en la forme que le mineur devenu majeur, ou ses représentants légaux pendant la minorité, peuvent faire annuler sans avoir à justifier d'aucune lésion ; 3° les actes sujets à restitution, dont l'annulation ne peut être prononcée qu'autant qu'il est prouvé que le mineur a éprouvé une lésion.

286. — a) Appartiennent à la première catégorie (actes présentant la même validité que ceux des majeurs) :

1° Les actes formalistes dans lesquels tous les contrôles exigés par le législateur (autorisation du Con-

seil de famille, homologation du tribunal) ont été mis en usage ;

2° Les actes faits ou autorisés par le tuteur dans l'étendue de ses pouvoirs.

b) Appartiennent à la seconde catégorie (actes annulables indépendamment de toute lésion) les actes pour lesquels la loi exigeait l'autorisation du Conseil de famille, alors que cette autorisation n'est pas intervenue ; *a fortiori* : actes dans lesquels l'homologation du tribunal était requise si l'on s'est passé de cette homologation.

c) Appartiennent seuls à la troisième catégorie (actes annulables seulement dans le cas de lésion) les actes que le tuteur pouvait faire seul et que le mineur a faits lui-même sans assistance de son tuteur.

287. — B) *Mineurs émancipés* : Nous retrouvons la même division tripartite :

a) Sont inattaquables :

1° Les actes formalistes dans lesquels le mineur émancipé agissant avec le concours de son curateur s'est entouré de tous les contrôles exigés par la loi ;

2° Les actes qui ont été faits par le mineur émancipé assisté de son curateur, alors que la loi n'exigeait ni homologation du tribunal ni autorisation du Conseil de famille.

b) Sont « nuls en la forme » et, par conséquent annulables indépendamment de toute lésion, les actes pour lesquels la loi exigeait l'autorisation du Conseil

de famille et l'homologation du tribunal ou la première seulement de ces deux formalités, et que le mineur émancipé a fait, soit seul, soit avec la seule assistance de son curateur.

c) Sont annulables pour lésion et à charge de justifier le préjudice causé, les actes que le mineur émancipé pouvait faire avec la seule assistance de son curateur et qu'il a faits sans cette assistance.

288. — Ces principes sont constants et admis à l'heure actuelle par tous les auteurs (1). Les lois postérieures au Code n'y ont apporté aucune modification et se sont contentées de faire entrer dans l'une ou l'autre de nos trois catégories des actes qui n'étaient pas classés ou qui étaient classés différemment par le Code.

La loi du 27 février 1880 a placé dans la catégorie des actes nuls en la forme les contrats qui contiennent aliénation ou impliquent aliénation éventuelle des capitaux du mineur.

La loi du 2 juillet 1908 a fait du tribunal de première instance le Conseil de famille des enfants naturels et décidé d'autre part que l'administration légale

1. Planiol, *op. cit.*, t. II, n^{os} 1126, 1127 ; Aubry et Rau, t. IV, p. 252, § 334 ; Laurent, t. V, n^o 101 et t. XVI, n^o 24 et s. ; Larombière sur l'article 1305, n^o 4 ets. ; Murlon, *Répét. écrites*, t. II, n^o 770 et s. ; Baudry-Lacantinerie, *Précis*, t. II, n^o 1153 ; Trolley *Étude sur la lésion*, p. 177 et s. Demolombe, t. VII, n^o 812 et s.

des pères et mères naturels n'aurait jamais que le caractère d'une tutelle.

La loi du 10 avril 1910, tranchant une question pendant longtemps controversée, dispense le père légitime, administrateur légal du patrimoine de ses enfants mineurs, de recourir à l'autorisation du Conseil de famille dans les cas où cette autorisation est nécessaire et suffisante pour habilitier le tuteur. Elle maintient au contraire l'homologation du tribunal dans les cas où elle est requise.

∴

289. — Nous n'avons plus qu'à classer conformément aux données du droit commun les conventions qui concernent l'engagement théâtral du mineur.

Ces conventions sont au nombre de deux : l'engagement lui-même, le dédit.

L'engagement théâtral est un louage de services qu'aucun texte ne fait sortir de la catégorie des actes sujets à restitution. Le dédit au contraire est un acte qui engage les capitaux du mineur, et que, par conséquent la loi du 27 février 1880 a extrait de la classe des actes sujets à restitution pour en faire un acte formaliste.

Tirons les conséquences de ces données en nous plaçant d'abord au point de vue de la tutelle et ensuite au point de vue de l'administration légale.

290. — A) Le mineur est en tutelle. L'engagement théâtral qu'il contracte avec l'autorisation de son tuteur est absolument valable.

Au contraire la clause concernant le dédit, quel que soit le chiffre de ce dédit, et quand même ce chiffre n'aurait rien d'exagéré est nulle en la forme et sa nullité doit être prononcée par le tribunal dès l'instant qu'elle est demandée, si le Conseil de famille n'a pas donné son autorisation.

L'engagement théâtral contracté par le mineur sans l'autorisation de son tuteur est simplement sujet à restitution, s'il est justifié d'un préjudice matériel ou moral subi par l'artiste.

291. — En ce qui concerne le dédit, c'est le tribunal qui doit être consulté si l'artiste mineur est un enfant naturel, puisque c'est le tribunal qui constitue le Conseil de famille, et la clause qui le concerne est nulle en la forme, si le pupille et son tuteur ont négligé de consulter le tribunal.

292. — Les résultats de ce système n'auront rien de bien compliqué :

Les clauses concernant les dédits seront en fait presque toujours non avenues, parce qu'en fait on ne consultera pas le Conseil de famille, et encore moins le tribunal si le risque couru par les capitaux du mineur excède 1.500 francs.

Si l'engagement est consenti avec l'autorisation du tuteur il sera pleinement valable (sauf la clause de

dédit). S'il est consenti sans l'autorisation du tuteur il sera rescindable pour lésion.

293. — B) Le mineur est émancipé : L'engagement qu'il consent avec l'assistance de son curateur est pleinement valable. Celui qu'il contracte sans cette assistance est rescindable pour lésion.

Le dédit exige l'intervention du Conseil de famille, au besoin l'homologation du tribunal et doit, quel-qu'en soit le chiffre, être effacé du contrat sitôt que demande en est faite au tribunal.

294. — C) Le mineur est soumis à l'administration légale. Cette situation ne vise que le mineur enfant légitime, puisque aux termes de la loi du 2 juillet 1907, les parents administrateurs légaux des biens de leurs enfants naturels n'ont jamais que les pouvoirs d'un tuteur.

Le père administrateur légal était déjà dispensé de solliciter l'autorisation du Conseil de famille par la loi du 27 février 1880, dans les cas envisagés par cette loi. Cette dispense est confirmée et généralisée par la loi du 10 avril 1910.

Il résulte de là que l'intervention du Conseil de famille ne serait pas nécessaire même pour accepter la stipulation d'un dédit sanctionnant la rupture de l'engagement théâtral. Mais peut-on inférer des termes de la loi que l'intervention du tribunal est également inutile lorsque l'intérêt en jeu est de plus de 1.500 francs ?

C'est douteux ; aussi, toutes les fois que le dédit excédera 1.500 francs (autant dire toujours), la situation se résumera en ces termes : clause pénale nulle en la forme ; engagement pleinement valable s'il est contracté avec l'autorisation de l'administrateur légal, sujet à rescision pour lésion dans le cas contraire.

295. — En quoi, en somme, le système dérivant de l'application du droit commun différerait-il de celui qui est suivi (d'une manière peu régulière d'ailleurs) par la jurisprudence ?

En deux points : la clause pénale n'aurait en réalité aucune valeur dans les engagements dramatiques des mineurs émancipés ou non ; et l'engagement — c'est le point grave — ne pourrait pas être attaqué s'il avait été contracté avec l'autorisation de l'administrateur légal ou du tuteur, ou avec le consentement du curateur.

296. — Nous croyons ce système absolument juridique ; il est un cas où il deviendrait dangereux : c'est lorsque l'engagement serait contracté par des enfants très jeunes avec l'autorisation de leurs parents ou de leurs tuteurs. Il y a bien un vieil arrêt de 1828 qui décide que pour la validité du contrat « il est nécessaire que le mineur ait connu l'étendue de l'engagement qu'on lui faisait contracter », d'où il suit que la validité de l'engagement dépend du discernement du mineur (1).

1. Paris, 5 janvier 1828 [précité]. V. *supra*, n° 188.

Mais qui ferait le procès en nullité ? Et quel moyen pratique pourrait empêcher des parents cupides de louer les services de leurs enfants comme ceux d'un chien ou d'un singe savant ?

Cette observation démontre tout l'intérêt de la proposition de M. de Monzie (1).

Si nous admettons, conformément au droit commun, que l'engagement du mineur autorisé par ses parents ou son tuteur est complètement valable, ce n'est qu'à condition que le jeune acteur soit d'âge à donner un consentement intelligent, et sous la réserve d'une législation répressive qui permettrait au ministère public d'intervenir utilement dans le cas où l'artiste ne serait pas encore apte à comprendre les dangers physiques ou moraux auxquels on l'expose.

1. V. *supra*, n° 184.

CHAPITRE IV

Droits de puissance, de jouissance et d'administration légale des parents et droits des tuteurs en cas d'engagement théâtral des mineurs.

SECTION I

Droits des parents et du tuteur sur la personne de l'acteur mineur.

297. — En droit, l'engagement théâtral du mineur, même contracté avec l'autorisation de ses parents, ne peut ni modifier ni affaiblir les droits que la loi donne aux père et mère sur la personne de leurs enfants.

D'où il suit que, bien qu'il soit engagé à un théâtre, le mineur reste sous l'autorité de ses père et mère jusqu'à sa majorité ou son émancipation. Il ne peut notamment avoir un domicile distinct (1).

Cette règle doit cependant être entendue d'une manière intelligente : et elle est tempérée par les nécessités professionnelles qui découlent de l'engage-

1. Lacan et Paulmier, t. I, n° 248.

ment contracté avec l'autorisation des parents. Ces derniers en autorisant l'engagement en ont autorisé toutes les conséquences normales. Ainsi l'on doit considérer comme une autorisation tacite d'avoir une résidence séparée, le fait par un père de laisser son enfant mineur faire partie d'une troupe jouant dans une autre localité (1) ou dans une troupe nomade.

Nous considérons néanmoins que les autorisations tacites sont pleines de périls pour les directeurs, et que ces derniers feront bien d'exiger des conventions écrites revêtues de l'adhésion du père — ou de la mère si c'est elle qui exerce la puissance paternelle.

298. — Le droit absolu des parents sur la résidence de leurs enfants mineurs nous semble indiscutable quoiqu'il ait été parfois méconnu par des décisions d'espèces. On peut citer parmi ces décisions une ordonnance de référé du 26 août 1845, autorisant une actrice, M^{lle} Désirée Pochonnet, à résider ailleurs que dans la maison maternelle (2).

299. — D'autre part le mineur reste soumis au droit de correction de ses parents, mais il faut retenir que le mineur exerçant une profession, ce droit ne peut plus s'exercer que par voie de réquisition : la voie d'autorité est désormais interdite au père.

300. — Ce que nous venons de dire des parents

1. Dubosc et Goujon, *op. cit.*, p. 40.

2. *Le Droit*, 27 août 1845.

s'applique également au tuteur quand le mineur est en tutelle et placé sous la tutelle d'un étranger. C'est en effet, en ce cas, le tuteur qui doit fixer la résidence du mineur. C'est également le tuteur qui a qualité pour provoquer les mesures de correction avec le concours du Conseil de famille.

301. — La situation est très simplifiée en ce qui concerne le mineur émancipé par ce fait seul qu'il peut avoir une résidence séparée.

SECTION II

Droits des parents sur les biens

302. — Le Code donne aux parents sur les biens de leurs enfants mineurs un droit de jouissance (usufruit légal) et un droit d'administration.

Il ne saurait être question, en notre matière, du droit de jouissance légale, puisque la jouissance légale des père et mère, aux termes de l'article 387 du Code civil, ne s'étend pas aux biens que les enfants peuvent acquérir par un travail et une industrie séparés (1).

Et il n'y a évidemment pas lieu de distinguer entre les appointements proprement dits, et les feux se gagnant au jour le jour, ainsi que les bénéfices recueillis dans les congés ou dans les soirées particulières. Tout

1. Lacan et Paulmier, *op. cit.*, n° 249 ; Bureau, *op. cit.*, p. 310.

cela fait partie de l'émolument de la profession théâtrale du mineur.

303. — Nous en dirons autant des cadeaux ; mais en retenant cependant ce qui a été dit plus haut au sujet de la femme mariée (1).

Il ne faut pas confondre avec les « cadeaux » les avantages assez importants pour constituer de véritables donations. Un mineur ne peut accepter une donation qu'avec le consentement de ceux qui exercent sur lui la puissance paternelle et s'il est en tutelle sans l'assistance de son tuteur autorisé par le Conseil de famille. Ce n'est même pas le mineur qui doit accepter en pareil cas : l'acceptation doit être faite par le père ou le tuteur, et rien n'autoriserait à déroger à cette règle lorsque le mineur a contracté un engagement dramatique avec l'autorisation de ses parents ou de son tuteur. Il n'est même pas besoin de réfléchir longuement pour s'apercevoir que les questions qui ont mis en éveil la sollicitude du législateur s'imposent avec plus d'insistance à ses préoccupations s'il s'agit d'une actrice mineure, et que c'est plus que jamais le cas de se demander au sujet de la donation « *an honesta sit expeditque pupillo* ».

304. — Mais si l'article 387 enlève aux parents tout droit de jouissance légale sur les biens que l'enfant mineur acquiert par l'exercice d'une profession séparée, il n'en est pas de même de l'administration

1. V. *supra*, n° 147.

légale. Si le pécule du mineur est affranchi de l'usufruit légal, l'administration légale de ce pécule n'en appartient pas moins aux père et mère (1).

C'est un principe consacré par les articles 389 et 390 du Code civil, et duquel découle, à la rigueur cette conséquence : que les appointements du mineur doivent être payés entre les mains de l'administrateur légal ou du tuteur, et sur ses quittances. Et ce principe a été appliqué par de nombreuses décisions de justice pour les professions les plus diverses (2).

On admet toutefois assez facilement que le débiteur est libéré par le paiement fait aux mains du mineur parce que sa bonne foi a été surprise, qu'il ignorait l'état et la capacité du créancier, ou que le paiement fait a tourné au profit de ce dernier (3).

305. — Nous ne voudrions pas nous porter garants de la parfaite orthodoxie juridique de ces décisions : la vérité est qu'elles s'imposent par leur utilité pratique. Les maîtres et patrons seraient fort en peine s'ils se trouvaient exposés à se voir réclamer un nouveau paiement des salaires par les parents des jeunes ouvriers et des jeunes domestiques qui viennent travailler ou servir dans les grandes villes,

1. Lacan et Paulmier, *op. cit.*, t. I, n° 251 ; Bureau, *op. cit.*, p. 340.

2. Trib. de Paix de Saint-Valéry-en-Caux, 6 février 1905. [*Moniteur des Juges de paix* 1905, p. 465].

3. Trib. de Paix de Tinchebray, 30 avril 1901 [*Moniteur des huissiers*, 1902.2.36].

fort loin parfois du lieu où habitent leurs parents.

306. — Si nous appliquons le principe à l'engagement théâtral, nous serons bien obligé de reconnaître le droit des parents et du tuteur à toucher des appointements, feux ou autres bénéfices constituant des éléments d'un pécule dont ils ont l'administration, et d'admettre que le directeur du théâtre ne paierait valablement que sur leurs quittances.

Mais là encore les nécessités de la pratique ont triomphé des exigences rigoureuses de la loi.

« En somme, dit M. André Hesse, une comédienne de profession qui, quoique en tutelle ou en administration légale, signe elle-même ses engagements, est assimilée à une mineure émancipée tout au moins en ce qui concerne les opérations relatives à son état. Donc, et abstraction faite de la question de savoir qui doit donner quittance, elle percevra valablement les revenus qui sont destinés à la faire vivre, la mettre en état de voyager, de se vêtir, et, comme dans ce cas, ces sommes tournent évidemment au profit de l'artiste mineure, on peut soutenir qu'elles sont définitivement et valablement payées, même si les quittances émanent de l'artiste et non de son représentant légal (1).

307. — Pour les mineurs émancipés, il n'existe aucune difficulté ; ils ont en effet qualité pour toucher leurs revenus et les administrer.

1. André Hesse, *op. cit.*, p. 136.

APPENDICE A LA DEUXIÈME PARTIE

Engagement théâtral des incapables autres que les femmes mariées et les mineurs

308. — Nous devons compléter notre étude par un aperçu rapide de la situation, au point de vue de l'engagement théâtral de certains incapables qui ne rentrent pas dans la catégorie des individus que nous pourrions appeler les incapables normaux.

Nous voulons parler des interdits judiciaires et légaux, et des prodigues pourvus d'un Conseil judiciaire.

309. — *Interdit judiciaire* : rappelons sommairement les principes généraux de la matière.

La base de tout contrat étant la volonté des parties contractantes, il s'ensuit qu'il n'y a pas de contrat possible lorsque la volonté de l'une des parties est annihilée par l'altération des facultés mentales.

Le jugement d'interdiction a pour conséquence, d'après la jurisprudence, de créer une présomption irréfragable d'absence de consentement valable de la part de l'interdit (art. 502), et de frapper d'une nullité indépendante de toute lésion : 1° les actes passés

postérieurement à l'interdiction ; 2° les actes antérieurs à l'interdiction, si la cause de l'interdiction (imbécillité, démence ou fureur) était notoire au moment où ils ont été passés.

Cette nullité impérative pour les tribunaux dans le premier cas par le seul fait du jugement d'interdiction, et, dans le second, si la notoriété de la cause d'interdiction est démontrée, n'est cependant qu'une nullité relative qui ne peut être invoquée qu'au profit de l'interdit, par lui-même après la main levée de l'interdiction, et, si l'interdiction n'a pas été levée, par ses représentants légaux, ses héritiers ou ses ayant cause (1). Elle peut être demandée également par les créanciers de l'interdit, car elle ne constitue pas un droit exclusivement attaché à la personne (art. 1166) (2).

310. — Ces divers principes s'appliquent intégralement à l'engagement théâtral. Cet engagement exigeant pour sa validité le consentement de celui qui s'engage il s'ensuit qu'il ne peut être contracté par un interdit judiciaire (3).

311. — Théoriquement on ne devrait pas confondre avec les interdits judiciairement les aliénés non interdits, hospitalisés conformément à la loi du 30

1. Cass., 19 nov. 1902 [S. 1904.1.301].

2. Alger, 25 oct. 1897 [D. 98.2.448].

3. Lacan et Paulmier, *op. cit.*, t. I, n° 254 ; Agnel, *op. cit.*, n° 74 ; Le Senne, *op. cit.*, v° *Interdit*, p. 205.

juin 1838 ; les actes passés par ces derniers pendant un intervalle lucide sont valables. Il y a pour eux une incapacité non pas juridique mais naturelle, par suite de l'absence de consentement pendant les périodes de démence ; l'acte ne doit être en principe déclaré nul que sur la preuve de la démence au moment où il a été passé (1).

Pratiquement, les tribunaux ne font pas de différence entre l'aliéné interdit et l'aliéné interné. Ils annulent toujours l'acte passé par l'individu enfermé comme fou dans une maison de santé.

Mais, dans un cas comme dans l'autre, la nullité ne pourrait être demandée par la contrepartie.

312. — *Interdit légal* : A la différence de l'interdiction judiciaire, l'interdiction légale encourue pendant la durée de la peine par l'individu condamnée à une peine afflictive et infamante produit une incapacité absolue. Cette incapacité peut donc être invoquée par tous les intéressés (2).

313. — Les personnes en état d'interdiction légale ne peuvent contracter un engagement théâtral, puisque pendant la durée de cette interdiction, elles exécutent la peine qui a entraîné, comme conséquence, l'interdiction légale. Si, après le prononcé de la condamnation, il leur était accordé un sursis, elles ne pourraient contracter sans l'autorisation de l'admi-

1. Baudry-Lacantinerie, t. I, n° 831 ; Sauton, *op. cit.*, p. 56.

2. Garraud, *Droit criminel*, p. 270.

nistration, et cette autorisation leur serait certainement refusée pour des raisons d'ordre public (1).

314. — Mais la solution que nous donnons en matière de sursis à l'exécution de la peine doit-elle être admise dans le cas de la libération conditionnelle ? La question a été posée devant les tribunaux. Il a été jugé que « la libération conditionnelle, telle que l'a organisée la loi du 14 août 1885, n'est qu'un mode spécial d'exécution de la peine dont la durée demeure fixée par la sentence qui a prononcé la condamnation.

« Le libéré conditionnel reste, en conséquence, pendant toute la durée de cette peine, sous le coup des incapacités attachées à la condamnation et, notamment sous le coup de l'interdiction légale » (2).

La question était délicate, l'état d'interdiction légale ne subsistant que pendant la durée de la peine, on dira : le libéré conditionnel reste à la disposition de l'administration qui peut le réintégrer en prison, s'il se rend indigne de la faveur qui lui a été faite à titre provisoire, et cette situation paraît incompatible avec un louage de services, par conséquent avec un engagement théâtral.

Ne pourrait-on pas objecter cependant que proclamer ainsi l'impossibilité où se trouverait le libéré conditionnel de tirer parti de son activité ou de son intelligence, c'est lui couper les vivres ? Si l'on veut,

1. *Pandectes francaises. Répertoire, v^o acteur*, n^o 186.

2. Paris, 15 janvier 1904 [*La loi*, 23 janvier 1904].

— et c'est le but de la loi — qu'il ne soit pas acculé à l'impossibilité de ne pas retomber dans le crime, est-il raisonnable de l'empêcher de se livrer à la profession à laquelle il est propre ?

Aussi croyons-nous devoir faire toutes réserves à l'égard de cette jurisprudence.

345. — *Prodigue pourvu d'un Conseil judiciaire.* — La question est très complexe en ce qui concerne le prodigue pourvu d'un Conseil judiciaire. Trois questions, en effet, se posent :

1° Le prodigue pourvu d'un Conseil judiciaire peut-il contracter un engagement théâtral ?

2° Peut-il le contracter seul ?

3° La rescision de cet engagement peut-elle être prononcée au cas où le contrat serait lésif pour l'artiste ?

4° Qui peut intenter l'action en rescision ?

346. — A) La loi n'enlève point à l'individu pourvu d'un Conseil judiciaire l'administration de sa personne et de son temps. Elle se contente de restreindre le pouvoir de disposition qu'il avait sur son patrimoine. Il est donc certain que le prodigue peut contracter un engagement théâtral. D'ailleurs, de nombreux acteurs, ont, en fait, été frappés de cette demi-interdiction sans que leur carrière ait été entravée (1).

1. Demolombe. *Minorité*, t. II, n° 749; Toullier. *Droit civil*, t. II, n° 4378; Laurent. *Principes*, t. V, n° 369; Aubry et Rau, t. I, § 140, p. 572; Bureau, *op. cit.*, p. 305.

317.—B) L'individu pourvu d'un Conseil judiciaire peut-il contracter un engagement dramatique sans l'assistance de son conseil ? L'affirmative est enseignée par de nombreux auteurs, à commencer par Demolombe. Ne reconnaît-on pas au prodigue, le droit de consentir un bail sans l'assistance de son conseil (1) ? Et le contrat d'engagement est-il autre chose qu'un louage de services ?

L'article 513 du Code civil n'enlève pas au prodigue le droit d'embrasser telle profession que bon lui semble, et conséquemment de faire les actes qui en sont un préliminaire naturel (2).

Demolombe estime toutefois que le directeur agirait prudemment en exigeant l'assistance du conseil, parce qu'à défaut de ce concours il n'aurait pas de prise sur les immeubles du prodigue et les capitaux mobiliers de l'artiste.

Est-ce bien sûr ? Aux termes de l'article 499 et de l'article 513, le prodigue ne peut aliéner ni grever ses biens d'hypothèques ; mais si l'aliénation et l'hypothèque ne sont que la conséquence de l'obligation qu'il avait le droit de contracter, nous pensons que le créancier aura tout le patrimoine du prodigue pour gage d'une obligation à laquelle il n'était pas nécessaire de faire intervenir le conseil,

1. Demolombe, t. VIII, n° 743.

2. Lacan et Paulmier, *op. cit.*, II, n° 255 ; Dubosc et Goujon, *op. cit.*, p. 63.

348. — C). On devine bien que la question qui préoccupe les auteurs est celle du dédit qui pourrait être stipulé : c'est au dédit que nous pensons nous-même en parlant des conditions onéreuses qui seraient imposées à l'artiste et présenteraient pour lui un caractère lésif.

La jurisprudence, en cas de lésion, assimile l'individu pourvu d'un Conseil judiciaire au mineur émancipé.

D'où cette conséquence que le prodigue qui s'est engagé à payer à un directeur de théâtre un dédit hors de proportion avec les avantages qu'il a stipulés à son profit pourrait demander la nullité de cette clause dans la proportion où elle lèse ses légitimes intérêts.

Cette jurisprudence est approuvée par divers auteurs spécialistes (1).

Il est facile de se rendre compte du raisonnement sur lequel les tribunaux ont basé leur solution qui d'ailleurs satisfait l'équité. La loi traite l'interdit en tutelle comme le mineur en tutelle : de même que le mineur émancipé en curatelle est un « demi-mineur », le prodigue placé sous la curatelle d'un Conseil judiciaire est un « demi-interdit » : le demi-mineur et le demi-interdit doivent être traités de la même façon.

1. Notamment Agnel *op. cit.*, p. 42; Lacan et Paulmier, *op. cit.*, t. I n° 225.

319. — Mais on chercherait vainement le texte sur lequel se fonde cette assimilation.

Nous voyons bien que l'article 1305 a englobé dans ses termes le mineur non émancipé et le mineur émancipé et qu'il réserve à l'un et à l'autre le bénéfice de la *restitutio in integrum*. Mais il n'y a aucun article du Code dans lequel on puisse rencontrer une « accolade » identique pour l'interdit et le prodigue pourvu d'un Conseil judiciaire.

D'où cette conséquence qu'il n'y a pas pour l'individu pourvu d'un Conseil judiciaire des actes sujets à rescision pour lésion. Il y a des actes nuls parce qu'il ne pouvait pas les faire sans l'assistance de son Conseil judiciaire, et des actes qu'il pouvait faire seul et dont il doit subir toutes les conséquences.

Et si l'engagement théâtral est un de ces derniers actes, le prodigue sera désarmé en face du directeur qui lui réclame un dédit excessif.

Le seul moyen de tourner la difficulté serait de décider que le prodigue peut signer seul un engagement dramatique, mais qu'il ne peut se rendre débiteur d'un dédit sans l'assistance de son Conseil.

320. — D) L'individu pourvu d'un Conseil judiciaire ne pouvant ester en justice sans l'assistance de son Conseil les procès concernant l'engagement ne pourront être intentées ou soutenus que : 1° par le prodigue relevé de son incapacité par un jugement de main-levée du Conseil judiciaire ; 2° par le prodig-

gue avec le concours de son Conseil ; 3° par les héritiers du prodigue ; 4° par ses créanciers agissant en vertu de l'article 1166.

Comme il s'agit encore là d'une nullité relative, la contrepartie du prodigue, c'est-à-dire le directeur, ne pourra jamais demander la nullité de l'engagement.

∴

321. — Cette étude appelle-t-elle une conclusion ? Nous n'en croyons rien. Si elle contribue à démontrer que la scène est un terrain dangereux pour la jeunesse et pour la « fragilité du sexe », ce n'est pas un résultat nouveau. Si elle n'indique aux plaies qu'elle constate d'autres remèdes que ceux qui ont été appliqués ou proposés jusqu'ici, il serait peu séant de présenter cet aveu d'impuissance sous la forme d'un enseignement *ex cathedra*.

Si nous nous bornons à résumer nos impressions, nous les exprimerons par cette formule : « Dans l'application de la législation actuelle il est nécessaire d'éviter les jurisprudences trop émancipatrices du lien familial. »

L'importance de cette idée directrice est moindre au regard de l'engagement théâtral des femmes mariées : en effet, de trois choses l'une :

Ou le mari est lui-même un acteur qui a choisi parmi ses camarades la compagne de sa vie, et qui, connaissant parfaitement les périls auxquels l'expose la

profession de sa femme, est, aussi, renseigné d'avance sur les moyens de s'en préserver.

La preuve que c'est, possible c'est que l'on rencontre à chaque instant dans les ménages d'artistes des épouses irréprochables et des mères de famille exemplaires.

Où le mari est étranger au théâtre : s'il épouse une actrice il doit s'imputer à lui-même les déceptions qui peuvent attrister son foyer : il n'avait qu'à se marier dans son milieu.

Où les deux époux sont étrangers à la scène et le mari un moyen bien simple de se mettre à l'abri du péril : c'est de ne pas autoriser sa femme à monter sur les planches.

Lorsqu'il s'agit de l'engagement théâtral des mineurs, la question mérite plus d'attention. Sans vouloir mettre un obstacle insurmontable à une vocation irrésistible, il serait bon que les parents et les tuteurs fussent plus complètement armés pour s'opposer à l'entraînement auquel cèdent leurs enfants ou leurs pupilles.

Mais ici, une objection vient promptement à l'esprit. *Quis custodiat ipsos custodes ?* Quels avantages la morale trouverait-elle à ce que la loi fortifiât l'autorité de M. et de M^{me} Cardinal ?

Si peu interventionniste que nous soyons, nous ne pouvons qu'applaudir à la tentative faite par M. de Monzie pour écarter les enfants de la scène.

On pourrait aussi se montrer plus exigeant pour les engagements des mineurs et surtout des mineures et manifester moins de répugnance contre l'intervention du Conseil de famille ou du tribunal.

Mais après ? On n'empêchera pas le théâtre d'être un milieu démoralisateur. Les honnêtes femmes y vivent toujours dans un état de promiscuité avec des femmes de mœurs légères. Et les directeurs ne résilieront pas pour cause d'inconduite les engagements de celles de leurs pensionnaires qui ont plus de beauté ou de talent que de vertu.

Alors que les mesures législatives sont impossibles ou impuissantes, comment s'y prendra-t-on pour amener les artistes à concevoir de leur dignité une idée plus haute et pour les habituer à pratiquer davantage le respect d'eux-mêmes et d'autrui ? On ne peut pas instituer dans les coulisses des cours de morale ?

Les gens de théâtre n'accepteraient pas une influence modificative extérieure. Mais comme ils sont beaucoup meilleurs qu'ils ne cherchent à le paraître, que, malgré leur laisser-aller traditionnel, ils comptent dans leur nombre une majorité de « braves gens » on pourrait espérer d'une évolution sociale une transformation que des dispositions juridiques n'amèneront jamais.

Nous avons, dans notre introduction, prononcé le nom des syndicats ; loin de nous la pensée de ter-

miner cette étude par une apologie sans réserve d'une institution si discutée. Les syndicats sont trop souvent animés d'un pur esprit de révolte ; ils se laissent embrigader par des groupements dont l'intérêt économique et social est le moindre souci.

Ces syndicats déviés de leur but ne peuvent nous inspirer que de la défiance. Mais il serait possible — et nous savons que cette conception a préoccupé à la fois des artistes éminents et des hommes voués à l'étude des questions d'économie sociale, — de créer des associations réellement professionnelles dont les sommités du théâtre se feraient à la fois les initiateurs et les éducateurs, et dont le but serait le relèvement matériel et moral de la situation des acteurs.

Le jour où la tâche de la moralisation du milieu scénique aura été remise pour une large part aux mains d'artistes solidarisés pour la défense des intérêts communs, on aura donné à la famille ses meilleurs auxiliaires, et à la loi ses interprètes les mieux avertis et probablement les plus dévoués.

Vu : le Président de la these,
R. PIEDELIÈVRE

Vu le doyen,
P. CAUWÈS

Vu et permis d'imprimer :
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris
L. LIARD

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
BIBLIOGRAPHIE.	5
INTRODUCTION.	7

PREMIÈRE PARTIE

L'engagement théâtral des femmes mariées

CHAPITRE PREMIER. — <i>De la nécessité de l'autorisation maritale et des conséquences du défaut d'au- torisation.</i>	15
<i>Section I.</i> — Considérations générales. Aperçu de la jurisprudence, Droit d'opposition du mari.	15
<i>Section II.</i> — Droit du mari de révoquer une au- torisation donnée	28
<i>Section III.</i> — De la possibilité de l'autorisation de justice.	53
<i>Section IV.</i> — L'autorisation maritale.	67
§ 1. — Capacité nécessaire au mari pour donner à sa femme une autorisation valable	70
§ 2. — Conditions et formes de l'autorisation maritale	76
<i>Section V.</i> — Conséquences du défaut d'autorisa- tion	84
CHAPITRE II. — <i>L'actrice mariée</i>	95
<i>Section I.</i> — Clauses accessoires de l'engagement et dépenses professionnelles	97

§ 1. — Clauses accessoires de l'engagement. . .	97
§ 2. — Dépenses professionnelles de l'actrice mariée	101
§ 3. — Responsabilités encourues par le mari à raison des engagements de la femme actrice. . .	103
<i>Section II. — Droits de l'actrice mariée sur les bénéfices de sa profession</i>	<i>105</i>
§ 1. — Législation et jurisprudence antérieures à la loi du 13 juillet 1907.	106
§ 2. — Effets de la loi du 13 juillet 1907. . .	109
<i>Section III. — Effets divers de l'engagement théâ- tral de la femme mariée</i>	<i>113</i>
§ 1. — De la cohabitation	114
§ 2. — Des cadeaux.	117
§ 3. — Les polémiques de presse et le droit de réponse.	119
§ 4. — Noms et pseudonymes	122

DEUXIÈME PARTIE

L'engagement théâtral des mineurs

AVANT-PROPOS.	131
CHAPITRE PREMIER. — <i>Engagement théâtral des enfants.</i>	
CHAPITRE II. — <i>Engagement des mineurs adultes . .</i>	<i>147</i>
<i>Section I. — Conditions de validité de l'engage- ment théâtral du mineur non émancipé. . .</i>	<i>148</i>
§ 1. — Par qui doit être passé le contrat. . .	148
§ 2. — Quelles autorisations sont nécessaires à la validité du contrat	152
§ 3. — Formes de l'autorisation.	181
<i>Section II. — Conditions de validité de l'engage- ment théâtral du mineur émancipé</i>	<i>184</i>

CHAPITRE III. — <i>Conséquences de la validité ou de la nullité des engagements.</i>	198
Section I. — Engagements valables	198
Section II. — Engagements annulables	207
§ 1. — Personnes qualifiées pour intenter l'action en rescision.	208
§ 2. — Fondement de l'action en nullité ou rescision.	210
§ 3. — Effets du jugement de nullité	218
§ 4. — Critique de la jurisprudence. Essai d'une théorie d'ensemble fondée sur l'application intégrale du droit commun	223
CHAPITRE IV. — <i>Droits de puissance, de jouissance et d'administration légale des parents et droits des tuteurs en cas d'engagement théâtral des mineurs</i>	233
Section I. — Droits des parents et du tuteur sur la personne de l'acteur mineur.	233
Section II. — Droits des parents sur les biens.	235
Appendice à la deuxième partie. Engagement théâtral des incapables autres que les femmes mariées et les mineurs	239

MAYENNE, IMPRIMERIE CHARLES GOLIN
